

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LE PRÉAPPRENTISSAGE

THÈSE POUR LE DOCTORAT
SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES

Présentée et soutenue le Mardi 16 mars 1920, à 3 h. 1/2

PAR

Gabriel BARD

Ingénieur civil des Mines

Président : M. SOUCHON, *professeur*.

Suffragants { M. DESCHAMPS, *professeur*.
 { M. GERMAIN MARTIN, *agrégé*.

PARIS

ARTHUR SAVAÈTE, ÉDITEUR

15, RUE MALEBRANCHE, 15

1920

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LE PRÉAPPRENTISSAGE

THÈSE POUR LE DOCTORAT
SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES

Présentée et soutenue le Mardi 16 mars 1920, à 3 h. 1/2

PAR

Gabriel BARD

Ingénieur civil des Mines



Président : M. SOUCHON, *professeur*.

Suffragants { M. DESCHAMPS, *professeur*.
 { M. GERMAIN MARTIN, *agrégé*.

PARIS

ARTHUR SAVAÈTE, ÉDITEUR

15, RUE MALEBRANCHE, 15

1920

*La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.*

INTRODUCTION

Le préapprentissage est un remède à la crise de l'apprentissage préconisé en 1905-1906 et répondant à la conception suivante : *créer des pépinières d'apprentis en mettant à la base de l'éducation professionnelle de nos futurs ouvriers une culture générale manuelle et technique non spécialisée.*

C'est une idée spécifiquement française, car ce n'est pas autre chose qu'une transposition au bénéfice des apprentis de la formule qui chez nous, et chez nous seulement, préside depuis plus d'un siècle à l'éducation de nos Ingénieurs, avec un succès que les partisans de la formation étrangère spécialisée ont essayé vainement de mettre en doute.

Aussi n'est-il pas étonnant que l'idée du préapprentissage ait reçu en France un accueil favorable et qu'elle ait été patronnée par des Ingénieurs de l'autorité du regretté M. Maurice Bellom, notre ancien professeur d'économie industrielle à l'Ecole Supérieure des Mines.

Le développement du préapprentissage n'a pourtant pas été aussi rapide que de brillants débuts le faisaient espérer. C'est que, si le principe n'est pas discuté, on n'est pas pleinement d'accord sur les limites de son extension. Il en résulte une certaine confusion qui, jointe à des raisons financières, a nuit aux efforts de ses propagateurs.

Faut-il s'en tenir à leur conception bien précise, adoptée par le Congrès de 1909 et voir dans le préapprentissage une formation d'un genre tout différent de celle que l'école peut donner ?

Faut-il, au contraire, avec certains membres de l'enseignement public, élargir cette compréhension originelle et se rapprocher de la signification étymologique : « Tout ce qui précède l'apprentissage » afin d'amener le préapprentissage dans la zone d'influence de l'école ?

La question posée dans des articles de revues, discutée dans des congrès, n'a encore fait l'objet d'aucune étude d'ensemble.

C'est ce qui peut donner de l'intérêt à cette monographie du préapprentissage.

Nous n'y comprendrons pas toutefois ce que l'on a appelé parfois, à tort selon nous, le « préapprentissage féminin » : sauf exception, il ne faut pas encourager la jeune fille à préparer une autre profession que celle de mère de famille ; et le préapprentissage de cette profession a un nom : c'est l'enseignement ménager, déjà souvent décrit.

Nous ne traiterons donc que du préapprentissage dans les métiers masculins.

Dans une première partie purement descriptive, nous exposerons :

- I. En quoi le préapprentissage remédie à la crise de l'apprentissage.
- II. Sa genèse.
- III. Son histoire.
- IV. Le fonctionnement d'un atelier de chacun des principaux types.

Dans la seconde partie, critique, nous examinerons :

- V. Les objections de principe contre le préapprentissage.
- VI. La conception du préapprentissage à l'école.
- VII. La théorie du préapprentissage à l'atelier.
- VIII. La réalisation actuellement souhaitable en France.

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE PREMIER

LA CRISE DE L'APPRENTISSAGE

La crise de l'apprentissage est une des questions d'économie sociale sur lesquelles on possède le plus de documents de première main :

Résultats des enquêtes officielles de 1860 (1), 1863-1865 (2), 1875 (3) et surtout de la grande enquête de 1902 qui a abouti au magistral rapport de M. Briat et aux avant-projets de M. Cohendy, bases de toutes les interventions législatives qui se sont produites depuis lors.

Enquête ouvrière de 1908.

Congrès spéciaux : 1907 (Bâtiment), 1909 (Congrès dit du « Préapprentissage »), 1911 (Roubaix), 1912 (Classes moyennes), 1917 (Génie civil).

Travaux législatifs dominés par les volumineux rapports Astier qui ont abouti au vote de la loi du 25 juillet 1919 et par la remarquable étude de M. Verlot (1913).

Comptes rendus des missions envoyées à l'étranger par

1. Ch. de Commerce de Paris.

2. Min. du Commerce.

3. Département de la Seine.

le Conseil Municipal de Paris (1905) la Chambre de commerce de Paris (1910).

Discussions syndicales. — Chiffres publiés par les associations telles que la Sté des Apprentis, la Sté des Amis de l'Enfance, l'Association Int^{ale} pour la lutte contre le chômage, l'Association pour le développement de l'Enseignement technique; les groupements officiels comme les Commissions mixtes départementales, les Comités de patronage des apprentis. — Documents municipaux.

La crise date de loin en effet : le premier cri d'alarme fut poussé chez nous en 1825 à la fondation de la Sté de Protection des Apprentis, et depuis 1900, il n'est personne en France qui ignore son acuité. Mais, malgré le nombre et la valeur des observations, l'accord n'est pas fait sur les causes du mal et sur les remèdes à y apporter.

Cela tient à sa complexité : il n'est en réalité qu'un aspect de la grande crise sociale, dont nous souffrons en France depuis plus d'un siècle. La résolution est liée aux solutions à donner aux questions suivantes : organisation de la profession, maintien ou disparition du métier d'artisan envahi par le machinisme, direction à donner à l'évolution de l'industrie, intervention de l'Etat dans le domaine économique et social, étude de l'orientation professionnelle de l'enfant.

La plupart des auteurs qui ont étudié jusqu'ici la crise n'en ont examiné qu'un ou deux aspects.

Les uns l'ont fait du point de vue législatif, et leurs solutions étatistes ou anti-interventionnistes se sont trouvées trop artificielles. D'autres ont analysé très exactement les causes de la décadence des métiers manuels; leurs moyens d'y remédier, uniquement défensifs, ont été incomplets. Très peu ont ajouté à cette analyse une étude suffisante du

problème faite du point de vue de l'industrie manufacturière, et c'est pourtant essentiel pour en avoir une idée d'ensemble, car c'est la concurrence de cette industrie qui a amené les métiers au point où ils en sont.

Dans ce chapitre, en résumant les conclusions des travaux antérieurs sur la crise, afin de faire ressortir la place que le préapprentissage occupe parmi les divers remèdes préconisés, nous insisterons particulièrement sur la nécessité qu'il y a, d'amener l'industrie « évoluée » à s'assurer elle-même un recrutement rationnel, sans enlever à l'agriculture et au métier d'artisan les éléments indispensables à leur existence.

Il faut, en premier lieu, définir exactement le sens que nous donnerons aux termes de « métier », « usine », industrie « petite », « moyenne » et « grande », car plusieurs de ceux qui ont écrit sur la question ont opposé couramment la « petite » et la « moyenne » industrie à la « grande », semblant croire que l'évolution pouvait se caractériser par la disparition progressive des deux premiers types devant le dernier.

Cela a pu être vrai à une certaine époque où les petits et les moyens ateliers étaient insuffisamment outillés et pratiquaient une spécialisation incomplète ; mais il n'en est plus forcément ainsi. Grâce aux ententes industrielles, (trusts et cartels) le petit et le moyen atelier peuvent être organisés de la manière la plus parfaite et spécialisés dans la fabrication d'un produit déterminé à produire en grande série (leur peu d'importance pouvant être compensé, et au delà, par de sérieux avantages locaux⁽¹⁾). L'opposition n'est

1. L'Allemagne vient par exemple d'appliquer cette méthode, courante en Amérique, à son industrie automobile. Plusieurs petites ou moyennes usines de cette industrie viennent de réaliser une union pour produire un seul type dit « National. »

pas, au point de vue évolution, entre la « petite » et la « grande » industrie, mais entre l'« atelier » et l'« usine » ou « manufacture », pour ne pas employer l'affreux néologisme belge de « machinofacture ».

Nous entendrons par « atelier familial » ou « métier d'artisan », celui où l'ouvrier fabrique entièrement à la main, suivant des procédés traditionnels, l'objet destiné à être livré à la consommation.

Son adversaire, au point de vue qui nous occupe, sera l'usine plus ou moins évoluée suivant que le machinisme, la standardisation ou spécialisation et enfin l'organisation ou taylorisation, jouent un rôle de plus en plus prépondérant.

Par les termes de petite, moyenne, ou grande industrie nous caractériserons simplement l'importance de l'effectif ouvrier suivant qu'il est au-dessous de 200 ouvriers, compris entre 200 et 1.000, au-dessus de 1.000 (1).

Gravité actuelle de la crise. — Elle nous est révélée par les rapports du Congrès de Roubaix et les résultats du dernier recensement par profession (1911).

Pour les *métiers d'artisans*, la crise se traduit par la diminution du nombre et de la valeur professionnelle des apprentis et ouvriers. Dans les grands centres, l'apprentissage a totalement disparu ; il ne subsiste que dans les petites villes et à la campagne. C'est ainsi qu'à Paris, il n'y a pour ainsi dire plus de contrats d'apprentissage, alors qu'en 1895, il en existait encore 4.500 (pour 27.000 mineurs de seize ans). Dans le département de la Seine, sur

1. Classification adoptée notamment dans les études du Comité de mécanique et d'électricité des Régions libérées.

143 professions industrielles exclusivement masculines, 53 ont moins de 15 0/0 de jeunes gens de onze à vingt ans, alors que la proportion devrait varier entre 20 et 25 0/0 (1).

Le mal est particulièrement grave dans les métiers du bâtiment et ceux du bois. Dans les premiers, le rapport entre le nombre des apprentis et celui des ouvriers était de 3 0/0 en 1911, alors qu'il aurait dû être de 20 0/0. Dans les seconds, il est de 3 à 4 0/0 chez les ébénistes, 5 0/0 chez les sculpteurs (2).

L'industrie manufacturière commençait seulement avant la guerre à souffrir dans son recrutement. Jusqu'alors, elle avait trouvé chez les artisans les ouvriers qualifiés qui lui étaient nécessaires et, dans la classe agricole, les demi-qualifiés et les manœuvres. Mais tout le monde était d'accord pour se plaindre avec le rapport Briat de l'« insuffisance de leur valeur professionnelle ».

MM. Motti et Fourmond ont pu, sans être taxés de pessimisme exagéré, donner le classement suivant des ouvriers d'usine :

— Ouvriers que leur insuffisance notoire classe parmi les inaptes et les incomplets : 50 0/0 ;

— Ouvriers qu'un apprentissage défectueux fait classer parmi les médiocres : 25 0/0 ;

— Ouvriers complets connaissant parfaitement leur métier : 25 0/0 (3).

Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, qu'il se soit produit en France un appel d'ouvriers étrangers ; maçons

1. D'après les tableaux de M. Kritchewsky, « *L'orientation professionnelle spontanée* », Paris, 1917.

2. Rapports de M. Burms-Demay et de M. Goumin au Congrès de Roubaix.

3. *Questions sociales : un autre esprit*, Paris, 1917.

et mineurs italiens dans le bâtiment et les industries extractives, mécaniciens et électriciens belges et suisses, travailleurs polonnais et roumains dans les métiers du bois. Dans le Faubourg Saint-Antoine, la proportion des étrangers était de 800/0 en 1913. Mêmes chiffres pour la pelleterie, la maroquinerie et la fourrure. Le record était tenu par la corporation des tailleurs pour dames : 93 0/0 de Russes et Autrichiens contre 5 0/0 de Français.

Bref, à Paris seul travaillaient au début de la guerre 200.000 ouvriers étrangers (1).

Causes attribuées à la crise. — La plupart des auteurs les classent en causes législatives, économiques et morales, sans préciser celles qui sont communes à tous les pays et celles qui sont spéciales à la France. Nous n'aurions, croyons-nous, qu'une idée incomplète de la crise si nous ne faisons pas d'abord cette distinction.

I. Causes communes à tous les pays. — Le mal sévit à l'étranger comme chez nous. C'est ce qu'ont omis de mettre en lumière, avant la guerre, M. Astier et tous les partisans de l'enseignement technique d'Etat. Les louanges données par eux à l'efficacité de cet enseignement dans les pays étrangers étaient telles, qu'un lecteur non averti aurait pu croire qu'il avait éloigné d'eux tout danger de crise.

Insistons d'abord sur l'Allemagne, qui nous était particulièrement donnée en exemple et où, en effet, l'enseignement technique est merveilleusement organisé. Le danger y a été signalé depuis de nombreuses années, et un certain nombre d'enquêtes très précises ont été faites par les gou-

1. *Bull. de la Soc. des Ingénieurs civils*, 1916, p. 418.

vernements et les grandes associations. En particulier, celle de la Zentralstelle für Volkswohlfahrt en 1911, nous apprend que toutes les professions se plaignent du manque d'apprentis, sauf, comme en France, les mécaniciens, monteurs-électriciens et serruriers. Alors que le nombre total des salariés de l'industrie augmentait de 43,9 0/0 entre 1893 et 1907, l'augmentation des apprentis n'était que de 10 0/0 dans la même période (1).

Comme en France, ce sont les métiers du bois et du bâtiment où la diminution est la plus sensible. Le pourcentage des apprentis passait par exemple :

De 26,1 à 17,6 0/0	chez les menuisiers,
17,8 à 11,8	— carrossiers
19,6 à 9,9	— tourneurs en bois

Des chiffres intéressants nous sont également donnés par les enquêtes administratives de 1908 et 1909 : d'un certain nombre de sondages portant sur 1.475 établissements et 311.364 ouvriers, il résulte que 40,84 0/0 des ouvriers qualifiés ont abandonné pour l'usine les ateliers d'artisans où ils avaient été formés (2).

Notons en passant que les corporations qui ne disparurent jamais complètement en Allemagne furent réorganisées, à partir de 1869, par de nombreuses lois et groupées par celle du 26 juillet 1897 en un certain nombre de chambres de métiers obligatoires. La corporation, pas plus que l'enseignement technique, ne suffisent donc pas à enrayer le mal...

1. *Vorb. u. Verhandl. der 5 Konferenz*, p. 373. Berlin, Heymanns, 1911.

2. *Bull. de l'Assoc. intern. pour la lutte contre le chômage*, 1912, p. 17.

En Suisse (1), en Belgique (2), en Angleterre (3), pays d'un développement économique analogue au nôtre, mais où la législation est différente, la crise est constatée.

Elle commence même en Amérique, si nous en croyons O. Buyse (4) : dès 1908 l'immigration qui avait jusqu'ici importé à suffisance des ouvriers complets, se tarissant, l'industrie a dû songer à créer elle-même un régime d'apprentissage moderne dans ses ateliers.

Un seul pays paraissait faire exception avant la guerre : l'Autriche-Hongrie. Mais il convient de remarquer, avec le Professeur Mischler (5), que le développement industriel de l'Autriche est de date récente, et n'a pu encore causer ni la surabondance de travail d'usine non qualifié, ni la désertion des petits métiers.

C'est une contre-épreuve.

La crise est fonction du degré de l'organisation de l'industrie et du mouvement des naissances.

Dans son évolution, on peut distinguer quatre phases :

Première phase. — Origine et développement des manufactures, c'est-à-dire concentration d'ouvriers dans des ateliers mis en œuvre par des moyens humains mécaniques (travail collectif et spécialisé).

Le pays étant riche en naissances, ce travail supplémentaire procuré à une main-d'œuvre considérable, est d'abord considéré, au point de vue économique, comme un bienfait.

1. *L'apprentissage en Suisse*, par le D^r Savoy. Paris, 1910.

2. *L'apprentissage de demain dans les métiers bourgeois*, par M. Lambrechts (1906).

3. *L'orientation professionnelle en Grande-Bretagne*, 1916 (Circulaire N° 34 de l'Assoc. intern. pour la lutte contre le chômage).

4. *Les méthodes américaines d'éducation générale technique*. Paris, 1909.

5. *Bull. de l'Assoc. int. contre le chômage*, 1912, p. 62.

Deuxième phase. — Leur développement s'accroissant plus que ne le comporterait la progression de la natalité, les manufactures empruntent aux professions agricoles les manœuvres qui leur sont nécessaires, aux métiers d'artisans une grande partie de leurs ouvriers ou apprentis. C'est le début de la crise de l'apprentissage.

Troisième phase. — L'outillage semi-automatique supprime une partie du travail humain à l'usine (facteur favorable). Mais deux causes défavorables interviennent : l'envahissement de l'atelier d'artisan par le machinisme, la diminution des naissances accélérée par les progrès de l'industrie : la crise arrive à son point culminant. Il semble que la France en est à cette phase.

Quatrième phase. — L'industrie demande d'abord à l'immigration étrangère le supplément de main-d'œuvre nécessaire, mais cette source elle-même se tarit bientôt. Force lui est alors de recourir à trois remèdes :

1° Hâter son évolution vers le stade « mécanique automatique » (cas de la minoterie moderne, de la papeterie, où un seul ouvrier suffit à surveiller de nombreux mécanismes entre lesquels circule automatiquement la matière à transformer) ;

2° Economiser au maximum le travail humain, lui appliquant les méthodes analytiques de rendement (taylorisation) ;

3° Chercher à former elle-même, par des procédés rationnels, les fils de ses ouvriers pour en faire des ouvriers qualifiés en suffisance.

La troisième phase est caractérisée par les phénomènes économiques suivants :

A. — Causes économiques

1° A L'ATELIER D'ARTISAN. — a) *L'envahissement de la machine* diminue de plus en plus la part du travail manuel. Certains métiers ont disparu, tels que ceux de cordonniers, d'horlogers, de ferblantiers. Il n'y a plus, dans ces professions, que des ouvriers d'art ou des raccommodeurs : la chaussure de fatigue, la montre, l'arrosoir sont fabriqués en usine à bien meilleur marché.

D'autres sont envahies partiellement, comme l'imprimerie, la linotypie, les métiers du bois. Aucune n'est sûre de ne pas avoir à subir du jour au lendemain de transformation radicale.

Cette invasion du machinisme amène des chômages, des renvois d'ouvriers ; il rend la profession instable, discrédite l'ancien apprentissage (1).

b) *L'appât d'un salaire promis par l'usine* éloigne les enfants de l'apprentissage de métier. L'usine qui recherche le gamin pour en faire une petite main et non un apprenti, peut le payer. Le métier ne le peut pas en général.

2° A L'USINE. — a) Le progrès industriel a mené la standardisation et le *travail aux pièces* qui s'opposent, à moins de dispositions particulières, à ce que le gamin reçoive un véritable apprentissage.

D'abord, dans les grandes usines, c'est la spécialisation par atelier et par ouvrier. Les exemples sont classiques des 61 machines employées pour faire une bottine, des

1. En sens contraire il a été signalé des cas où le développement du machinisme avait été favorable à l'apprentissage (M. Quillard, rapport au Congrès de Roubaix).

354 nécessaires à la fabrication d'une montre, des 90 mains par lesquelles passent un canif. Si le gamin est placé auprès d'un de ces ouvriers « parcellaires », apprendra-t-il autre chose que la conduite d'une seule opération ?

L'ouvrier voudrait-il lui enseigner un métier, qu'il ne le saurait pas. Le saurait-il qu'il n'en aurait pas le temps à cause du travail aux pièces.

b) *Mais il ne le voudra généralement pas.* L'ouvrier est dominé par le sentiment de son insécurité. Moins il a de sérieuses qualités, et plus il est facile à remplacer, moins considéré par conséquent et moins stable (1). D'ailleurs, les crises économiques, à la périodicité desquelles il ne peut rien comprendre, amènent des chômages intenses. Aussi a-t-il l'idée fixe de ne pas former d'apprentis, crainte d'en faire des concurrents : « Nous avons cessé de faire des apprentis, répondent les ouvriers de la plomberie à l'enquête de 1902, parce que ceux-ci nous font tort au point de vue des salaires (2). »

c) Dans la petite ou moyenne industrie non complètement spécialisée, le patron ou le chef d'atelier pourrait néanmoins diriger la formation de l'apprenti. Mais il faudrait que le patron fût un praticien. Or, il n'y a plus que 30 0/0 des chefs de maisons qui le soient, car la question commerciale a pris le pas sur la question travail (3). Quant au chef d'atelier, il est devenu, soit contre-maître, soit directeur de la manutention : il faut qu'il administre, il n'a pas le temps de s'attarder à une démonstration.

1. Briat, *l'Apprentissage*, p. 385.

2. Briat, *l'Apprentissage*, p. 362.

3. *Bulletin de l'apprentissage*, janvier 1910.

B. — Causes morales

D'ailleurs, la transformation économique dont nous avons donné le schéma est compliquée par les répercussions de la crise sociale qu'elle détermine et qui se développe parallèlement à elle.

La baisse de la natalité est la plus importante. Maladie morale des peuples trop riches, elle avait beau jeu à grandir à une époque où, en soixante ans, la production humaine a plus que centuplé.

Elle est accompagnée d'un *abandon progressif des professions agricoles* qui, en France, a atteint des proportions inquiétantes. De 1860 à 1911, le nombre de personnes occupé activement par ces professions a passé de 53,7 0/0 à 44,2 0/0, soit une diminution de 9,5 0/0 pendant que les professions industrielles augmentaient de 4,5 0/0, les commerciales de 3,3 0/0, les libérales (et services publics) 2,7 0/0 (1). Il est de l'intérêt général que l'industrie s'assure un recrutement suffisant sans appauvrir davantage l'agriculture.

D'autres répercussions morales sont : L'oblitération de la conscience chez les patrons, chez les parents et chez les apprentis, la mauvaise éducation donnée aux enfants qui n'ont plus la notion du respect, le dégoût du travail et particulièrement du travail manuel. Il faut en attribuer en partie la cause aux mauvaises conditions du recrutement et de l'existence des ouvriers d'usine.

CONDITIONS DE RECRUTEMENT DES OUVRIERS D'USINE. — Une partie de la main-d'œuvre d'une usine nouvelle est

1. Recensement de 1911, t. I, 3^e partie.

demandée aux métiers d'artisans, mais le gros de l'effectif est recruté dans les milieux agricoles. Cela se fait de la façon la plus empirique et selon la loi de l'offre et de la demande, l'industrie se désintéressant, sauf exception, des possibilités d'adaptation du paysan à son nouveau milieu. C'est par l'appât d'un salaire en argent (1) qu'elle attire dans le centre ouvrier le « gas » du milieu rural, ouvrier agricole ou enfant d'une famille nombreuse.

Salaire insuffisant. — Le salaire qui semblait éblouissant de loin, comparé au prix des journées à la campagne, se révèle vite insuffisant, car il ne permet pas en général de tenir compte des risques de chômage et de maladie, de constituer une retraite pour la vieillesse et d'élever une nombreuse famille. Le paysan n'y prend pas garde, n'ayant pas l'habitude de ces calculs. Une fois à l'usine, il s'aperçoit plus ou moins vite qu'il a fait un mauvais marché en troquant son ancienne existence contre la vie de l'ouvrier, mais combien rares sont les énergiques capables de retourner au village avant d'avoir « fait fortune ». C'est une conséquence du libéralisme économique qui ne permit pas, pendant tout le xix^e siècle, à une réglementation protectrice, de limiter la concurrence : le meilleur des patrons devait, sous peine de faillite, traiter le salaire comme un élément quelconque du prix de revient de l'usine, c'est-à-dire le comprimer au maximum.

Aussi, trop souvent, la famille ouvrière doit-elle faire bon marché de l'avenir de l'enfant et l'embaucher à l'usine dès que la loi le permet : ce qu'il y gagnera est un appoint

1. Il faut y ajouter souvent la soif des plaisirs de la grande agglomération et le dégoût du travail de la terre à la suite du service militaire.

nécessaire à l'équilibre du budget du foyer. Souvent aussi, le salaire est mal dépensé et l'apprentissage de l'enfant sacrifié à l'égoïsme des parents.

CONDITIONS D'EXISTENCE DES OUVRIERS D'USINE. — Elles sont causes en grande partie de cet égoïsme et de la dépression morale des milieux ouvriers.

Trop peu de patrons songèrent à les améliorer.

Milieu familial. — Le logement ouvrier, édifié trop économiquement, est trop souvent le taudis où une famille entière doit s'entasser dans une ou deux pièces exiguës, où « le père au sortir de l'atelier, rentre avec dégoût (1) », où l'attendent un repas trop vite préparé par une femme qui, souvent, a travaillé elle-même au dehors, des enfants qui ont passé la journée dans la rue. Si l'ouvrier cède aux séductions du cabaret, y porte ses profits, y ruine sa santé, il n'est pas toujours sans excuses.

Aucun des membres de la famille ouvrière n'est immunisé contre les *maladies physiques et morales des centres industriels* comme le sont les membres de la famille rurale protégée contre les dangers du milieu par un long atavisme. Alcoolisme, tuberculose, débauche, ne trouvent plus la même résistance à leur propagation, soit chez les parents, soit chez les enfants. D'où l'oubli des devoirs, l'absence d'éducation, l'augmentation de la criminalité juvénile. D'où également la disparition, au bout de deux ou trois générations, de la famille, comme on l'a constaté dans une beaucoup trop forte proportion, et l'industrie est obligée à solliciter toujours davantage l'afflux rural.

1. Jules Simon, *l'Ouvrière*.

Milieu professionnel. — L'atelier dans lequel la journée de travail fut souvent de dix et douze heures, sans repos hebdomadaire, est encombré, mal aménagé, mal aéré. Rien n'a été fait pour adapter l'ouvrier au machinisme.

DÉGOUT DU TRAVAIL. — Aussi ne croit-il plus à la dignité et à l'intérêt du travail, qui est devenu le « boulot ». Cela tient en partie à la diminution de sa valeur morale, en partie aussi à ce que sa besogne n'a rien d'attachant.

Il n'en est pas ainsi pour les travaux de la terre, variés, laissant suffisamment de marge à l'initiative individuelle et stimulés par l'espoir de la récolte.

Quant aux anciens métiers, il y régnait la « joie du travail » magnifiée par Ruskin qui voulut la voir inspirer sa « Guilde de saint Georges ».

La grande diversité des opérations à effectuer pour fabriquer un objet de toutes pièces excluait toute monotonie ; l'intérêt était soutenu ; l'amour-propre excité par la dextérité manuelle qu'il fallait déployer, le goût artistique dont il fallait plus ou moins faire preuve. L'ouvrier donnait à son œuvre un cachet personnel. Il y avait un « esprit de métier » qui aurait fait considérer un changement professionnel comme une dérogeance, et l'enfant était dirigé vers la profession paternelle. De plus, l'ouvrier pouvait souvent s'élever au patronat.

A l'usine, la labeur est machinal : répétition perpétuelle de gestes peu nombreux, série de mouvements combinés avec ceux de la machine. Comment l'ouvrier l'aimerait-il ? A mesure que l'industrie progresse, elle évolue dans le sens d'une spécialisation de plus en plus minutieuse, d'une accélération de plus en plus scientifique du travail humain.

Sans doute, il est exagéré d'évoquer, comme certains auteurs socialistes, à propos du chronométrage de Taylor, les rigueurs de l'esclavage antique, mais il est certain qu'en Europe surtout, il a été fait trop peu pour éveiller l'intérêt de l'ouvrier et pour faire dépendre son avenir de son intelligence et de son ardeur au travail.

Le préapprentissage, remède moral de la crise.
— Tout ce qui contribuera à rendre à l'ouvrier l'estime et le goût du travail, tout ce qui facilitera son adaptation aux formes nouvelles de l'industrie, tout ce qui améliorera les conditions d'existence de sa famille constituera par le fait même un remède indirect mais actif de la crise de l'apprentissage. C'est ainsi qu'il faut souhaiter un recrutement plus rationnel de la main-d'œuvre, la construction de maisons ouvrières, de cités-jardins, la généralisation des assurances contre le chômage et la maladie, la meilleure hygiène des ateliers.

Le préapprentissage, par tout un côté de sa conception, peut être rangé dans cette catégorie de remèdes. En même temps qu'il prépare l'enfant au machinisme, il vise à développer en lui le goût du travail manuel. Il a l'ambition d'être une discipline et veut donner au futur ouvrier, avec la confiance en ses propres forces, qui est un élément de la santé morale, le sentiment de la loyauté professionnelle si vif chez les anciens artisans.

II. Causes spéciales à la France. — La crise de l'apprentissage est plus ancienne chez nous que dans les autres pays, d'abord parce que la grande industrie y a pris plus tôt son essor, ensuite parce que la politique et la législation ont encore aggravé son action.

Née sous Louis XIV, grâce à l'intelligente protection de Colbert, la manufacture avait déjà pris au XVIII^e siècle une grande importance, malgré les efforts des corporations.

Il est intéressant de remarquer que ce furent précisément les fabriques qui nécessitaient la main-d'œuvre la plus abondante, c'est-à-dire les textiles, qui se développèrent le plus rapidement. Par exemple, le seul tissage de la laine occupait 40.000 ouvriers en 1669, 239.709 en 1740. Les autres industries (faïenceries, verreries, forges, mines, etc.), prenaient également une extension considérable, mais qui intéresse moins directement le problème de la main-d'œuvre. M. des Cilleuils évalue à 1 milliard la fortune industrielle de la France en 1789 (1). La seule Angleterre nous disputait le premier rang.

C'est donc à une époque de rapide croissance de l'industrie que se produisit la formidable secousse politique et religieuse de la Révolution. Elle se traduisit au point de vue professionnel par la suppression des maîtrises et des jurandes (loi du 2-7 mars 1791) puis l'interdiction de toute « coalition » patronale ou ouvrière² par la loi Chapelier. On anéantissait donc tout organisme corporatif pouvant veiller à l'application du contrat d'apprentissage (2) au moment où ce dernier commençait à avoir besoin d'être protégé contre la concurrence de la manufacture. Rien n'empêchait plus celle-ci de rechercher la main-d'œuvre juvénile et de débaucher les apprentis du métier. De fait, on constate, dès le règne de Napoléon, les premiers symptômes de la crise de l'apprentissage. Les corporations n'auraient pu la conjurer

1. *Histoire et régime de la grande industrie en France au XVII^e et au XVIII^e siècle*, p. 49.

2. C'est autour de l'apprentissage que s'était cristallisée l'organisation des corporations aux XII^e et XIII^e siècles.

et défendre le métier contre l'envahissement du machinisme ; mais leur suppression avança de quarante ans l'explosion du mal.

I. — LES CONSÉQUENCES DE LA SUPPRESSION DES CORPORATIONS

Les conséquences de la suppression des corporations furent les suivantes :

a) *L'absence pratique de sanction au contrat d'apprentissage.* — Ce contrat est violé, soit par le patron peu consciencieux, qui n'apprend pas le métier à l'apprenti, mais l'emploie comme un petit domestique, soit par celui qui débauche l'apprenti à demi formé par le confrère ; soit par l'apprenti qui rompt lui-même son contrat ;

b) *Apreté de la concurrence* qui met le patron consciencieux en état d'infériorité vis-à-vis de celui qui emploie son apprenti à faire des courses, ou de celui qui attend sans apprenti que son voisin ait instruit un gamin pour le lui enlever.

Dans ces conditions, le contrat d'apprentissage peu ou point observé a disparu progressivement, et l'apprentissage lui-même a cessé de se donner, sauf dans les campagnes où la concurrence est moins active.

On essaya d'y remédier par la loi du 22 février 1851, sur le contrat d'apprentissage. Mais elle se révéla dès l'origine inopérante : aucun contrôle n'étant prévu, ses prescriptions ne sont pas appliquées. Et d'ailleurs ses sanctions sont bien légères.

II. — INFLUENCE D'UNE MAUVAISE LÉGISLATION

1^o *Législation du travail insuffisamment étudiée.* — Les lois citées sont généralement :

a) La loi du 30 mars 1900 réduisant la durée du travail dans les ateliers où se trouvent des apprentis (ce qui a incité certains industriels à ne plus en former). Cette raison ne peut plus être invoquée depuis 1919, par suite de l'adoption générale de la journée de huit heures ;

b) Les lois du 9 avril 1898, 30 juin 1899 et 12 avril 1906 sur les accidents du travail, qui ont amené les patrons à contracter pour l'apprenti une assurance dont la prime est basée sur le salaire moyen de l'ouvrier de la même catégorie.

2° *La loi sur les congrégations* fit fermer ou désorganiser en 1902 un grand nombre d'écoles d'apprentissage très prospères.

3° Plus importante est *l'influence de notre système scolaire* :

a) *L'école primaire détourne l'enfant du travail manuel*. On se plaint avec raison que son enseignement soit trop « livresque ». Les écoliers les plus intelligents sont poussés par leurs maîtres vers les brevets et les carrières de fonctionnaires et d'employés de bureau ;

b) *L'âge de sortie de l'école* est fixé à douze ans pour les élèves munis du certificat d'études primaires. Cet âge est trop précoce pour qu'ils puissent être employés utilement dans un atelier. Les parents sont donc incités à chercher, pour ceux qui ne continuent pas leurs études, des places où ils gagnent de suite, mais n'apprennent rien, telles que celle de groom, petits télégraphistes, petits commissionnaires... D'autres enfants ne sont même pas placés et restent sans occupation jusqu'à leur embauchage à l'atelier (1).

1. 80.000 enfants de treize à dix-huit ans vivent à Paris dans la rue dans une quasi-oisiveté (Rapport au Conseil municipal, n° 93, 1918, p. 54).

Il y a donc *défaut de liaison très grave entre l'école et l'atelier*. Le préapprentissage est le seul remède direct qui ait été tenté pour combler la lacune : il veut être une « pépinière d'apprentis ».

Remèdes directs à la crise. — Les autres remèdes directs sont :

1° Ceux qui permettent au métier d'artisan de maintenir son apprentissage traditionnel. Par exemple : le retour à l'organisation légale de la profession ; la protection du contrat d'apprentissage ; l'adaptation de l'ancien apprentissage aux nouvelles conditions techniques ;

2° Ceux qui permettront à l'usine de former elle-même sa main-d'œuvre qualifiée, par exemple : l'étude scientifique de l'orientation professionnelle des fils d'ouvriers ; l'élaboration d'une nouvelle formule d'apprentissage qui soit à l'usine ce que l'ancien apprentissage était au métier manuel. Notons que le préapprentissage est un élément de cette formule.

Ce qui a été fait jusqu'ici en France

1° *Par les pouvoirs publics* (Etat, départements, communes). Il semble qu'ils se soient résignés à la disparition de l'apprentissage ancien type, regardée comme une conséquence du progrès économique : rien n'a été fait pour organiser la profession, rien en faveur du contrat d'apprentissage (à l'exception de la loi de 1851, dont nous avons mentionné la faillite), rien pour encourager les efforts de l'initiative privée dans la recherche d'un nouvel apprentissage.

Tous les efforts, et combien insuffisants, ont porté sur l'organisation d'un enseignement technique.

Une loi du 11 décembre 1880 prévoit les écoles manuelles primaires d'apprentissage qui ne furent fondées nulle part, à cause du fâcheux condominium prévu pour elles (ministères du commerce et de l'instruction publique).

A l'école primaire l'enseignement du travail manuel prescrit par la loi de 1882 ne fut donné qu'exceptionnellement.

Quant aux Ecoles pratiques du Commerce et de l'Industrie créées par décret du 23 février 1893 (1), elles ont rendu des services appréciés par les industries locales, mais ont formé surtout des contre-maitres.

Il faut en dire autant des écoles professionnelles nationales (2) et municipales (dont 6 à Paris). Il semble que les reproches qui leur ont été adressés, tant du côté patronal que par les syndicats ouvriers, sont exagérés, et que la formation donnée convient aux ouvriers d'élite et aux futurs chefs d'ateliers. Mais elle a l'inconvénient de coûter cher (960 francs par élève et par an avant la guerre).

Enfin des cours professionnels dits « de perfectionnement » ont été organisés par un certain nombre de villes (3). La loi Astier « Charte constitutive de l'enseignement technique », depuis 1903 sur le chantier et promulguée le 25 juillet 1919, les rend obligatoires dans les communes qui seront désignées par décret. Comme on le fait remarquer, ces cours ne donneront pas un apprenti de plus à l'industrie.

2° *Initiative privée.* — Un certain nombre de ces cours (cours du soir ou de demi-temps) ont été déjà organisés

1. 71 à ce jour (dont 13 écoles de filles).

2. Vierzon, Armentières, Vernon.

3. M. Verlot cite particulièrement les organisations de Nancy, Grenoble et Tourcoing.

par les chambres de commerce, les chambres syndicales, les associations d'enseignement professionnel.

Davantage encore, l'effort de l'initiative privée s'est porté sur la création d'écoles d'apprentissage et de sociétés de protection de l'enfance ouvrière : en 1900, il n'existait pas moins de 1.400 institutions libres de ces deux genres (1).

Le préapprentissage apparut en 1905-1906.

Enfin, ces dernières années, des essais furent faits de groupements professionnels ayant pour principal objet l'organisation de l'apprentissage (Chambres de métiers) (2) et des tentatives intéressantes réalisées de formation à l'usine même, analogues à celles de certains ateliers américains et des *Fabrick-schulen* allemandes.

Intérêt du préapprentissage. — Il agit donc sur la crise de trois manières différentes :

1° Le but principal de sa création fut d'assurer la liaison entre l'école qui abandonne l'enfant à treize ans et l'atelier qui ne peut l'accepter si jeune ;

2° Bien qu'il ait été destiné à préparer l'apprentissage traditionnel il s'est rapidement révélé comme une excellente préparation pour le futur ouvrier d'usine ;

3° Enfin il a la prétention d'être un remède moral en lui rendant la confiance en sa propre valeur et le goût du travail.

1. Durassier, *Rapport du jury de l'Exposition*, classe 101, p. 8.

2. La première en date est celle de Limoges (1911). Cf. *Les Chambres de métier* (1918), par M. Bouilloux-Lafont, député, auteur d'un projet de loi intéressant sur la question.

CHAPITRE II

LA GENÈSE DU PRÉAPPRENTISSAGE

A) Le premier atelier-école

I. — **Les origines.** — Dans les premières années du ^{xx}e siècle, il devint évident pour tous les esprits éclairés que la crise de l'apprentissage appelait de sérieux remèdes : d'une part le malaise économique qui avait suivi l'exposition de 1900, d'autre part les effets inattendus de la loi Millerand, généreuse, mais imprévoyante, avaient fermé aux enfants la porte d'un grand nombre d'ateliers, pendant que l'industrie se plaignait de ne pouvoir plus remplacer les ouvriers habiles d'autrefois.

Une première solution consistait à réclamer l'intervention de l'Etat. C'était celle du Conseil supérieur du Travail (Rapport de M. Briat), du Conseil supérieur de l'enseignement technique (rapport de M. Cohendy), de la ligue de l'enseignement (Congrès d'Amiens). Ces vœux devaient aboutir en 1905 au dépôt d'un projet de loi sur l'enseignement industriel et commercial qui, rapporté par M. Astier, à la Chambre, puis au Sénat, est devenu, après de multiples péripéties, la loi du 25 juillet 1919.

En sens inverse, la plupart des chambres de commerce, des syndicats patronaux, des groupements professionnels

du commerce et de l'industrie, étaient opposés à une solution étatiste.

Fallait-il attendre la fin de la discussion entre partisans et adversaires de l'intervention de l'Etat ? Certains crurent qu'il y avait mieux à faire.

Dans le courant de 1904, une trentaine de « Parisiens de bonne volonté » intéressés à l'avenir du bâtiment très menacé par la crise, architectes, ingénieurs, entrepreneurs, propriétaires d'immeubles (parmi lesquels il faut citer en première ligne, MM. Georges Picot, de l'Institut, Sanson Lacau, Vaillant, architectes, de Ribes-Christophle, Potron ingénieurs), résolurent sous l'inspiration de M. Ch. Kula, grand entrepreneur de plomberie, de rénover l'apprentissage dans les métiers du bâtiment.

L'un d'entre eux, M. Lacau, architecte, a raconté d'un style alerte les débuts de leur propagande (1) : la première réunion de la salle Washington Palace en 1904, sous l'égide de l'Union Fédérale des Propriétaires, où M. Kula et M. Pradillon, son contre-maitre, exposèrent leur dessein ; la seconde réunion de la salle Loppe en février 1905 avec un discours-programme de M. G. Picot.

Quelques jours après se fondait chez M. Kula, rue Viète, une association sous le régime de la loi de 1901, portant le titre de « Société pour le développement de l'apprentissage dans les métiers du Bâtiment ». Le président du Conseil d'Administration était M. G. Picot. Le secrétaire-trésorier M. Ch. Kula dont le dévouement, a écrit M. Bel-lom, se traduisit autant « par la libéralité du geste que par l'apostolat de la parole ».

1. « Dix ans de préapprentissage », article dans *Le Correspondant*, n° de février 1917.

L'objet de la Société était (art. 2 des statuts) de « centraliser pour leur étude et leur discussion les renseignements et les documents relatifs à l'apprentissage en France et à l'Etranger ».

... « De fonder, d'administrer et d'entretenir à ses frais des ateliers et des cours d'éducation et d'instruction professionnelles gratuits ou payants. »

Sans s'attarder trop longtemps aux études préliminaires, la Société pensa avec juste raison que le mieux était d'agir et dès sa séance du 1^{er} décembre 1905, elle décidait la création, rue des Epinettes, de l'atelier, qui devait devenir le berceau du « préapprentissage ».

Notons de suite que le mot n'apparaît alors ni dans les statuts, ni dans aucune des publications que nous aurons à analyser et qui définissent l'effort tenté par M. Kula et par ses amis ; il n'était pas encore trouvé, quoique la conception même du préapprentissage fût déjà en germe dans l'esprit des créateurs avec tous ses caractères spécifiques. Ils abordaient l'étude du problème de l'apprentissage, non en idéologues ayant conçu un système *a priori* et voulant y ajuster la pratique, mais en professionnels du Bâtiment qui, après avoir longtemps observé les faits, essaient l'hypothèse qui leur paraît le mieux y correspondre, et s'en remettent à l'expérience du soin de la perfectionner.

Ce n'est qu'au bout de plusieurs années, lorsque l'atelier des Epinettes fut en pleine prospérité, que la méthode à laquelle ils avaient été conduits apparut assez différente de toutes celles qui l'avaient précédée pour mériter un nom. Celui de « préapprentissage » lui fut appliqué en 1909 par un ouvrier de la première heure, M. A Vaillant, qui joint à sa compétence d'architecte un rare talent

'écrivain, et le mot fut trouvé si heureux, qu'il fut lancé par le Congrès d'apprentissage de cette même année et eut une brillante fortune.

Il était intéressant de souligner ce fait car c'est le propre des théories les plus fécondes de se préciser au fur et à mesure des progrès de la pratique.

II. — La conception primitive. — Les intentions des fondateurs nous sont exactement connues par plusieurs articles de M. Vaillant dans le journal *l'Architecture*, par des notices de propagande, et par les allocutions prononcées en 1907 et 1908 aux assemblées générales de la Société. Il faut citer particulièrement celles où M. Aug. Champetier de Ribes, avocat à la Cour d'appel, exposa avec une éloquente précision la conception nouvelle.

Nous nous proposons d'en dégager les grandes lignes ; et pour qu'on ne soit pas tenté de croire que nous l'avons enrichie par des emprunts à des théories postérieures, nous donnerons des extraits très larges de ces documents, et emploierons aussi souvent que possible leurs expressions originales.

Leur but — nous l'avons dit — était de rénover l'apprentissage, mais uniquement dans un groupe de métiers bien spécifiés, ceux du Bâtiment. Ils entendaient donner aux futurs apprentis les bases d'une véritable éducation soit technique soit morale (1).

Quelles étaient les données du problème ?

1^o Pour que les parents consentent à placer leurs enfants à l'atelier, il faut d'une part, étant donné leur mentalité,

1. G. Picot, *Compte rendu Assemblée gén.* 1908, p. 8.

« que l'enfant soit mis en mesure de gagner sa vie le plus vite possible » (1).

D'autre part « il ne faut pas que cette préoccupation de gain immédiat en fasse un manoeuvre, spécialisé dans une tâche toujours la même qui lui assurera du pain, mais rien que le pain... il faut donc que nous trouvions un moyen de lui apprendre très vite un métier ou du moins les principes d'un métier » (2).

2° *Un bon apprentissage ne se donne que dans un atelier.* — « Nous croyons qu'il n'y a qu'un moyen d'apprendre un métier, c'est de le pratiquer, qu'il n'y a qu'un moyen d'apprendre à fabriquer c'est de fabriquer à la main, qu'il n'y a qu'un endroit où l'on puisse former l'apprenti, c'est l'atelier, et qu'un professeur capable de former un ouvrier, c'est l'ouvrier lui-même (3). »

« Il faut se méfier de l'Ecole et se rapprocher de l'atelier. »

3° *Mais l'atelier patronal ne peut accueillir les enfants avant quatorze ou quinze ans,* « l'apprenti ne profitera réellement de ces leçons que lorsque son esprit sera assez ouvert pour lui permettre la compréhension juste des travaux qu'il aura à exécuter et que sa constitution sera assez développée pour éviter toute crainte d'accident imputable à son manque de force (4) ». Donc pas d'enfants au-dessous de cet âge à l'atelier patronal. « Ils n'y peuvent rien apprendre et l'atmosphère qui y règne ne peut être que mauvaise pour eux tant au point de vue physique qu'au point de vue moral (5). »

1. De Ribes, *Conférence*, 1907, p. 13.

2. De Ribes, *Conf.*, 1907, *ibid.*

3. De Ribes, *Conférence*, 1908.

4. Fabre, discours d'ouverture du Congrès de 1909.

5. De Ribes, *Conf.*, 1907, p. 13.

4^o Que faire alors du gamin qui sort de l'école primaire à treize ans (ou même à douze ans s'il a obtenu le certificat d'études) ?

Il faut le prendre de suite « juste au moment où il sort de l'école, sans le laisser un instant dans la rue, et lui donner pendant deux ans une éducation professionnelle et morale (1) ».

Il faut donc une transition entre l'école et l'atelier patronal.

Cette transition, écrivait M. Vaillant (2), il est nécessaire, il est économique de l'organiser. « Un enfant ne passe pas sans dépression physiologique et psychologique de l'école et de la famille à l'établi. En dirigeant le jeune être dès ses premiers pas dans la voie du travail, en réglant les efforts qu'il doit faire, en soutenant son intérêt, la fatigue plus consécutive de l'ennui que de l'activité est évitée. Imposée avec bienveillance, la discipline finit par devenir inconsciente... Cela au moment de la vie où l'exemple et l'action ont le plus d'influence sur l'être humain. On nous accordera que c'est bien là de l'éducation de la plus haute valeur. »

Atelier-Ecole. — « Et nous sommes ainsi amenés à la conception d'un atelier, annexe de l'atelier patronal, parce qu'il n'y entrera que des professionnels et parce qu'on n'y fera que de la pratique, mais indépendant de l'atelier patronal pour que l'apprenti soit en dehors du tourbillon de la production intensive et de l'atmosphère souvent malsaine qui y règne (3). »

1. *Conf.*, 1908.

2. *L'apprentissage, la liberté du travail, l'esprit de corps*, brochure écrite pendant la préparation du Congrès de 1909.

3. De Ribes, *Conf.*, 1908.

PRINCIPES DE LA MÉTHODE ADOPTÉE

Absence de spécialisation. — « Allons-nous donc créer un atelier annexe à côté de chaque atelier patronal. Certains patrons spécialement préoccupés de leurs devoirs sociaux l'ont fait et nous ne saurions trop les en féliciter. Mais n'y a-t-il pas moyen de simplifier la question, de trouver un mode d'apprentissage qui puisse conduire à plusieurs professions (1) ? »

Suivant le mot très juste de M. Pradillon, ce qu'il faut avant tout à l'enfant du peuple c'est un « débrouillage » (2) qui lui permette au bout de deux ans de choisir parmi le plus grand nombre possible des carrières de l'industrie.

« Il s'agit de trouver une organisation qui convienne à plusieurs professions, ce qui aurait le double avantage d'être plus économique et d'éviter à l'enfant une spécialisation trop prématurée (3). »

Choix de la ferblanterie comme métier-type. — On y arrivera grâce au choix d'un métier intermédiaire ou « métier-type dont l'apprentissage puisse convenir à plusieurs métiers ». Celui qui fut adopté par M. Kula est la ferblanterie, « véritable géométrie en action, qui comporte aussi bien des surfaces courbes très variées que des surfaces planes, ne demande pas de force mais de la réflexion et de l'adresse, donne aux enfants une habileté de mains que pourraient leur envier les bijoutiers et les orfèvres, les intéresse, les oblige à travailler avec méthode

1. *Ibid.*

2. Pradillon, discours 21 février 1905.

3. De Ribes, 1908.

suivant les règles du dessin, les force à tracer et à développer au préalable sur le papier l'objet à exécuter » (1).

Enfin la matière première essentielle, le ferblanc, est peu coûteuse et s'emploie en petite quantité.

Métiers annexes. — En même temps qu'ils apprendront la ferblanterie, à titre de métier principal, les enfants recevront les premiers principes de celui de serrurier et, dès qu'il sera possible de l'introduire, l'enseignement de certaines parties de celui de menuisier.

M. Lacau nous dit même qu'on avait pensé à leur faire faire de petits ouvrages en briques, hourdés au plâtre et au mortier, et que ce fut pour de seules raisons d'économie qu'on dut ajourner l'emploi du bois, de la brique et de la pierre. La conception primitive était donc bien de donner, en plus de l'enseignement complet de la ferblanterie adoptée pour sa valeur didactique, les premières notions des principaux métiers du bâtiment.

L'organisation de l'atelier sera telle, dit la notice de 1906, que les métiers de serruriers, ajusteur, tourneur, etc., seront le prolongement de celui de ferblantier, « de telle sorte qu'à sa sortie l'adolescent se trouvera en état d'entrer comme apprenti payé dans une profession quelconque de son choix pour y compléter son éducation professionnelle spécialisée ».

Moyens d'éducation technique. — On vise à donner à l'enfant l'habileté de mains et l'habitude de tracer leur travail, « qualités maitresses de l'artisan ».

« Nous préparons l'enfant, par le dessin et les épures géométriques, à concevoir les formes exactes que doit prendre tel ou tel travail et quand l'enfant a conçu ces

1. Pradillon, disc., 1903.

formes nous lui apprenons à exécuter au moyen des outils à mains (1). »

Moyens d'éducation morale. — Il faut inspirer aux enfants un amour du travail et l'habitude de la discipline, « force coopérative dont chacun tire le légitime bénéfice (2) », l'esprit de corps, agent éducateur par excellence, « le vieil esprit de corps qui fit autrefois la puissance et la splendeur des métiers français, sans lequel ils ne sauraient ni se développer, ni retrouver leur prospérité (3) ». Il faut à l'apprenti « *autre chose qu'une étude théorique et pratique*, mais une éducation par laquelle se forment son jugement des choses concrètes, ses sentiments de solidarité et d'honneur professionnel ». Et cette éducation doit être donnée par l'exemple par l'émulation, et par la coopération effectuée aux œuvres de métiers. Il faut donc choisir « non à l'Ecole, mais à l'atelier » de vrais ouvriers, mais des ouvriers éducateurs, « qui agiront sur l'enfant plus encore par l'exemple et les conseils que par l'enseignement donné (4) ».

Quant à l'atelier, il sera gai, sain, bien aéré, on insistera sur l'exactitude, le soin et le rangement des outils, on donnera de bonnes habitudes d'hygiène.

Conditions de recrutement. — Tous les enfants y sont admis sans concours dès leur sortie de l'école, « ceux qui ont été bons élèves comme ceux qui ont été le contraire (5) ».

Durée de la formation. — L'apprentissage complet

1. Pradillon, Conf. du 25 mai 1908.

2. *Ibid.*

3. Vaillant, *l'Apprentissage, la liberté du travail, et l'esprit de corps*, 1909.

4. *Ibid.*

5. Vaillant, *Notice pour l'exposition de Bruxelles*, 1910, p. 11.

devait durer trois ans et être partagé en deux périodes :

La première qui devait durer deux années pendant lesquelles l'enfant devait se débrouiller, contracter la discipline professionnelle, acquérir les procédés manuels du travail, les qualités essentielles du bon ouvrier.

La deuxième période pendant laquelle l'apprenti devenu petite main déjà capable de rendre des services réels, pouvait et devait être rémunéré.

Organisation du travail. — Pendant la première année les enfants devaient travailler alternativement à l'atelier de ferblanterie (métier-type) et à celui de serrurerie. En seconde année, ils devaient se spécialiser dans l'un ou l'autre de ces deux métiers selon leurs goûts et leurs aptitudes. Enfin en troisième année ils devaient travailler dans les conditions de vitesse et d'économie de matières de l'atelier réel.

III. — **La réalisation.** — Grâce aux fonds avancés par M. Kula et au concours des architectes et entrepreneurs qui abandonnèrent à l'œuvre naissante la plus grande partie de leurs honoraires, une construction modèle fut édifiée sur un terrain acheté 51 *bis* rue des Epinettes. L'atelier-école ouvrit ses portes, fin 1906, et dès la seconde année de sa création, le succès s'affirma tel que M. Kula fut encouragé à aggrandir l'établissement.

Orientation vers la mécanique. — Pourtant les résultats n'étaient point ceux que les fondateurs étaient en droit de désirer : ce n'était pas vers les métiers du bâtiment que se dirigeaient la plupart des enfants ayant fréquenté l'atelier-école.

Le dixième seulement se spécialisait dans la ferblanterie pendant la deuxième année, et, si les neuf autres dixièmes

choisisaient l'atelier de serrurerie, ce n'était pas pour rester tous dans ce métier, mais pour pratiquer plus tard, pour la plupart, celui d'ajusteur-mécanicien.

La raison en est qu'au degré de précision près, l'ajustement de la serrurerie a les plus grands rapports avec l'ajustage mécanique. Si le coup de lime est un peu différent, les principes de travail sont les mêmes et la serrurerie est pour la mécanique une excellente initiation.

Or, à cette époque déjà, les jeunes Parisiens avaient pour la mécanique un attrait très vif, partagé par leurs familles. Dès la fin de leur seconde année, c'est dans cette industrie qu'ils cherchaient à s'embaucher comme petites mains.

De ce fait il fallut supprimer dès l'origine la troisième année prévue aux statuts. Les enfants se trouvaient généralement assez débrouillés au bout de dix-huit mois ou deux ans pour pouvoir gagner un salaire à l'atelier patronal.

De ce fait aussi M. Kula qui, pour donner aux apprentis la pratique de nouveaux outils et l'excellente préformation de l'« épannellage », avait pensé à adjoindre dans son atelier au travail des métaux, celui du bois (avec le métier-type du charronnage) dut renoncer à cette tentative. Les frais très élevés n'en auraient pas été justifiés par l'empressement des enfants.

Dévouement désintéressé des fondateurs. — Lorsqu'ils constatèrent que, semblables aux abeilles de Virgile, ils ne travaillaient pas pour leur ruche, M. Kula et ses amis auraient eu le droit d'arrêter leur expérience. Ils ne le voulurent pas, et leur désintéressement fut d'autant plus méritoire que les pouvoirs publics ne surent pas apprécier à sa juste valeur le service rendu à la cause de la forma-

tion professionnelle ; service signalé, car non seulement leur initiative eut l'avantage de « donner le branle », comme l'avait souhaité M. G. Picot, mais il se trouva que leur méthode était plus générale qu'ils ne l'avaient prévu et constituait une excellente formule de préapprentissage *mécanique*.

A part les modifications que nous venons de mentionner l'établissement ne cessa de fonctionner tel que ses fondateurs l'avaient prévu, à l'entière satisfaction des familles et des industriels qui retenaient souvent des apprentis plusieurs mois avant leur sortie.

La *Société Centrale des Architectes* lui accorda son patronage. Elle fit plus et adopta dans son Congrès de 1907 le vœu qu'une remise 0,50 % fut prélevée en sa faveur sur tous les mémoires de travaux particuliers exécutés par ses membres.

« Malheureusement, dit M. Lacau, ce beau projet n'eut qu'un commencement d'exécution et pour des causes diverses qui ne sont pas toutes à l'honneur de notre corporation, il tomba à l'eau après avoir produit quelques billets de 4.000 francs. »

A l'*Exposition de Bruxelles (1910)*, un diplôme d'honneur fut obtenu par l'atelier-école de préapprentissage des Epinettes, sur la proposition de M. Fontaine, directeur du ministère du Travail.

Pendant la guerre l'atelier-école contribua à la rééducation des mutilés, soit à la serrurerie et à la ferblanterie, soit, pour les amputés des jambes, dans un nouvel atelier ouvert pour les métiers du cuir, et d'où au bout de six mois le mutilé pouvait sortir capable de gagner sa vie.

Avec l'appui de la Chambre syndicale des Tailleurs, M. Kula ouvrit également en juillet 1915, dans une partie

de sa salle de conférences, un atelier d'apprentissage pour les métiers de couture. Il y fonctionne encore, mais il s'agit là d'un apprentissage complet donné en deux ans et demi à une quinzaine de jeunes gens et non d'un préapprentissage.

Coût du préapprentissage. — Il fallait tabler avant la guerre sur une dépense moyenne annuelle de 300 francs par enfant.

IV. Eloges et critiques. — Il n'est pas une personne s'intéressant à l'avenir de l'apprentissage qui n'ait tenu, depuis 1907, à se rendre compte du fonctionnement de l'atelier des Epinettes. S'il y a unanimité d'éloges sur la valeur de l'éducation morale et professionnelle donnée dans cet atelier « intéressant et pratique » (1), quelques critiques ont été adressées à la méthode. (Nous examinerons plus loin celles qui se réfèrent au principe même du préapprentissage.)

La première objection peut se formuler ainsi : la *conception du métier-type et le choix de la ferblanterie pour remplir ce rôle ne sont pas justifiés.*

Ce métier ne remplit pas des conditions universelles d'instruction et ne peut préparer à toutes les industries.

Les fondateurs des ateliers des Epinettes le reconnaissent volontiers (2). D'abord, disent-ils, nous ne prétendons pas posséder la formule unique. En second lieu nous n'avons voulu travailler que pour les métiers du Bâtiment et à tous ces métiers la ferblanterie est une incomparable préface, puisqu'elle oblige à la pratique du trait, du dessin, du

1. Rapport Verlot, section VII, H. § 3 d. *Journal offic.*, 1913, n° 2435.

2. De Ribes, *Conf.* 1908, p. 19 ; Pradillon, *Disc.* 24 mai 1908, p. 9 ; Lacau, *op. cit.*

calcul exact des dimensions. D'ailleurs nous avons toujours entendu ne pas spécialiser l'enfant, mais le préparer à devenir, chez un patron, un apprenti du métier qu'il aura choisi, à la fin et au cours de son séjour à l'atelier-école.

M. Kula aurait désiré, nous l'avons vu, pour élargir encore la préformation, adjoindre au travail des métaux en feuilles et à la serrurerie, celui du charonnage et nul n'a été plus que lui prodigue en éloges pour les méthodes de préapprentissage différentes de la sienne.

Une critique plus fondée est celle que formule M. Verlot dans son rapport : « *Aucun complément d'enseignement général, dit-il, n'est donné* et les élèves sont obligés de suivre certains cours organisés par les grandes associations populaires, le soir après la journée de travail. » Nous croyons que le fait résulte du désir des fondateurs de différencier nettement leur atelier de l'école soit primaire soit technique et de plonger de suite leur préapprenti dans un milieu uniquement industriel. Peut-être ont-ils en effet dépassé le but. Loin d'être incompatible avec leur méthode, un supplément de culture générale la compléterait heureusement. La preuve en a été faite à l'atelier de Grenelle-Javel, reproduction exacte de celui des Epinettes. Des cours généraux d'enseignement technique y sont donnés à l'atelier même et comportent chaque jour pour l'enfant un travail d'une heure environ à faire le soir à la maison.

Reste la véritable objection, *le préapprentissage de M. Kula est trop coûteux*. Elle vaut également, nous le verrons, contre les écoles de métiers de M. Jully. C'est elle qui a empêché la réalisation de nombre de créations projetées et qui a amené certains ateliers à joindre au pré-

apprentissage l'apprentissage, afin de pouvoir travailler pour l'industrie.

N'y aurait-il pas d'autres moyens de se créer les ressources nécessaires ? On a proposé de mettre, en dehors des heures de préapprentissage, locaux et contremaitres à la disposition des collectivités chargées d'organiser les cours professionnels obligatoires de la loi Astier. Les rétributions ainsi obtenues contribueraient dans une large mesure à permettre aux ateliers-écoles de se suffire à eux-mêmes.

B) Le Baptême du préapprentissage

Congrès de 1909. — En mars 1909 se réunit à Paris sur l'initiative du Parti du travail, union des syndicats ouvriers indépendants, un Congrès National mixte de l'industrie, du commerce et du travail.

Parmi les membres du bureau, nous relevons les noms de M. G. Picot, président d'honneur, M. L. Fabre (président de la Sté Amicale des Chefs de service et contremaitres de l'industrie métallurgique), président effectif ; MM. Isaac, Président de la Chambre de commerce de Lyon, Villemin, Président de la Fédération nationale du Bâtiment, Biojou, secrétaire général de la Bourse du Travail indépendante de Lyon, vice-présidents. Le congrès avait été préparé par une enquête faite auprès des groupements corporatifs patronaux, des syndicats ouvriers, ainsi que des organisations s'occupant d'instruction professionnelle.

Trois cent soixante groupements (dont 90 syndicats ouvriers) y avaient répondu. Avaient envoyé des délégués : 13 Chambres de commerce, 159 syndicats patronaux,

73 groupements ouvriers, 19 associations d'enseignement et de patronage de l'enfance. Les groupements professionnels du bâtiment étaient particulièrement bien représentés.

Dès le discours d'ouverture de M. Georges Picot, président d'honneur, il fut question du préapprentissage, dont M. Vaillant avait été le parrain, dans un des documents préparatoires au Congrès (1).

L'accueil très favorable fut résumé par l'appréciation suivante de M. Villemin qui pourtant devait se montrer par la suite pour les ateliers-écoles du type de M. Kula, un adversaire redoutable.

« Le mot préapprentissage est un peu nouveau, car avant d'avoir lu vos rapports, je l'avais vu fort peu. Mais enfin il me plaît beaucoup car il dit bien ce qu'il veut dire (2). »

M. Vaillant donnait au mot nouveau la signification suivante : « *éducation de départ* d'un métier qui est hors des moyens de l'atelier patronal »... « Elle est des plus simples si elle est organisée dans un atelier *ad hoc*. *Non pas dans une école et dans un lieu d'enseignement*, mais dans un atelier où seuls des ouvriers de choix, des *ouvriers éducateurs* sont institués, ainsi que des parrains d'une jeune famille professionnelle pour l'élever par et pour le travail d'un métier. »

Au cours du congrès le préapprentissage fut encore caractérisé par les expressions suivantes : « atelier prépa-

1. *L'apprentissage, la liberté du travail et l'esprit de corps*. Paris, aux bureaux du Parti du Travail, 40, rue Beaubourg, 1909 (brochure de 32 pages).

2. Le compte rendu analytique du Congrès a paru dans le *Bulletin de l'apprentissage*, organe du comité permanent exécutif du Congrès, n° 1 et 2, 1909.

ratoire », « partie de l'apprentissage que le patron ne peut plus donner ».

Parmi les vœux présentés au cours de discussions très intéressantes, les suivants furent relatifs au préapprentissage.

Le congrès considérant...

qu'en fait, il existe entre douze et quatorze ans pour le jeune garçon, une période critique d'où dépend suivant qu'elle est bien ou mal employée, l'avenir du jeune ouvrier ; que dès lors, sans méconnaître la diversité des remèdes qui peuvent atténuer la crise, *il est urgent de prendre des mesures spéciales pour organiser au plus tôt des ateliers-écoles de « préapprentissage »*,

émet les vœux suivants :

2° *Que les Chambres de commerce veuillent bien accepter la mission de diriger le préapprentissage et l'apprentissage en France.*

...4° Qu'en principe il y a lieu de décider la création d'un préapprentissage destiné à préparer l'enfant dès le choix d'une profession ;

5° Que ce préapprentissage, ait lieu sous forme d'atelier préparatoire soit à l'école primaire, soit de toute autre façon ; qu'en conséquence du 5° vœux, *les enfants soient reçus sans concours, à leur sortie de l'école primaire dans des écoles ou ateliers préparatoires, où ils recevront gratuitement une instruction professionnelle élémentaire, consistant en un ensemble de notions qui les rendront aptes à l'exercice de la profession qu'ils pourront alors choisir en connaissance de cause ;* conséquemment que le soin de fonder et d'entretenir ces ateliers-écoles appartienne à l'initiative privée, aux syndicats professionnels de patrons, d'ouvriers, aux Sociétés d'apprentissage agissant sous le patronage

des Chambres de commerce qui les subventionneront.

M. Villemin fit à ces vœux une assez vive opposition :

« Vous demandez, disait-il, qu'on crée des ateliers-écoles de préapprentissage. Et bien moi, industriel, je ne vous suivrai pas sur ce terrain (1)... Je suis certain que ces formes d'atelier rendront les plus grands services, mais je dis qu'ils ne pourront être construits que dans les grandes villes et que ce n'est pas dans les grandes villes que nous allons à l'heure actuelle chercher les plus sains et les meilleurs de nos ouvriers. Il faut que nous nous arrangions pour que le préapprentissage existe non seulement dans les grandes villes, mais dans les plus petites communes.

« ...Il faut que vous demandiez qu'on retienne les enfants à l'école primaire pour leur apprendre à se servir des outils les plus usuels jusqu'à ce qu'ils puissent entrer à l'atelier patronal, ou dans des ateliers comme celui des Epinettes (2). »

Pour la première fois donc, la conception du préapprentissage scolaire organisé par l'Etat et étendu à toutes les communes même rurales se heurtait à celle des fondateurs. Nous aurons à la discuter plus loin. Les vœux furent néanmoins adoptés à une très forte majorité.

Préapprentissage féminin. — Notons aussi que dans une intéressante communication de M. Alfred Perrin, secrétaire général des Unions fédérales catholiques, l'enseignement ménager des jeunes filles fut pour la première fois rapproché du préapprentissage. M. Perrin demanda qu'il fut généralisé, et à l'école primaire, et dans des centres d'éducation créés par l'initiative privée.

1. *Bulletin de l'apprentissage*, n° 2, p. 10.

2. *Bulletin de l'apprentissage*, n° 2, p. 2.

Comité exécutif du Congrès. — Avant sa séparation, le congrès décida de se prolonger par un comité exécutif permanent chargé de transmettre aux pouvoirs publics les résolutions votées et d'entrer en relations avec les Chambres de Commerce.

CHAPITRE III

HISTOIRE DU PRÉAPPRENTISSAGE

Le Comité exécutif nommé par le Congrès de 1909 déploya toute l'activité désirable ; il publia de 1909 à 1911 un organe mensuel : le *Bulletin d'Apprentissage* et fit de nombreuses démarches, tant auprès des différents ministères qu'auprès des Chambres de commerce. De l'Etat, il ne put obtenir d'autres encouragements que des éloges. Quant aux Chambres de commerce, si elles se montrèrent en principe favorables, elles ne répondirent pas au désir du Congrès et n'acceptèrent pas de prendre en mains l'organisation du préapprentissage, reculant devant les responsabilités financières de cette mission.

Il est d'ailleurs permis de se demander si, en la leur confiant, le Congrès de 1909 ne s'était pas mépris sur leur composition et leur véritable esprit. M. Bellom (1) cite un fait bien significatif :

En 1911, un homme de bien offrit à la Chambre de commerce de Beauvais, pour la création d'un atelier de préapprentissage qu'elle aurait à patronner, un don prin-

1. *Le Préapprentissage*, étude suivie d'une proposition de loi par Maurice Bellom, ingénieur en chef au Corps de Mines, professeur à l'Ecole Nationale supérieure des Mines, Paris, publication du journal, *le Génie Civil*, 1917 (brochure de 30 pages).

cier de 100.000 francs et une annuité de 10.000 francs pendant dix ans, assurant une partie de l'entretien évalué à 24.000 francs par an. La Chambre de commerce aurait donc eu à verser annuellement une subvention de 14.000 francs (1).

La Chambre de commerce refusa pour des raisons qui attestent une compréhension insuffisante de la nécessité de remédier à la crise de l'apprentissage (2).

Faute de moyens financiers suffisants, des ateliers-écoles qui avaient été projetés en 1910 à Orléans et Montmorency, ne purent s'ouvrir. Il ne fut créé à Paris, sur le modèle exact de l'atelier des Epinettes, c'est-à-dire avec l'enseignement de la ferblanterie complète par celui de la serrurerie, que *l'atelier-école de Grenelle-Javel*, 29, rue des Entrepreneurs, que M. l'abbé Blain des Cormiers fit ouvrir en 1910 sous la direction du regretté et compétent M. Vinot. Il est actuellement patronné par la Société des Conférences de Saint-Vincent de Paul. Le *Syndicat des Mécaniciens, à Paris*, après avoir étudié la question, préféra s'entendre avec la ville et facilita l'organisation par elle de cours d'apprentis. D'autres établissements s'organisèrent d'une manière différente pour subvenir aux frais de la préformation : ils gardèrent les enfants de deux et trois ans, donnant ainsi l'apprentissage après le pré-apprentissage. Après la première année, consacrée uniquement au travail éducatif, les gamins encadrés par un certain nombre d'ouvriers choisis travaillent pour la clientèle.

1. Ce qui correspondait à un prélèvement de 2 centimes additionnels sur les patentés, soit pour un patron occupant 40 ouvriers une charge annuelle de 1 fr. 20 (1).

2. *Op. cit.*, p. 22.

Tel est *l'atelier de M. l'Abbé Rudynski*, vicaire de Saint-Denis du Saint-Sacrement, qui s'astreignit à apprendre lui-même pour en diriger l'enseignement, le métier d'ajusteur, et qui créa en 1905, dans une cave, un modeste atelier devenu en 1914 la petite usine moderne dont M. Verlot loue si fort l'organisation dans la description détaillée qu'il en donne (1). Cent enfants y recevaient l'éducation professionnelle. La guerre la ferma. Revenu du front avec la croix de la Légion d'honneur, M. l'abbé Rudynski vient de reprendre son œuvre et compte encore la développer malgré les difficultés présentes.

D'après ce principe, furent également fondés avant la guerre un assez grand nombre d'ateliers parmi lesquels nous citerons à Paris : 1° pour la mécanique, *l'atelier de N.-D. du Rosaire*, que nous décrirons comme type de cette catégorie ; ceux de *M. l'abbé Labourt*, 25, rue Gandon, et du *Kremlin-Bicêtre* ;

2° Pour le bois : ceux de la paroisse *N.-D. du Travail de Plaisance* et de *M. l'abbé de Miramon-Fargues* dans le quartier de la Roquette.

La mobilisation réagit diversement sur chacun d'eux. Il est à souhaiter qu'ils puissent tous reprendre leur fonctionnement normal.

La guerre amena quelques créations nouvelles, comme celle de *l'Œuvre de l'Hôtel Biron*, fondée par Mme Viviani et où fonctionnent depuis 1915 un atelier de préapprentissage pour les filles et deux pour les garçons (serrurerie et menuiserie). Admis à leur sortie de l'école, les enfants choisis de préférence parmi les fils d'anciens combattants, y restent un an. Il faut aussi mentionner spécialement

1. Rapport Verlot, VII, H., 3° f.

l'œuvre entreprise aux Etablissements Lumen, rue de Rider, par M. Combes. Empêché par une grave blessure de continuer à combattre dans l'aviation, ce dernier résolut de se consacrer à l'éducation professionnelle ouvrière. Il fonda un atelier modèle pour quinze jeunes mécaniciens et y annexa un établissement industriel qu'il destine à couvrir les frais des travaux éducatifs. Il va même jusqu'à payer les préapprentis qui, en 1919, recevaient dès le début, un salaire horaire de 0,25, avec augmentation au bout de trois mois.

Atelier de M. Villaret. — Du même genre, mais pour les métiers du bois, est l'atelier fondé en 1914 et dirigé par M. Villaret, sous le patronage du comité d'apprentissage du XVII^e arrondissement. L'atelier-école installé dans un vaste local, avec cour, prêté par la ville de Paris, rue Lecomte, formait, fin 1919, trente enfants dont douze préapprentis. Mais alors que les aînés touchent un salaire basé sur le rendement du travail produit pour la clientèle, ces derniers paient au contraire une indemnité de trois cents francs pour couvrir les frais de l'outillage et du bois gâché. M. Villaret estime que chaque enfant lui coûte 1.000 francs la première année. Sa méthode de préapprentissage (1) est basée sur la détermination et la synthèse d'un certain nombre de mouvements fondamentaux de l'ébénisterie et de la menuiserie.

LE PRÉAPPRENTISSAGE DE LA VILLE DE PARIS

1^o Cours Jully. — A la session du Conseil Municipal qui suivit le Congrès de 1909, le préapprentissage reçut

1. Décrite dans la Revue *l'Ameublement* (janvier 1920).

ses lettres de bourgeoisie parisienne : sur la proposition de M. Roger Lambelin, Rapporteur, fut votée la création à Paris de 4 cours de « préapprentissage » dans les ateliers de travaux manuels de quatre écoles (1). La ville de Paris eut la bonne fortune d'avoir sous la main pour les organiser, un homme aux idées à la fois générales et pratiques, M. Jully, inspecteur des travaux manuels, qui conçut une formule un peu différente de celle de M. Kula et sut en mener à bien la réalisation malgré bien des obstacles administratifs, secondé par M. Rocheron, sous-inspecteur des travaux manuels.

Comme à l'atelier-école des Epinettes : 1° il s'agit d'une préformation d'un an ou deux donnée dans un atelier spécial par de vrais ouvriers donnant toute garantie au point de vue moral (maîtres-ouvriers de la Ville de Paris, recrutés au concours parmi les professionnels) ; 2° l'enfant est accepté dès sa sortie de l'école primaire et les Cours Jully assurent la liaison entre l'école et l'atelier (2).

A la différence des Epinettes, il s'agit d'un préapprentissage sans métier-type ; un seul métier est enseigné à chaque enfant, à choisir parmi les suivants : mécanicien, mécanicien-électricien, menuisier, ébéniste, serrurier.

Mais on y retrouve les autres caractères spécifiques du préapprentissage : « première année d'apprentissage remplacée par une initiation », débrouillage de l'enfant, dans son intérêt exclusif, pour « lui donner une impulsion nettement orientée vers la pratique d'un métier » enseigné par de véritables professionnels.

Quant aux noms donnés officiellement à cette préforma-

1. *Bulletin municipal* du 1^{er} janvier 1910.

2. Conférence de M. Jully à la Société d'Encouragement pour l'industrie nationale. Tirage à part, extrait du *Bulletin de la Société* nov.-déc. 1917.

tion, ils ont varié depuis l'origine et pas de la manière la plus heureuse : « cours d'apprentissage » au début, ils sont appelés actuellement « cours d'apprentis » (1) pour les différencier des « classes de préapprentissage » dont la création a été décidée en 1912 pour les « attardés » d'âge scolaire. M. Jully propose la dénomination de « petites écoles de métiers » que l'on gagnerait à adopter.

Grâce au personnel d'élite des maîtres ouvriers, les petites écoles de métiers de M. Jully fonctionnent dans des conditions très satisfaisantes. M. Kula ne fut pas le dernier à le constater : « Sa méthode de préapprentissage est différente de la nôtre mais les résultats obtenus — et il n'y a que cela qui doive compter — ont été excellents (2). »

Après des familles le succès fut très inégal. Comme aux Epinettes il y eut toujours pour les ateliers de mécaniciens beaucoup plus de demandes que de places vacantes, ce qui obligea de faire un choix entre les enfants, en tenant compte de leur situation de famille. Les cours de menuisiers se recrutent plus difficilement et un certain nombre d'établis restent vides. La ferblanterie est encore moins en vogue : un cours pour les métaux en feuilles projeté en 1913 n'a pu s'ouvrir faute d'élèves inscrits. Les « petites écoles Jully » pouvant recevoir chacune une trentaine d'élèves, sont actuellement au nombre de sept, contenant les ateliers suivants : 4 de mécaniciens, 1 d'électricien, 1 de menuisier, 1 de menuisier et serrurier du bâtiment.

Les dépenses peuvent être évaluées à une somme com-

1. Il s'agit non de simples cours mais d'un enseignement de huit heures par jour dont cinq heures et demi consacrées entièrement au travail manuel.

2. *Bulletin de la Société des Ingénieurs civils*, n° de juin-sept. 1916, p. 440.

prise entre deux et trois cents francs par élève et par an (prix d'avant-guerre).

2° Cours de préapprentissage féminin. — Mentionnons simplement que ce nom a été donné par la Ville de Paris à deux des cours complémentaires d'enseignement manuel et ménager existant dans 17 écoles de filles. Il ne s'agit que d'une augmentation du temps consacré au travail manuel, ce qui permet d'étendre le programme et de préparer l'apprentissage des métiers de la couture.

3° Classes de « préapprentissage » pour enfants « attardés ». — Pour terminer ce qui concerne l'œuvre de la Ville de Paris, parlons de suite, malgré l'anachronisme, des « classes de préapprentissage », prévues pour 1914 mais qui, par suite de la guerre, ne furent ouverts qu'en octobre 1919 dans 3 écoles de garçons, rue de la Providence (XIII^e), rue Corbon (XV^e) et rue Manin (XIX^e).

Il s'agit d'un enseignement manuel spécial donné à des « attardés », enfants d'âge scolaire qui suivant une jolie image (1), « tout en travaillant à l'école y ont perdu pied dès le début et ont laissé ensuite la science ruisseler sur leur dos comme la pluie sur les plumes d'un oiseau ». On en évalue le nombre à une vingtaine par école et on a proposé d'augmenter pour eux la dose de travail manuel, afin de « réveiller et stimuler leurs facultés (2) » « C'est un fait constaté, dit M. Jully, qu'ils ont une prédilection marquée pour les exercices qui demandent plus d'efforts physiques que de ressort intellectuel... En donnant un

1. M. Lacoïn, Rapport au Congrès du Génie Civil, Section VIII.

2. Conférence de M. Jully à l'Union amicale des Instituteurs, résumée dans le numéro du 1^{er} trimestre 1917 de la *Formation professionnelle*, organe de l'Association Française pour le développement de l'Enseignement technique.

élément à leur activité, en piquant leur curiosité par l'attrait du nouveau et de l'utile, peut-être les verra-t-on reprendre goût à l'étude. »

Le but principal n'est donc pas l'initiation professionnelle, il s'agit d'une tentative pédagogique d'éveil des facultés intellectuelles par le moyen du travail manuel. L'idée est très juste et ce genre d'enseignement a eu beaucoup de succès aux Etats-Unis.

En faisant subir quelques modifications au programme ordinaire d'études intellectuelles du cours moyen, et en allongeant la journée scolaire de deux heures, dont une demie heure de culture physique et une heure et demie de travail manuel, on arrive à consacrer à ce travail manuel dix-sept heures et demie par semaine, avec l'emploi du temps suivant :

	Matin	Soir
Enseignement intellectuel.	1 h. 3/4	1 h. 3/4
Récréation	1/4	1/4
Travail manuel.....	1 h.	1 h. 1/2
Gymnastique.....		1/2

Le personnel employé est le personnel habituel de la Ville de Paris : instituteur et maître-ouvrier. L'instituteur est spécialement choisi ; il donne un enseignement plus concret et s'attache davantage aux leçons de choses que dans les classes ordinaires.

Chacune des trois écoles a deux ateliers scolaires : un pour le fer et un pour le bois. Les élèves passent alternativement quinze jours dans chacun. Leur travail est du même genre que celui des élèves des classes ordinaires : petits objets usuels à forme géométrique.

La classe pour « attardés » est pour effectif moyen de 40 élèves qui devraient être recrutés en principe dans plu-

sieurs groupes scolaires, mais la tendance des directeurs est d'assurer le recrutement dans leur propre école. A cause de la prolongation de la journée jusqu'à 18 heures, on ne peut y admettre les élèves sans l'assentiment des parents. Ce fut une cause de difficultés cette première année : un certain nombre de familles refusant leur assentiment par amour-propre, ou par crainte que l'enseignement intellectuel ne fût trop sacrifié au travail manuel. A l'école de la rue Corbon par exemple, le chiffre prévu ne put être atteint, et on le compléta avec des élèves de bonne volonté du cours supérieur. Il faudra donc donner à ces classes un peu de prestige et démontrer aux parents, par des résultats, que le travail manuel ne nuit pas à l'instruction générale. Ceux qui ont été obtenus au bout de quelques mois, malgré les difficultés inévitables de la mise en train, font bien augurer de l'avenir.

CONGRÈS DE ROUBAIX (1911). — Un Congrès de l'Apprentissage se réunit à Roubaix pendant l'Exposition Régionale de 1911 sous les auspices de l'Association Française pour le développement de l'enseignement technique.

Au sujet du préapprentissage, les deux opinions que nous avons déjà rencontrées s'y opposèrent à nouveau :

L'une voulant que l'on conserve au mot son sens original bien précis de préformation, assurant la liaison entre l'école et l'atelier ;

L'autre désirant que l'on en élargisse l'acception conformément à l'étymologie, pour lui faire signifier « tout ce qui précède l'apprentissage » et y faire rentrer, par conséquent, le travail manuel à l'école primaire et l'enseignement technique à l'école prolongée.

La première opinion était soutenue dans les rapports

de MM. Kula et Vaillant. La seconde fut défendue par M. Villemin, M. Jannetaz, professeur à l'Ecole Centrale et Secrétaire de l'Association de l'Enseignement Technique, et un certain nombre de membres de cette association.

Il semble que les industriels qui formaient la majorité des membres du Congrès aient partagé la première manière de voir. Malheureusement, la discussion ne put pas, faute de temps, avoir l'ampleur qui eût convenu.

La Section « Bâtiments et Travaux Publics » émit plusieurs vœux ; considérant « qu'il y a lieu de diviser la formation professionnelle de l'ouvrier en trois phases bien distinctes : le préapprentissage, l'apprentissage, l'enseignement professionnel supérieur », elle demandait :

... 5° *Que la loi de 1882 sur l'instruction primaire soit appliquée intégralement et que sous le nom de préapprentissage, les éléments de travail manuel soient donnés aux enfants par des techniciens conformément à des programmes élaborés après avis des Chambres de Commerce et des Sociétés Corporatives ;*

6° *Que ce même préapprentissage soit donné dans des ateliers spéciaux, chaque fois que les ressources de l'industrie et de la région le permettront ;*

7° *Que l'apprentissage soit obligatoire pour les enfants des deux sexes à partir de l'âge de quatorze ans...*

Ces desiderata ne furent pas retenus par la réunion des bureaux chargée d'opérer une sélection parmi les 120 qui avaient été votés par les sections. Il n'est donc pas question du préapprentissage dans les 11 vœux définitifs votés, grâce à l'intervention de M. Dron, après trois heures de débats assez mouvementés (1). Mais les vœux de la

1. *La nouvelle école corporative d'apprentissage*, par Dufour et Bernard. Paris, Larose, 1913, p. 81.

section « Bâtiments et Travaux Publics » servirent de bases aux délibérations de la plupart des assemblées ayant à s'occuper d'apprentissage et de préapprentissage.

La Commission Mixte Départementale de la Seine (1) instituée en vertu d'une circulaire du 5 février 1915 pour le maintien du travail national et ne comprenant malheureusement que six membres professionnels sur 23, les adopta à peine modifiés, sur un rapport de MM. Borderel et Keufer. Elle y ajouta ceux-ci :

... 3° Que pour l'avenir, le Parlement vote la prolongation de la fréquentation obligatoire de l'école primaire pendant une période d'un an (soit jusqu'à l'âge de quatorze ans) consacrée spécialement à l'enseignement indiqué dans les vœux précédents (préapprentissage).

5° *bis*. Qu'il soit procédé à l'organisation de l'orientation professionnelle des enfants à la sortie de l'école primaire...

S'en inspirèrent aussi les *Comités de Patronage des apprentis* créés en 1912 en vertu de la loi de 1892. Celui du XIII^e arrondissement de Paris fit mieux qu'adopter des vœux : Non seulement, au début de la guerre, il fit une propagande très utile en faveur de l'apprentissage, mais avec l'aide financière du Secours National, il subventionna une préformation industrielle, d'un type nouveau, donnée dans un certain nombre d'ateliers patronaux du XIII^e arrondissement.

Voici comment la nouvelle formule est résumée par M. Quillard, inspecteur du travail, qui en fut l'actif initiateur (2) :

« Pendant une partie de leur temps, par exemple

1. Comptes rendus officiels (T. I, Seine), Imp. nat., 1916.

2. Bull. de la Société des Ingénieurs civils, n° de juin-sept. 1916, p. 443.

quatre à cinq heures par jour, les apprentis sont occupés sous les ordres d'un praticien éclairé, à des travaux manuels gradués et choisis uniquement en considération de l'intérêt qu'ils offrent au point de vue de l'apprentissage du métier, de manière à constituer un enseignement professionnel pratique aussi complet que possible, suivant un programme défini par les représentants de l'industrie : un enseignement théorique bien approprié le complète s'il y lieu. »

SOCIÉTÉ DES INGÉNIEURS CIVILS. — Les intéressantes discussions qui eurent lieu en juin-juillet 1916, à la Société des Ingénieurs Civils (1), peuvent être considérées aussi comme le prolongement de celles de Roubaix. Aussi, les membres de l'Association pour le Développement de l'Enseignement Technique avaient été invités à y prendre part par M. Couriot, professeur à l'Ecole Centrale, leur Président et Membre du Conseil des Ingénieurs Civils.

Elles furent ouvertes par une communication de M. Janetaz.

Au sujet du préapprentissage, la note nouvelle fut apportée par M. Quillard qui, au nom du Comité d'apprentissage du XIII^e arrondissement, décrivit la méthode que nous venons de mentionner et qui donne la préformation dans les ateliers travaillant pour l'industrie.

« Apprentissage ou préapprentissage, ajouta-t-il, qu'on l'appelle comme on veut, car pour ma part, je n'ai jamais su exactement où commence l'un et où finit l'autre... »

M. Villemain développa de nouveau son point de vue :

1^o Imposer aux pères de famille l'obligation d'apprendre ou de faire apprendre une profession à ses enfants, obli-

1. N^o de juin-septembre 1916 du *Bull. de la Société*.

gation complétée par celle imposant à l'industrie et au commerce de faire des apprentis ;

2° En ce qui concerne l'apprentissage : en faire supporter par le commerce et l'industrie ;

3° En ce qui concerne le préapprentissage : Se tourner vers l'Etat et lui dire : « Donnez-nous un recrutement possible d'apprentis. » Faire donner dans toutes les écoles l'enseignement manuel prévu par la loi de 1882 et en prolonger l'obligation jusqu'à l'âge d'entrée à l'atelier patronal.

L'avis des membres de l'enseignement technique fut donné par M. Arnoux : « l'apprentissage à l'atelier, le préapprentissage confié à l'instituteur. » Des écoles d'enseignement manuel, seraient adjointes aux écoles normales « pour ajouter aux connaissances que doit posséder actuellement tout maître d'école des connaissances manuelles (1) ».

Enfin, M. Kula posa une fois de plus le problème tel qu'il lui était apparu :

« Il existe une lacune entre l'école primaire et l'atelier patronal. Est-ce à l'instruction publique à le combler ? N'est-ce pas plutôt à l'industrie directement intéressée à recruter une bonne main-d'œuvre ? »

Il exposa son œuvre, sut trouver pour les autres systèmes (Cours Jully et ateliers travaillant pour l'industrie) des éloges très justes, et ajouta à toutes les définitions déjà connues du préapprentissage cette expression très heureuse :

« Le préapprentissage fait de l'enfant de douze ans *une graine d'apprenti* qui lèvera, soit à l'école industrielle, soit à l'atelier patronal. »

1. *Bull. des Ing. civ.*, n° cité, p. 434.

Après trois séances très remplies, M. Couriot résuma les débats avec élégance et clarté. *Il donna raison à ceux qui ne veulent pas confier le préapprentissage à l'instituteur* (1), loua les résultats obtenus par l'initiative privée et par les Ecoles Pratiques de Commerce et d'Industrie, et préconisa la collaboration financière de l'Etat avec les industriels.

D'autres Réunions consacrées au préapprentissage, et particulièrement au préapprentissage féminin, eurent lieu en décembre 1916 et mars 1917, au *Conservatoire National des Arts et Métiers* sur l'initiative de l'Association pour le Développement de l'Enseignement technique. Elles n'apportèrent à la question qui nous intéresse aucune contribution nouvelle, à l'exception d'une conception très personnelle du préapprentissage de M. Legrand, à qui échappe le côté moral de la question :

« Le préapprentissage, dit-il, apparaît à mes yeux comme une forme de l'éducation physique (2) ». Le soin d'élaborer une définition fut remis à une sous-commission dont firent partie MM. Vaillant et Kula et qui proposa le texte suivant :

« *Le préapprentissage est une éducation à laquelle est soumis l'enfant dans le but de rechercher ses aptitudes et faire naître ses inclinations en lui donnant le goût du travail manuel, sans négliger un complément de culture intellectuelle de manière à développer en lui toutes les qualités du véritable artisan, qui sont indispensables au travailleur moderne* (3).

1. *Ibid.*, p. 477 et 478.

2. *La Formation professionnelle*, n° 12 (4^e trimestre 1916), p. 36.

3. Même Revue, n° 14, 1917, p. 102.

CONGRÈS DU GÉNIE CIVIL. — Le Congrès du Génie civil qui se tint à Paris, en mars 1918, avait pour programme « l'organisation économique » de l'après-guerre. C'est à ce titre qu'on s'occupa du préapprentissage dans ses Sections I et VIII (Travaux Publics et Constructions civiles. Organisation rationnelle du travail industriel). Les principaux rapports qui en traitèrent furent ceux de MM. Kula, Douane et Henry, Lacoïn, Lecler et Quilliard.

Cette fois-ci, ce ne furent pas les partisans du préapprentissage à l'école qui discutèrent la conception de M. Kula, mais ceux de l'apprentissage à l'atelier d'usine.

M. P. Lecler, membre du Conseil d'administration de la Société Commentry-Fourchambault et Decazeville et M. Lacoïn, ingénieur en chef des Chemins de fer d'Orléans, apportèrent des exemples remarquables d'organisation de l'apprentissage à l'atelier « réel », c'est-à-dire vivant de ses produits ; exemples qui, joints aux expériences de M. Quilliard, leur paraissaient diminuer beaucoup l'intérêt du préapprentissage à l'atelier-école.

Voici par exemple la description donnée par M. Lacoïn de l'apprentissage des monteurs-ajusteurs dans *les dépôts de réparation de locomotives de la Cie d'Orléans* (1) :

En première année, l'apprenti est occupé le matin aux exercices progressifs et aux cours théoriques, l'après-midi aux travaux utiles qui se présentent.

En deuxième et troisième année, il est versé dans une équipe composée uniquement d'apprentis et utilisée sous la direction d'un très bon ouvrier à des réparations com-

1. Rapport au Congrès du Génie civil, section VIII, publié dans la *Revue Générale de l'Electricité*, octobre 1917, t. II, p. 543-554.

plètes de locomotives ; chaque apprenti de l'équipe fait à son tour les divers travaux.

On empêche de la sorte que l'apprenti soit traité en petit manoeuvre spécialisé. Il apprend complètement son métier et le contrôle est simple.

D'autre part, en le maintenant ainsi « en école au milieu de l'atelier » on veut éviter les inconvénients que présente, au point de vue du travail utile et de l'activité, l'atelier d'apprentissage en local séparé, si on en fait pas un véritable atelier de rendement.

On espère que le fait d'être dans une équipe spéciale sous la direction d'un ouvrier de choix atténuera pour l'enfant les dangers que peut présenter pour son éducation morale le voisinage des ouvriers.

M. P. Lecler décrit plusieurs cas très intéressants de *formation mutuelle des apprentis et des cadres* à l'atelier d'usine. Dans un atelier d'ajustage-tournerie, par exemple, 10 chefs d'équipe et 117 ouvriers choisis assurent la formation de 70 apprentis.

Ils s'élèvent contre la conception du préapprentissage qui voudrait le rendre obligatoire et l'étendre à 500.000 enfants. Cela correspondrait, dit-il, au minimum à 10.000 maîtres chefs d'atelier ou bons ouvriers de l'industrie. D'où, pour celle-ci, diminution de production et désorganisation des ateliers.

La conclusion est que « si l'école de préapprentissage (comme l'école d'apprentissage) est en principe une solution très recommandable, très intéressante, susceptible de rendre les plus grands services dans certains cas, elle ne peut être qu'une solution d'exception, et que ce serait vouloir aboutir à un échec certain que de la généraliser et de concentrer l'attention sur cette seule solution très parti-

culière du grand problème de l'enseignement technique élémentaire, autrement dit l'apprentissage (1) ».

MM. Bellom, ingénieur en chef des Mines, professeur d'économie industrielle à l'école supérieure des Mines fut chargé de proposer une formule législative en vue de développer le préapprentissage. Il le fit dans une étude très fouillée et où l'on retrouve sa connaissance approfondie de notre droit industriel (2). Il limite d'ailleurs l'extension du préapprentissage à 50.000 garçons et 50.000 filles.

Le soin de mettre en lumière *les idées essentielles retenues par le Congrès* fut confié pour « l'apprentissage et l'enseignement professionnel » à M. Eyroles, directeur de l'école des Travaux publics d'Arcueil, dont le rapport voté en assemblée plénière conclut à :

« *Deux années de préapprentissage obligatoire et gratuit, de douze à quatorze ans, à la suite de l'école primaire ; programme de généralité ouvrant l'intelligence et la curiosité de l'enfant aux principes de l'agriculture et des industries diverses... programme éveillant l'intérêt en faveur d'un métier de préférence aux autres et dessinant ainsi les aptitudes sinon les vocations.* »

C'est à des conclusions analogues qu'est arrivée la *grande Commission de l'Apprentissage instituée en 1915 à la Préfecture de la Seine* et composée de conseillers généraux, de conseillers municipaux et de personnalités marquantes de l'organisation syndicale. Les rapports adoptés par elle et qui furent déposés le 30 décembre 1918 contiennent relativement au préapprentissage les vœux suivants :

1. Rapports présentés à la section VIII.

2. *Le Préapprentissage*, tirage à part déjà cité.

Sur l'intervention de l'État... 3° Que la fin de la période de scolarité soit fixée à quatorze ans.

Relativement à l'enseignement professionnel : 1° Que l'administration soit invitée à prendre d'urgence les mesures nécessaires et à recourir au besoin à des locations pour que chaque école primaire de garçons possède deux ateliers de travail manuel, un pour le fer, un pour le bois ; 2° Que des classes de préapprentissage soient ouvertes dans les écoles primaires de garçons pour y diriger les enfants montrant une faible aptitude pour l'enseignement général ; 3° Que des ateliers d'apprentissages soient établis par les communes y compris Paris comprenant un enseignement professionnel d'une année pour les enfants des deux sexes.

Ces vœux furent adoptés par le Conseil municipal le 7 juillet 1919.

Notre historique ne serait pas complet si nous ne signalions une autre solution du problème de l'occupation des enfants entre la sortie de l'école primaire et l'atelier. Pendant la guerre, sous la direction de M. Charpy, les *usines St.-Jacques à Montluçon* groupèrent les fils de leurs ouvriers dans des ateliers spéciaux, où ils eurent à scier et clouer des caisses d'emballages et des panneaux de maisons démontables pour les pays envahis, en même temps que leur développement physique était dirigé par des leçons de gymnastique éducative. Mais il ne s'agissait pas d'une initiation à la future profession des enfants.

Mentionnons aussi une formule pratique de *préapprentissage* pour écoliers dans les patronages catholiques. Les premiers essais à Paris en furent faits en 1913-1914 sous les auspices de la Sté des Conférences de Saint Vincent de Paul. Dans quelques patronages un local fut aménagé dans le genre des ateliers scolaires de la Ville de Paris. Le soir,

un certain nombre d'enfants du patronage, fréquentant des écoles libres ou communales qui ne comportent pas d'atelier, viennent y recevoir une heure ou deux d'initiation manuelle, sous la direction d'un maître-ouvrier d'atelier-école de préapprentissage. Un atelier de ce genre peut également permettre des cours pratiques de perfectionnement pour apprentis.

CHAPITRE IV

DESCRIPTION D'ATELIERS DES PRINCIPAUX TYPES

I. — Atelier-école des Epinettes

L'atelier-école fut construit en 1906, 51 *bis* rue des Epinettes, et agrandi en 1909 (pour porter le nombre maximum de places disponibles de 50 à 120) sur un terrain d'une surface totale de 550 mètres carrés.

Il comprend, au rez-de-chaussée : la loge du concierge, le bureau du Directeur et un vaste atelier de serrurerie (étaux, tours au pied, machine à percer et forge). Au premier et au second étage, se trouvent les appartements du Directeur et d'un Contre-maitre, l'atelier de ferblanterie et une grande salle de conférences et de dessin. L'établissement comprend également un vestiaire à casiers individuels et un lavabo spacieux où les élèves reçoivent une douche chaque semaine. Les ateliers hauts, abondamment ventilés, bien éclairés, sont chauffés à la vapeur.

Le tout a coûté 150.000 francs, et M. Kula a avancé la plus grande partie des frais. Mais la somme aurait pu être plus réduite si on s'était contenté d'une installation moins luxueuse.

Recrutement des élèves. — L'atelier est destiné à tous les enfants du peuple sans distinction. Ils y entrent sans concours dès leur sortie de l'école, et au fur et à mesure des places disponibles, car, comme un atelier quelconque de l'industrie, celui des Epinettes est toujours ouvert, les enfants pouvant prendre individuellement, dans le courant de l'année, trois semaines de vacances.

Le nombre des demandes d'admission fut toujours supérieur à celui des places libres. Actuellement, la moyenne est de trois candidatures pour une place.

L'atelier comptait, en octobre 1919, 60 élèves, dont 25 en seconde année.

Personnel. — La direction est confiée depuis l'origine à un capitaine retraité, lui-même père de famille, qui sait tout le prix de l'éducation morale, et a su obtenir, sans efforts, des enfants, une discipline très exacte.

Chacun des deux métiers (ferblanterie et serrurerie) est enseigné par un contremaître. Jusqu'à présent, il a été facile d'en trouver parmi les ouvriers ou chefs d'ateliers déjà un peu âgés, qui satisfassent aux conditions requises.

Organisation du travail. — Pendant la première année, les enfants passent alternativement une semaine à la ferblanterie et une semaine à la serrurerie. La seconde année, ils se spécialisent dans l'une ou l'autre partie, suivant leurs goûts et leurs aptitudes.

Le travail est progressif et manuel à l'exclusion de toute machine-outil. L'atelier ne prend pas de commandes au dehors. Cela permet de n'y exécuter d'autres travaux que ceux qui présentent un intérêt éducatif immédiat. De plus, le temps des contremaîtres est ainsi consacré entiè-

rement aux élèves au lieu d'être employé, comme dans d'autres ateliers, à achever les ouvrages destinés à la clientèle. Leur journée se passe à aller d'étau en étau ou de banc en banc corriger les attitudes et donner les directives individuelles nécessaires. Quelle que soit l'époque de l'année où un enfant entre à l'établissement, il pourra être suivi dès le début, et recevra l'enseignement approprié à son degré d'instruction.

Une heure et quart est, chaque matin, consacrée au dessin : l'apprenti fait au crayon le croquis de la pièce à exécuter dans le courant de la journée. En ferblanterie, il calcule de plus les dimensions à donner au récipient pour arriver au volume qui lui est imposé.

Le dessin est professé par les contremaitres eux-mêmes, ce qui démontre clairement aux enfants son importance et assure l'unité de l'enseignement.

Programme. — PREMIÈRE ANNÉE

Ferblanterie. — L'emploi de la cisaille : le découpage de bandes de métal rectilignes ou courbes ; la façon des bords plats et renversés, fil de fer sur bandes droites, concaves ou convexes ; le bordage des bandes rondes et leur mise en forme ; la soudure ; l'application de ces exercices à la fabrication de petits objets : entonnoirs, seaux, bouillottes, etc...

Serrurerie. — L'usage de la lime, du burin, du bédane, le dressage et le dégauchissement, le percement avec taraudage des fers ; l'assemblage droit, d'équerre, d'onglet, à croisillon droit ou oblique, à tenon et mortaise, à queue d'aronde, etc...

Forge. (Fabrication des rappointés, des chevilletes, des supports à pointes, des amorces). Soudures.

Enseignement oral. — Notions sur l'outillage et le matériel, sur les métaux fondus et laminés : fer, zinc, cuivre, plomb, etc.

Deuxième année. Ferblanterie. — Fabrication d'objets plus complexes : arrosoirs, brocs, cafetières, bidons, etc. Pliage, roulage, bordage des tôles. Notions sur le repoussage des métaux.

Serrurerie. — Assemblage précis à mi-fer, à goujon brasé, de fers profilés, de dé cubique. Ajustement précis. Continuation des exercices de forge, préparation des outils, soudure et brasage.

Enseignement oral. — Fabrication des ferronneries, quincailleries ; lectures des plans, tracé des épreuves de construction et de fabrication. Notions sur l'hygiène de la vie professionnelle dans les ateliers et chantiers.

Horaire. — Huit heures de travail (de 8 à 12 et de 13 à 17 heures).

Salaires obtenus à la sortie. — L'échelle des salaires est actuellement bouleversée à un tel point que les prix que nous pourrions citer seraient sans signification, mais les chiffres que nous avons relevés en 1943 sont plus probants : les jeunes gens trouvaient immédiatement en sortant à gagner des journées de 3 à 5 francs. Un certain nombre étaient retenus d'avance par les industriels. Deux ans après la sortie, les salaires de 7 et 8 francs n'étaient pas rares, ce qui représentait à l'époque un joli taux pour des jeunes gens de 17 ans.

Budget de l'atelier. — En 1912-1913, les dépenses totales de l'atelier-école s'élevaient à 23.000 francs, tous frais d'amortissements compris, pour 72 élèves, ce qui correspond à environ 350 francs par élève.

Il faut remarquer que ces frais auraient pu être sensiblement réduits. Comme le disait M. de Ribes en 1908, à la rue des Epinettes « on avait fait les choses grandement, trop grandement peut-être, mais les fondateurs voulaient en faire un atelier modèle et le siège de leur société » (1).

À la même époque, l'atelier de préapprentissage de Gre-

1. De Ribes. Conférence 1908, p. 15.

nelle-Javel, qui alors fonctionnait exactement dans les mêmes conditions que l'atelier de M. Kula (avec la serrurerie et la ferblanterie comme métiers-types) coûtait 5.000 francs de moins par an.

On peut donc admettre, pour ce type de préapprentissage, le prix de 300 francs par élève-apprenti, chiffre adopté par M. Bellom à la base de ses calculs (1).

En regard au chapitre recettes figurent les souscriptions des fondateurs et donateurs.

Malgré les éloges dont les rapporteurs de commissions et de budgets ne furent pas avares à l'endroit de l'œuvre de M. Kula, une seule subvention officielle lui était accordée avant la guerre : 1.000 francs votés par le Conseil municipal.

Depuis 1914, il obtint de la Ville de Paris et du Conseil général une somme annuelle globale de 3.000 francs. Mais les frais avaient augmenté : pour 1917-1918, ils se montaient à 44.000 francs. A l'exemple d'œuvres similaires, M. Kula se vit donc obligé de demander à celles des familles qui étaient en mesure de le faire une contribution bien légitime aux frais d'apprentissage. La somme demandée est de 200 francs par an : elle ne suffit pas à couvrir l'augmentation des dépenses.

II. — Préapprentissage de la Ville de Paris

Les *Cours d'apprentis de la Ville de Paris* ou petites écoles de métiers, « utilisent les ateliers scolaires des sept écoles primaires suivantes : Avenue Parmentier, rues Ch.-Beaudelaire, de Patay, Lacordaire, Pré Saint-Gervais, des Panoyaux.

1. *Le Préapprentissage*, p. 17.

Méthode. — Comme à la rue des Epinettes, il s'agit d'une formation ayant pour but « d'initier les apprentis au maniement des outils à main en vue de le rendre adroits ; donner de bons principes de travail ; les munir d'un bagage de connaissances techniques leur permettant de comprendre et de s'intéresser à la fabrication des organes de machines et de se servir intelligemment des machines-outils » (1).

A la différence de la méthode du métier-type, les enfants ont à choisir, dès le début, une catégorie bien déterminée de métiers dont ils reçoivent l'enseignement : mécanique, serrurerie ou menuiserie ; il est de plus fait au développement de la culture générale une part plus large qu'aux Epinettes.

Conditions d'admission. — Chaque cours peut recevoir 30 élèves ayant satisfait aux obligations scolaires (12 ans avec le certificat d'études, 13 ans sans ce certificat).

Les enfants sont admis au début d'octobre sans concours, mais en tenant compte des conditions de familles.

L'empressement est variable suivant la nature des métiers. C'est ainsi qu'en juillet 1919, on avait déjà reçu :

40 candidatures pour 30 places de mécanique ; on n'en comptait que 9 pour 30 places de serrurerie, 3 pour le même nombre de places de menuiserie.

On peut tabler en octobre sur une moyenne de 70 demandes pour un cours de mécanique. Celui de serrurerie est, en grande partie, alimenté par des enfants qui voulaient être mécaniciens et qui ne seront serruriers que par pis-aller.

1. M. Jully, Conférence à la Société d'Encouragement, p. 16.

Les élèves sont admis le premier mois à l'essai, et la durée du stage est d'un an. Mais cinq ou six des plus forts peuvent rester une seconde année comme moniteurs, afin d'aider le maître-ouvrier.

Aucune rétribution scolaire n'est exigée, mais aucun salaire n'est prévu sous une forme quelconque (prime ou récompense, secours aux familles nécessiteuses). Les pré-apprentis ont simplement l'avantage de pouvoir prendre pour quelques sous leur repas de midi à la cantine scolaire qui double pour eux la ration de l'écolier.

Organisation du travail

Travaux manuels.....	20 heures par semaine.	
Dessin	8	} 40 —
Mathématiques appliqués au métier....	2	
Technologie.....	2	

Culture intellectuelle :

Français	2	} 6
Education morale....	2	
Calcul (opérations)...	2	
Formation intellectuelle...	2	2
Soit un total de.....	38	—

Les cours ont lieu de 8 heures du matin à 6 heures du soir.

Chaque jour, une heure est consacrée au *dessin*, qui est enseigné à l'atelier même par le maître-ouvrier, les planches à dessin, placées sur les étaux, ou les établis. Les élèves font au crayon le croquis de l'objet qu'ils auront à

exécuter. En seconde année seulement, ils apprendront à passer à l'encre et à tirer des calques.

Au *travail d'atelier* proprement dit, il est réservé cinq heures environ par jour, soit un total annuel de 1.200 heures sur les 9 à 10.000 qui, d'après M. Jully, sont nécessaires pour la formation complète de l'ouvrier précisionniste.

Pour la mécanique, cet enseignement manuel comporte les principes de l'ajustage enseigné suivant une progression éducative, un peu de fonderie, un peu de forge (les meilleurs élèves apprennent à fabriquer leurs outils).

Ceux-ci sont allégés. L'étau est, par exemple, de 18 à 24 kilos au lieu de 30.

L'enseignement technique général (dix heures par semaine) comprend outre le dessin, des leçons de mathématiques appliquées au métier, de technologie (matières d'œuvres et procédés opératoires, outillage, traçage, usinage, notions sur les machines-outils usuelles).

Enfin, la *culture intellectuelle* (une heure par jour) est donnée par un instituteur ; elle comprend des leçons de français, rédactions simples et lettres usuelles ; des lectures morales ou civiques ; des exercices de calcul.

Les élèves peuvent emporter chez eux les objets fabriqués.

Formation morale. — On insiste beaucoup sur le bon ordre, le rangement des outils, la discipline d'atelier. Les enfants ne sont plus traités en écoliers, mais en apprentis. Ils n'en sont pas médiocrement fiers.

Personnel. — L'enseignement manuel est donné par

les maîtres-ouvriers de la Ville de Paris. Ce sont de vrais professionnels (ouvriers ou chefs d'ateliers) recrutés au concours. Une fois par semaine, ils assistent à une conférence pédagogique donnée par M. Jully.

Un grand nombre d'entre eux, déjà âgés, ne se sont présentés au concours qu'après une longue carrière industrielle et sont des praticiens émérites. Leur futur remplacement n'est pas le moindre des soucis du distingué Inspecteur de l'enseignement manuel.

Résultats. — M. Jully citait en 1917 des salaires horaires de 1 franc à 1 fr. 85, obtenus trois ans après leur sortie du préapprentissage par des jeunes gens de dix-sept à dix-huit ans. Ils s'étaient donc classés parmi les meilleurs ouvriers, mais, comme il s'agit d'une époque anormale, il est préférable de se baser sur une statistique établie en 1914, avant la guerre.

A cette époque, la moyenne du salaire horaire était, pour les élèves étant entrés en 1911 au cours de la rue du Pré Saint-Gervais (mécanique) :

0,40 pour ceux qui y avaient passé deux ans,

0,25 — — — un an.

Le salaire maximum était de 0,60 dans le premier cas et de 0,40 dans le second. Un certain nombre étaient devenus outilleurs.

Les résultats sont donc comparables à ce point de vue à ceux de la rue des Epinettes.

Coût du préapprentissage. — Les dépenses étaient évaluées avant la guerre à 220 francs par élève et par année.

III. — Atelier d'apprentissage de N.-D. du Rosaire 211, rue de Vercingétorix

Cet atelier, fondé par l'Abbé Boyreau en 1897, n'a pris qu'au bout de quelques années sa forme définitive. Il est actuellement dirigé par M. l'Abbé Levivier, avec le concours désintéressé d'un ami dévoué de l'enfance ouvrière, M. Bion, architecte.

Il mérite d'être décrit comme un type particulièrement réussi d'établissement donnant un apprentissage basé sur une sérieuse préformation, et couvrant une grande partie de ses frais en travaillant pour la clientèle (en 1913 : 17.000 francs sur 22.000 francs).

Il a, de plus, la particularité d'être annexé à un patronage paroissial dans la cour duquel l'atelier fut construit il y a quelques années par les apprentis eux-mêmes. En dehors des facilités qu'y trouve leur formation morale, cela leur vaut de pouvoir consacrer à des jeux sportifs et à des exercices de gymnastique les temps d'arrêt du travail. Ils bénéficient également des autres avantages de cette institution : bibliothèque, cours du soir, colonie de vacances, etc...

Réciproquement les enfants du patronage bénéficient de la présence de l'atelier-école : plusieurs fois par semaine, le soir après le départ des apprentis, les écoliers qui le désirent, y reçoivent sous la direction des contremaîtres, un commencement d'initiation au travail manuel.

Les apprentis reçoivent l'enseignement d'un seul groupe de métiers : la mécanique.

Le séjour à l'atelier est de trois ans. Le nombre total

des apprentis est de 36. La préférence est donnée aux enfants du quartier, et un petit concours a lieu au mois de juillet pour les places restant disponibles.

La préformation est donnée pendant la première année. Elle a tous les caractères du préapprentissage tel que nous l'avons défini dans les ateliers écoles précédents : travail uniquement éducatif complété par un enseignement technique. Le programme comprend l'ajustage et la forge.

La seconde et troisième année, les apprentis font surtout du travail productif, encadrés par quatre contre-maitres.

Chaque matin est faite une leçon de dessin d'une heure. Des cours scientifiques (technologie, mathématiques appliquées) complètent l'enseignement général. Les apprentis suivent de plus obligatoirement des cours du soir (culture technique et intellectuelle).

En première et deuxième année, tous touchent des primes trimestrielles proportionnelles à leur conduite et au rendement obtenu. Ces primes sont remplacées en troisième année par un véritable salaire dont la moyenne mensuelle était de 100 francs en 1919.

Un autre moyen est employé pour intéresser les parents aux progrès réalisés : travail et conduite sont chaque jour appréciés par des notes, dont les moyennes hebdomadaires et trimestrielles sont communiquées aux familles.

A intervalles réglés, ont lieu des concours où intervient à la fois la précision et la rapidité du travail : les pièces de « progression » à exécuter sont de difficulté croissante. Les résultats sont un élément important du calcul des primes trimestrielles basé sur une formule intéressante à signaler :

$$P = K(T + C)$$

K coefficient différent suivant l'année,

T résultat du trimestre précédent,

C résultat du concours.

En troisième année, le salaire hebdomadaire est donné par :

$$P = K (T + 3 H)$$

H travail de la semaine.

Résultats. — Les résultats sont excellents. Les apprentis de troisième année sont généralement retenus à l'avance par les industriels du quartier chez lesquels ils arrivent rapidement au salaire du bon ouvrier.

Il semble que l'on a su au Rosaire résoudre la principale difficulté de ce genre d'établissement, et trouver l'équilibre nécessaire entre le travail de progression et le travail productif.

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE V

OBJECTIONS DE PRINCIPE AU PRÉAPPRENTISSAGE

I. — Le machinisme rend-il inutile toute formation professionnelle ?

La première objection de principe que l'on peut faire au préapprentissage est celle-ci : l'ouvrier n'a plus besoin de nos jours d'aucune formation professionnelle. La machine envahit tous les ateliers, c'est le progrès, et pour savoir la conduire il suffit de la regarder fonctionner pendant quelques jours ou quelques semaines. C'est donc perdre son temps et son argent que de recevoir l'apprentissage traditionnel et ceux qui essayent de l'adapter font œuvre vaine. Qu'ils laissent donc l'enfant entrer à l'usine comme petite main pour y gagner de suite : il ne faut pas plus de préapprentissage que d'apprentissage.

C'est surtout une objection ouvrière :

« Pourquoi apprendre longuement un métier difficile, disait en Amérique l'ancien Grand-Maitre des Chevaliers

du Travail, M. Powderly, lorsqu'il y a la possibilité et a probabilité que l'apprenti se trouve un matin remplacé par une machine qui fera le travail à sa place » (1).

En France, l'enquête du « Mouvement socialiste » de 1908 (qui ne voit dans la crise de l'apprentissage qu'un aspect de la lutte des classes) donne la même conclusion : « La catégorie apprentis est devenue une inutilité sociale ».

On ne saurait trop lutter contre cet état d'esprit. Il faut d'abord faire remarquer aux ouvriers que l'apprentissage traditionnel, s'il est malade, n'est pas encore mort. Il y a encore en France un grand nombre d'artisans et de petits industriels qui en ont besoin pour leur existence et qui le donnent : le chiffre des établissements employant de un à cinq personnes était encore en 1910 de 402.186 sur 507.557 établissements soumis aux lois réglementant le travail (2). Il est vraisemblable que, même lorsque la concentration industrielle et la standardisation seront terminées, ce nombre ne descendra jamais au-dessous d'un minimum irréductible.

D'abord quelques professions seront toujours rebelles au travail en grande série (par exemple, en dehors des grands centres, les métiers du bâtiment).

Ensuite, à mesure que s'opérera la substitution des objets faits à la mécanique à ceux fabriqués à la main, les métiers évolueront, et l'artisan deviendra ajusteur, metteur au point et réparateur : à l'horloger fabricant, a succédé le rhabilleur, au bottier le ressemeleur. Il se créera même des ateliers nouveaux : l'introduction, dans nos campagnes, des tracteurs et des instruments de l'agriculture scientifique, amènera l'ouverture de petits ateliers de répa-

1. O. Buyse, *op. cit.*, p. 473.

2. Rapport de la Commission sup. du Travail en 1911.

ractions mécaniques, comme l'automobile a suscité dans la petite ville le garage-atelier. La diffusion de l'énergie électrique à bon marché favorisera les petits établissements.

Enfin, il est des genres d'industries qui demanderont toujours une grande dextérité manuelle : telles sont les industries d'art appliqué et la mécanique de précision. Or, ce sont précisément celles auxquelles, de l'aveu de tous les étrangers, conviennent le mieux les qualités de notre race : l'adresse, le goût, l'égalité d'intelligence, et par-dessus tout le sentiment très vif de la personnalité. Notre main d'œuvre nationale est tellement raréfiée par la diminution de la natalité et par les pertes de la guerre que nous avons tout intérêt à ne pas concurrencer pour les travaux d'usinage les pays où les hommes sont nombreux et la force motrice à bon marché : mieux vaut réserver nos ouvriers aux industries de luxe et de précision qui leur vaudront de hauts salaires.

Il est donc dans leur intérêt de recevoir une éducation professionnelle aussi développée que possible et basée sur une grande habileté de main. Pour cela, il faut d'abord protéger et maintenir l'apprentissage traditionnel à l'atelier familial partout où il en est temps encore, car c'est lui qui a formé nos générations d'habiles artisans ; il faut ensuite, là, où cet ancien type d'apprentissage n'est plus possible, lui substituer une formule plus moderne. Dans les deux cas, le préapprentissage a son rôle à jouer. Le pire qui puisse arriver à l'artisan ayant reçu une bonne formation manuelle, est d'entrer, en cas de transformation de son métier, dans une usine « organisée, » comme ouvrier « qualifié ».

L'industrie « organisée » et la formation pro-

fessionnelle. — A mesure que l'industrie accentuera son évolution vers le stade d'organisation automatique où le maximum de rendement sera combiné avec le minimum de dépense dynamique, elle aura besoin d'ouvriers de plus en plus adroits et instruits ; ce sont les emplois de manœuvre qu'elle supprimera.

Comme l'a écrit le statisticien américain E. Atkinson (1), les usines ne seront plus finalement que « de grandes combinaisons mécaniques » où quelques hommes experts veilleront à la bonne marche des machines et où on ne trouvera plus, même dans les tissages, que des ouvriers d'un ordre très relevé.

Conséquences de la « Taylorisation ». — Ce que l'on appelle improprement la « Taylorisation » des usines et qui n'est qu'un premier essai d'organisation (2), le démontre déjà malgré les apparences contraires.

L'application des principes bases de l'organisation technique, entraîne comme première conséquence un développement énorme de ce que l'on peut appeler l'« Etat-major technique » de l'usine, par opposition à l'état-major administratif et au service commercial.

Cet état-major technique comprendra non seulement quelques ingénieurs ou contremaîtres, mais surtout des

1. Cité par M. Méline, *le Retour à la terre*, p. 72.

2. M. Belot, directeur des Manufactures de l'Etat, a fait remarquer, dans *la Technique moderne*, que l'œuvre de Taylor a consisté uniquement à appliquer la méthode expérimentale au travail de l'ouvrier, alors qu'il y a un grand nombre d'autres combinaisons à effectuer entre les différents facteurs d'organisation (principe de systématique, méthode expérimentale, invention technique) et les facteurs de production (ouvriers, machines, outils, matières premières). En France, on a proposé de nommer « Fayolisme », du nom de Fayol, un de nos plus éminents Ingénieurs et Chefs de Grandes Entreprises, l'application de la méthode analytique à l'organisation administrative de l'usine moderne.

ouvriers d'élite, intelligents, connaissant à fond un certain nombre de machines-outils, et d'une grande habileté manuelle.

D'abord, le bureau des études chargé de l'établissement des projets, du choix des standards, de la rédaction des dessins, doit être doublé d'un « atelier de recherches », véritable laboratoire industriel analogue à ceux des grandes usines chimiques allemandes, où tant de formules ont été découvertes (et où parfois ont été « camouflées » des inventions étrangères). Les usines américaines ont de semblables ateliers où des précisionnistes, auxquels aucun moyen de travail n'est refusé, combinent de nouvelles machines-outils et mettent au point les modèles destinés à être reproduits en grande série.

A côté, un service du personnel technique. Au-dessous et comprenant des ouvriers d'élite connaissant tous les détails du travail :

1° Le Bureau de Production, pour en faire la répartition entre les ateliers ;

2° La section des temps, pour faire l'analyse des « temps » nécessaires à chaque travail élémentaire, rédiger les feuillets d'instruction et classer la documentation correspondante.

Dans chaque atelier, le diagramme de Gilbreth, reproduit par M. de Fréminville dans son remarquable rapport au Congrès du Génie civil (Section VIII), nous indique sous les ordres du Chef de Fabrication, des emplois de techniciens :

a) Relatifs à la préparation (répartiteur du travail, préparateur de fiches détaillées, comptables de prix de revient) ;

b) Relatifs à l'exécution (contremaitre, chef d'allure,

chef de la réparation, contrôleur du fini de l'exécution).

Et il est fait remarquer qu'on aura souvent avantage à recruter tous ces « gradés », à l'exception du chef de fabrication, parmi les meilleurs ouvriers de l'atelier.

Aussi, le rôle des employés techniques appelés improprement « improductifs » par rapport aux ouvriers qui « ouvrent », ira grandissant.

Taylor admettait déjà que le rapport du nombre de ces employés à celui des ouvriers d'un atelier devait être voisin de 1 à 7 (1). La progression continuera à s'accroître au profit de l'ouvrier habile.

Les « usineurs » seront « qualifiés » ou « demi-qualifiés » en proportion variable, selon le genre de fabrication et les machines. Quant aux manœuvres, on les remplacera de plus en plus par des appareils mécaniques de manutention et de levage.

Une autre conséquence heureuse de la Taylorisation ainsi comprise, c'est « l'étroite collaboration de tous les rouages de l'organisation depuis l'ouvrier jusqu'au Chef le plus élevé... s'appuyant sur le développement de l'instruction technique et professionnelle » ; c'est la sélection appelée par le Ct. Hourst « l'élimination par le haut », qui ouvre à tout ouvrier actif et intelligent des possibilités d'avancement que l'histoire de l'industrie américaine de ces dernières années a illustrées de nombreux exemples.

Quant aux ouvriers auxquels l'insuffisance de développement intellectuel, le manque d'énergie ou le défaut absolu d'ambition empêche de désirer d'autre sort que celui de conducteur de machine, il sera bon, pour éviter

1. *Le Problème de la main-d'œuvre : la Taylorisation*, par le Ct. Hourst p. 28.

les inconvénients que pourrait avoir pour eux une spécialisation trop prolongée (dégoût, chômage, dans le cas où l'évolution de l'industrie amènerait la disparition de leur machine) de leur faire apprendre la conduite de plusieurs. M. de Fréminville en cite un exemple intéressant à la « Plimpton Press » Norwood, Mass, où la direction s'était appliquée à faire apprendre à un certain nombre d'ouvriers deux ou trois petits métiers connexes de l'industrie du Livre. « La distribution du travail en était grandement facilitée, et c'était certainement rendre service à l'ouvrier que de lui donner conscience qu'il pouvait sans trop de peine, passer à une autre occupation en cas de besoin ». — Mais remarquons que ces divers « dressages » auront intérêt, pour être plus courts, à être aussi voisins que possible et donc à reposer sur une base commune d'éducation professionnelle (préapprentissage).

Quelle que soit donc l'orientation envisagée pour un enfant destiné à l'industrie, qu'il s'agisse pour lui d'un métier d'artisan, d'un métier d'art, ou de l'usine « taylorisée » il n'y a donc rien à perdre et tout à gagner à recevoir une sérieuse formation professionnelle, soit par l'ancien type d'apprentissage, soit par un apprentissage évolué, dont le préapprentissage est une première phase.

II. — Objection des partisans de l'apprentissage moderne à l'atelier réel

Mais on peut ici objecter l'opinion des partisans de la formation totale à l'atelier « réel », qui paraissent contester l'utilité du préapprentissage.

L'opposition entre eux et les partisans de la préformation non spécialisée est plus apparente que réelle.

Ce que demande M. P. Lecler par exemple, c'est que l'on ne fasse pas du préapprentissage une obligation générale, que l'on n'empêche pas les enfants d'entrer directement, s'ils le peuvent, dans des ateliers organisés pour leur donner une éducation professionnelle véritable.

Mais il reconnaît qu'entre l'apprentissage et le préapprentissage, il y a une question d'âge. Comme le faisait remarquer M. Kula à la Société des Ingénieurs civils : « Pour faire un civet, il faut un lièvre ; pour faire un apprenti, il faut un candidat à l'apprentissage » (1).

Si l'atelier d'usine où se donne l'apprentissage moderne, n'accepte le gamin qu'à partir de quatorze ou quinze ans, où celui-ci passera-t-il les deux ans qui sépareront pour lui l'école de l'usine ? L'atelier de préapprentissage est la « pépinière d'apprentis » qui conservera les jeunes plants.

Quant à la nécessité, à la base de la formation, de « connaissances techniques non spécialisées, c'est-à-dire en somme, d'un préapprentissage », dit M. Lecler (2), tout le monde est d'accord. Les ateliers de la C^{ie} d'Orléans, comme ceux du 15^e arrondissement, donnent cette initiation.

Il n'y a donc aucun inconvénient technique à faire entrer si on le peut, l'enfant, sans autre préapprentissage, dans un atelier d'usine donnant une sérieuse formation professionnelle ; mais le préapprentissage sera toujours préférable, au point de vue de l'éducation morale, lorsqu'il pourra se pratiquer en atelier séparé. Il n'y a pas de comparaison à faire entre les dangers courus par l'enfant dans l'un et l'autre cas.

1. *Bull.* juillet-sep. 1916, p. 437.

2. Congrès du Génie civil, section VIII, p. 195.

On peut faire remarquer enfin que, seules, les usines d'une certaine importance peuvent réaliser des organisations d'apprentissage à l'atelier « réel » qui donnent toute garantie. De la part de petits industriels ayant un volant de production trop peu considérable, et n'ayant aucune raison spéciale pour se dévouer avec désintéressement à l'éducation ouvrière, il y aurait toujours à craindre que la partie non rémunératrice de cette éducation ne soit sacrifiée. Il y a donc intérêt à créer des établissements bien contrôlés de préapprentissage qui leur fourniront des apprentis ayant déjà dépassé la période de travaux progressifs.

III. — Objection tirée de la pratique de l'étranger

Une dernière objection pourrait être adressée au préapprentissage : aucun établissement de ce genre n'a été, jusqu'ici, signalé à l'étranger, où pourtant la formation technique de l'ouvrier moderne est étudiée depuis plus longtemps qu'en France.

Cela tient à ce que le problème ne s'y présente pas dans les mêmes conditions que chez nous.

D'abord, il n'y a *pas de lacune entre l'atelier et l'école*. Non seulement, dans les pays de législation à caractère nettement interventionniste (Autriche-Hongrie, Allemagne, quelques cantons suisses), mais même dans ceux où la législation est la plus libérale, la période de fréquentation scolaire est prolongée jusqu'à quatorze ans au minimum et l'âge d'admission dans les usines fixé en conséquence.

En *Autriche* et en *Allemagne* l'école primaire obligatoire terminée à treize ou quatorze ans est le plus généralement suivie de deux ans de Fortbildungs-ou Reals-Schule ou de Niedere Fachs Schule. En *Suisse* c'est une loi fédérale qui interdit le travail dans les fabriques avant quatorze ans. La plupart des cantons prolongent jusqu'à cet âge la fréquentation scolaire. A Genève l'école professionnelle conduit l'enfant jusqu'à quinze ans.

En *Belgique*, la loi Poulet prévoit officiellement, sous le nom de quatrième degré, un an supplémentaire obligatoire d'études professionnelles générales qui avait déjà été introduit à l'essai dans certaines écoles. Les établissements postsecondaires sont d'ailleurs nombreux et très largement subventionnés.

L'*Angleterre*, par l'Education Act. de 1918, sanctionne également les essais de prolongation de la période scolaire jusqu'à quatorze ans. L'Ecosse l'avait précédée dans cette voie en 1908. Une éducation postsecondaire devient obligatoire jusqu'à dix-sept ou dix-huit ans. L'Etat demande la collaboration des familles, des différentes Eglises et des conseils de comtés.

Il n'est pas de pays au monde où la scolarité soit prolongée d'avantage qu'aux *Etats-Unis*. Après l'école primaire terminée à quatorze ans, les enfants du peuple continuent leurs études, parfois à une école industrielle, souvent à une « high school » d'enseignement classique ou technique. Ils n'abordent pas le choix d'une profession avant quinze ou seize ans. Beaucoup d'industriels en profitent pour ne pas prendre d'apprentis avant cet âge. Les diverses législations (Etats et gouvernement fédéral) ont tendance à sanctionner cette pratique.

Travail manuel à l'école. — A l'étranger l'école pri-

maire détourne moins que chez nous les enfants du travail manuel.

En Allemagne, il y est généralement consacré sept heures par semaine pendant la dernière année d'école. A Munich, les élèves passent même leurs six derniers mois dans les ateliers scolaires (fer et bois).

En *Amérique*, le travail manuel est en honneur même à la high school. Pour les enfants d'âge primaire, M. O. Buyse nous décrit les nombreuses méthodes sur lesquelles on base le développement non seulement de la dextérité mais même de la culture intellectuelle, dans un certain nombre d'écoles : système fröbelien, système technique de Della Voos, Sloyd, systèmes de travaux manuels à caractère historique, à caractère social.

Plusieurs des raisons qui ont amené chez nous la naissance du préapprentissage n'existent donc pas à l'étranger.

Le préapprentissage à l'étranger. — Est-ce à dire pourtant qu'il n'y ait pas d'institutions qui donnent un enseignement technique analogue ?

Les fondateurs du préapprentissage avaient cru retrouver l'idée qui les avait inspirés dans la conception de *l'école professionnelle genevoise* telle qu'elle était décrite dans le rapport Morel (Conseil municipal, 1905). Elle était destinée, disait ce rapport, « à donner aux élèves un ensemble de notions les rendant conscients de leurs aptitudes et... les préparant à l'apprentissage ». Mais à étudier les choses de plus près, on voit qu'il n'est prévu dans l'horaire de l'école professionnelle que trois heures par semaine de travaux manuels.

Plus rapprochées certainement du préapprentissage français sont en Belgique les écoles Saint-Luc qui, dit M. Carton de Wiart (*Congrès de la réforme sociale*, 1911),

ont pour but de permettre aux enfants de douze à quatorze ans de « s'initier à une véritable philosophie du travail manuel » et qui, en fait, lui font une part très large dans l'emploi du temps. Y tend également l'enseignement manuel des écoles professionnelles du quatrième degré tel que l'avait réalisé avant le vote de la nouvelle loi scolaire la Ville de Saint-Gilles. M. Lambrechts en avait donné le projet dans son ouvrage : *La Capacité de travail des artisans*.

Nul ne sera étonné de voir la Belgique, dont le génie national est si proche parent du nôtre, chercher elle aussi à baser l'éducation professionnelle de ses futurs ouvriers sur une culture manuelle générale.

CHAPITRE VI

L'ÉTAT, L'ÉCOLE ET LE PRÉAPPRENTISSAGE

Le problème que nous avons maintenant à résoudre est celui-ci : étant admise la nécessité d'un préapprentissage, c'est-à-dire d'une préformation technique qui assure la liaison entre l'école et l'atelier, où convient-il de placer ce préapprentissage ? peut-on le confier à l'école primaire prolongée ou non d'un an ou deux ?

S'il y a eu jusqu'ici beaucoup de confusion dans la discussion et dans les réponses faites, cela tient à ce que ce problème en suppose un autre sur lequel il faut d'abord se mettre d'accord : c'est, comme pour beaucoup de questions sociales, celui de l'intervention de l'Etat.

La plupart des partisans du préapprentissage à l'école, en majorité fonctionnaires, sont partisans plus ou moins avoués de la solution étatiste de l'enseignement post-scolaire, et désirent, avec la Ligue de l'Enseignement et avec M. Edouard Petit, voir « *l'Etat, seul capable, fixer l'organisation méthodique et rationnelle qui s'impose pour conduire l'adulte de l'école au régiment, au ménage, et plus largement à la cité* » (1).

1. *Exposé des motifs de la proposition Viviani*, 1917, n° 3114, p. 14.

Les défenseurs du préapprentissage indépendant de l'école sont en majorité, des industriels n'admettant l'intervention de l'Etat que dans certaines limites.

A. — Quel doit être le rôle de l'Etat dans l'organisation du préapprentissage ?

Pour plus de précision, nous étudierons donc d'abord les trois questions suivantes :

En principe, l'Etat doit-il intervenir ?

Doit-il rendre le préapprentissage obligatoire sous forme de prolongation scolaire ?

Doit-il prendre lui-même en mains l'organisation du préapprentissage ?

I. — EN PRINCIPE L'ETAT DOIT-IL INTERVENIR ?

Les idées ont évolué depuis le temps où la réponse négative de l'école libérale était défendue par un grand nombre d'économistes et d'industriels (1).

Dans les congrès que nous avons cités, ils ont reconnu qu'en ce qui concerne l'apprentissage, l'intervention de l'Etat s'impose, pour empêcher les abus de la concurrence effrénée, et la malhonnêteté de certains patrons, disposés à profiter des efforts faits par les autres, tout en continuant eux-mêmes les pratiques par lesquelles la crise est aggravée.

Au surplus, l'insuffisance professionnelle est une cause d'infériorité nationale.

1. Voir par exemple la réponse de M. Picot à l'enquête de 1902. Briat, *Apprentissage*, p. 334.

II. — LE PRÉAPPRENTISSAGE DOIT-IL ÊTRE RENDU
OBLIGATOIRE PAR LA LOI ?

1° *S'il s'agit d'une obligation absolue et générale*, comme nos lois sociales nous ont malheureusement habitué à le redouter, la réponse doit être négative.

a) D'abord, on fait justement remarquer que « les lois d'obligations, les sanctions ne sont efficaces que le jour où l'opinion publique est prête à les admettre » (1).

L'expérience nous apprend que l'obligation inscrite dans plusieurs de nos lois n'a pas réussi parce qu'elle était prématurée : on cite les lois sur le repos hebdomadaire, sur les retraites ouvrières, et même la loi sur l'enseignement primaire dont les sanctions sont insuffisantes à assurer actuellement la fréquentation scolaire (2).

b) En ce qui concerne directement le préapprentissage, on fait valoir que, de l'aveu de tous ses partisans, il est inutile aux enfants qui peuvent recevoir *le véritable apprentissage traditionnel à l'atelier d'artisan*, s'ils y entrent dès leur sortie de l'école. Pour diminué qu'il soit, le nombre de ces enfants est encore considérable en province. Tout ce que l'on peut demander pour eux, c'est un contrôle sérieux de cet apprentissage.

c) Il est de même généralement admis que *le préapprentissage n'est pas fait pour les professions agricoles* ; elles se recrutent uniquement sur place. Le futur cultivateur est fils de cultivateur. C'est tout enfant à la ferme paternelle, avant même de fréquenter l'école, qu'il apprend à connaître son futur métier et reçoit de ses parents les premiers

1. Bull. Ingén. civ., 1916, p. 445.

2. Ibidem, p. 461.

éléments de sa formation. C'est le « débrouillage » idéal.

Ajoutons qu'il y aurait même un grave danger à introduire à l'école de village, comme le désire M. Villemin, sous prétexte de préapprentissage, un enseignement manuel un peu développé : les fils de cultivateurs y trouveraient trop d'encouragement pour quitter la campagne et venir s'embaucher à la ville. Ce serait sans doute satisfaire au désir de certains industriels, ingénument exprimé par M. Villemin. Mais ce serait aussi priver nos paysans de bras déjà trop rares, et il serait d'une mauvaise politique d'aggraver la crise de l'agriculture pour remédier à celle de l'industrie.

Cela ne veut pas dire qu'il ne faille pas faire quelque chose pour donner à nos paysans un enseignement agricole plus scientifique. Mais c'est un problème qu'il ne faut pas lier à celui du préapprentissage, il est assez important pour mériter d'être étudié pour lui-même et de recevoir une solution originale (école saisonnière, école primaire d'agriculture, etc.).

d) Enfin, une raison d'ordre pratique milite encore contre l'obligation générale du préapprentissage : elle ne pourrait être effective que du jour où les institutions nécessaires seraient créées et prêtes à fonctionner.

2^e *Prolongation « alternative » de la scolarité.* — Les objections ne seraient plus aussi sérieuses s'il s'agissait d'une prolongation de la scolarité limitée aux centres d'une certaine importance et combinée avec l'obligation d'une formation professionnelle pour les enfants destinés à l'industrie.

Nous l'avons vu, dans toutes les législations étrangères l'évolution est très nette dans ce sens. La limite de l'âge scolaire a été presque partout élevée à quatorze ans et des

restrictions de plus en plus sévères sont partout apportées au travail industriel des enfants au-dessous de quinze ou seize ans, sauf lorsqu'il s'agit d'un travail « éducatif ». L'expérience a montré en effet dans les pays les plus ennemis de l'intervention de l'Etat, qu'une certaine obligation est malheureusement nécessaire pour arriver à des résultats.

Chez nous aussi les progrès de ces idées sont marqués et on peut penser qu'elles seront bientôt admises par l'opinion.

Elle ne ferait peut-être pas de difficulté à admettre dès maintenant, si l'on en juge par l'accueil que cette solution reçut au Congrès des Classes moyennes de 1912 (1) l'obligation « alternative », du genre de celle que propose M. Villemin, si elle était proposée sous la forme en vigueur dans la législation post-scolaire de l'Allemagne (fas est abhoste doceri).

Non seulement la loi d'empire y laisse aux communes le droit de voter ou non l'application sur leur territoire de l'obligation prévue en principe par la Gewerbeordnung, mais elle laisse libre les différents Etats de prévoir un régime variant suivant l'importance des villes et s'accommodant aux différents milieux. La Bavière, par exemple, a un tel régime. C'est en agissant avec cette prudence et cette souplesse que l'Allemagne est arrivée en trente ans à généraliser l'enseignement post-scolaire.

M. Villemin propose une prolongation scolaire, « alternative », en ce sens que les enfants justifiant d'être en apprentissage ou en préapprentissage, de treize à quatorze ans n'y seraient pas astreints.

1. Congrès des Classes moyennes, 1912, p. 30.

Conçues dans le même esprit que la législation bavaroise et complétées par un contrôle et des sanctions décourageant le « pseudo-apprentissage », les nouvelles dispositions législatives devraient être accompagnées d'une réglementation analogue à celle qui régit aux Etats-Unis l'admission dans les usines des mineurs de seize ans.

Dans les communes où l'obligation serait en vigueur, les parents auraient donc le choix pour leur enfant de treize ans, entre les solutions suivantes : Ecole primaire continuée jusqu'à quatorze ans, école primaire supérieure, école pratique de commerce et d'industrie, atelier-école de préapprentissage ou d'apprentissage, apprentissage à l'atelier d'artisan ou dans la famille.

III. — MAIS L'ETAT DOIT-IL PRENDRE EN MAIN L'ORGANISATION DU PRÉAPPRENTISSAGE ?

S'y intéresser ; oui ; l'organiser lui-même : non ; répondent unanimement les industriels auxquels se joignent quelques maîtres de l'enseignement technique (1).

Les uns mettent en avant des raisons d'ordre moral : « L'expérience prouve que l'Etat et toute administration publiques sont inaptes en matière d'éducation, écrit M. Vailant » (2). « Le jour où l'Etat ouvrirait des écoles professionnelles, dit M. V. Cambon, il ferait des mandarins et non des artisans. Tel y entrerait pour devenir serrurier qui en sortirait quémendeur d'une place de fonction-

1. Voir notamment un article de M. Farjon, inspecteur départemental de l'enseignement technique dans *la Formation professionnelle*, février 1914, p. 5.

2. *Bulletin de l'apprentissage*, juin 1910, p. 8.

naire » (1). Enfin, ajoute M. Bellom (2), « quelle que soit la valeur pédagogique des méthodes officielles, l'expérience autorise à présumer que des éducateurs privés pourront appliquer avec plus d'indépendance et faire accepter aux parents avec moins de murmures les sanctions susceptibles d'aboutir au renvoi des enfants coupables de paresse systématique, d'indiscipline répétée ou d'inexactitude habituelle. »

D'autres font valoir qu'une organisation du préapprentissage par l'Etat aurait beaucoup des défauts de la bureaucratie : l'Etat ignore les compétences ; il est trop sensible aux recommandations politiques qui appuient trop souvent des incapables ; c'est par de longues enquêtes administratives qu'il procède ; sa tendance est de centraliser et de s'attarder trop longtemps par routine à des procédés vieilliss. Déjà, en ce qui concerne les cours professionnels, « la création, l'organisation, le fonctionnement en sont l'objet de réglementations un peu touffues, et ressortissent à trop de commissions diverses, constate M. Jully : comités locaux, cantonaux, départementaux... que de formalités à remplir, d'autorités à consulter, de force d'inertie à surmonter, avant d'ouvrir un modeste cours ! (3). »

Cet inconvénient serait plus sensible encore pour le préapprentissage dont la méthode n'est pas définitivement fixée et peut se perfectionner encore. Il lui faut pour cela la souplesse et l'émulation de la libre initiative.

Le Conseil municipal de Paris le reconnaît : tout en créant les cours Jully, il se défend de vouloir préconiser une formule spéciale et instaurer un préapprentissage

1. *Notre avenir*, p. 37.

2. *Le préapprentissage*, p. 14.

3. *Conférence à la Société d'Encouragement*, p. 11.

« officiel ». Ce serait, dit très excellemment M. G. Lemarchand dans son rapport de 1918 (1), « une restriction stérilisante apportée à la pensée, à l'esprit de découverte, à la libre conception. » Ce serait confiner le producteur et la main-d'œuvre dans les habitudes de routine invétérée et passive qui caractérisent et dessèchent le fonctionnarisme. D'une part, il désire que les maîtres-ouvriers de la Ville de Paris, « soient de véritables ouvriers n'ayant pas rompu contact avec le véritable atelier » ; d'autre part, il appelle de ses vœux la création d'institutions analogues par « la chambre de commerce, les syndicats ouvriers et patronaux, les associations corporatives et les particuliers ». Cela amènera, dit-il, les uns et les autres à rivaliser de zèle, et il en sortira une puissante émulation.

Enfin, on peut invoquer *l'exemple de la Belgique et des Etats-Unis*.

En Belgique l'enseignement technique est exubérant « grâce à la concurrence entre les pouvoirs publics, l'initiative privée et les associations religieuses ou industrielles » (2).

Les Etats-Unis sont peut-être le pays où l'enseignement technique est le plus florissant bien qu'il n'y soit pas organisé par l'Etat (3) précisément à cause du grand nombre d'écoles professionnelles privées largement subventionnées qui ont pu prendre les plus heureuses initiatives.

1. Rapport 1918, n° 98, p. 41 et 42.

2. Siegfried, *Rev. des Deux-Mondes*, 1^{er} sept. 1906.

3. Même l'école primaire dit O. Buyse, p. 44 (gratuite et où les fournitures sont fournies sans frais à tous les élèves) n'est réglementée par aucun organisme central. « Les lois des divers États se bornent à formuler les conditions minima à remplir pour participer aux subsides ; elles laissent toute latitude aux autorités publiques et aux corporations privées dans l'organisation des études. »

La liberté subventionnée, comme dans ces deux pays, voilà ce que demandent unanimement, les industriels. La forme idéale de l'intervention serait une collaboration de l'Etat avec les municipalités, les assemblées corporatives, les associations techniques. L'initiative viendrait de ces groupements et l'Etat contrôlerait les mesures prises et donnerait aux organismes corporatifs « une investiture légale, des pouvoirs officiels, des taxes à leur disposition, et un budget assuré » (1).

B. — L'école primaire doit-elle donner le préapprentissage ?

Nous pouvons aborder maintenant, sans risque de confusion, l'examen précis de cette question. Il est entendu que tout ce que nous allons dire de l'école primaire s'appliquera aussi bien à l'école privée qu'à l'école publique et que nous considérerons uniquement l'instituteur comme éducateur et non comme fonctionnaire.

I. — *Peut-on lui demander de donner à l'école primaire, dans son organisation actuelle, la préformation technique ?* Non évidemment. Augmenter à l'école, *telle qu'elle fonctionne en France*, le temps prévu pour les travaux manuels, serait nuire à la culture intellectuelle des enfants et augmenter le nombre de ceux qui, quelques années après leur sortie de l'école, redeviennent presque illettrés (Ceci ne s'applique pas bien entendu aux « attardés » ni aux cas de prolongation de la journée scolaire),

Ou ne pourrait d'ailleurs donner cet enseignement ma-

1. Rapport Vannois au Comité Central Technique des Arts appliqués, 1918.

nuel avant la dernière année d'école ; auparavant, le développement physique de l'enfant serait insuffisant. Pour faire œuvre véritable d'initiation professionnelle, il faut attendre au moins ses onze-douze ans, sinon, même avec des outils allégés, on courrait le risque de lui faire adopter par fatigue de mauvaises attitudes dont il ne pourrait plus se défaire.

II. — *Le préapprentissage pourrait-il se donner de treize à quatorze ans en prolongeant d'une année l'école primaire ?* Deux cas sont alors à examiner suivant que l'instituteur serait chargé de cet enseignement *avec ou sans le concours de maîtres-ouvriers*.

1° *Sans le concours de maîtres-ouvriers* : réponse négative.

a) Parce que les instituteurs, dès 1889 (1), se sont déclarés hostiles à cette extension de leurs attributions, « incompatible avec l'objet et le programme des écoles primaires et des écoles normales ». Ils sont déjà trop surchargés (et souvent par des fonctions les plus étrangères à leur mission éducative) pour consacrer « un laps de temps aussi court qu'il soit à l'enseignement professionnel ».

b) Parce que cette préformation doit déjà être un peu différenciée et correspondre à un groupe déterminé de professions. L'école publique, sauf rares exceptions, doit convenir à l'ensemble des enfants.

2° *Avec le concours de maîtres-ouvriers* choisis parmi les artisans de la localité ou faisant partie d'un corps professoral recruté parmi les professionnels, nous sommes encore en présence de deux alternatives : ou c'est l'instituteur primaire qui garde la haute main sur l'ensemble de l'ensei-

1. Congrès de l'enseignement primaire de 1889.

gnement y compris la préformation technique donnée par le maître-ouvrier ; ou le maître-ouvrier, sous la dépendance d'inspecteurs techniques, a la direction du préapprentissage, l'instituteur n'intervenant que pour les classes de culture générale.

a) La première solution a contre elle tous les gens de métier. « Comment, disent-ils, des instituteurs, qui, par dédain du travail manuel ont déserté la ferme ou l'atelier, pourraient-ils intervenir dans l'enseignement professionnel de leurs élèves ? » M. Couriot, dans son discours de clôture des réunions mixtes de 1916 à la Société des ingénieurs civils exprimait avec beaucoup de clarté ce sentiment : « Le peu de goût de l'instituteur pour le travail manuel me fait penser que si l'on crée des cours de préapprentissage, ce n'est pas à l'école primaire qu'il faut les installer, car un homme qui n'est pas convaincu de l'utilité de l'enseignement manuel, qui croit que ce travail est d'ordre inférieur et dégrade celui qui s'y livre, n'est pas capable de convaincre les enfants de l'importance du rôle, de l'utilité et de l'efficacité de l'enseignement professionnel » (1).

Il est à craindre que si le maître-ouvrier est subordonné à l'instituteur, celui-ci tienne à garder sur les enfants l'influence prépondérante. Et comme, même si ce dernier a suivi des conférences spéciales du genre de celles qui sont faites à Paris par M. Jully, il y a bien des chances pour qu'il comprenne peu le préapprentissage, l'enseignement général aura tendance à déborder sur le travail manuel qui sera peu à peu relégué au rang d'accessoire. L'enfant, très sensible aux nuances, réservera tous ses

1. *Bulletin de la Société des Ingénieurs civils* de juillet-septembre 1916, p. 478.

efforts pour la culture intellectuelle et le but cherché ne sera pas atteint.

b) Au contraire, si on adopte la deuxième solution, le maître-ouvrier conserve son prestige. Aucun empiétement n'est possible sur les heures ni sur le programme qui lui sont réservés. L'enseignement livresque est réduit au minimum. L'enfant comprend qu'il a terminé sa vie d'écolier et qu'il s'agit réellement pour lui de commencer son existence professionnelle. Mais est-ce vraiment alors du préapprentissage « à » l'école ?

Les petites écoles de métier de M. Jully sont une réalisation heureuse de cette formule : très ingénieusement, elles ont demandé à l'école tout ce qu'elle pouvait fournir pour rendre le préapprentissage moins coûteux et plus éducatif : ateliers scolaires, cours de récréation, bibliothèques, cantines, cours de culture générale par les instituteurs ; mais elles constituent des organismes nettement séparés et animés de leur esprit propre.

Il serait désirable qu'on utilise ainsi toutes les fois que ce serait possible, les dépendances d'une école ou d'un patronage.

C. — Le vrai rôle de l'Ecole primaire dans l'orientation professionnelle

L'école primaire, si elle ne peut être chargée du préapprentissage, a pourtant un rôle important à jouer dans l'orientation professionnelle. Prolongée ou non elle peut préparer l'enfant à son futur métier :

- I. — En lui inspirant le goût du travail manuel ;
- II. — En éveillant en lui un attrait professionnel ;
- III. — En recherchant ses aptitudes ou plutôt ses inaptitudes.

I. — LE TRAVAIL MANUEL A L'ÉCOLE. — Nous n'avons pas à examiner ici s'il y aurait intérêt à appliquer à notre école primaire les méthodes de développement manuel qui sont adoptées avec tant de succès à l'école américaine dès les jardins d'enfants (et qui ne visent d'ailleurs pas au même but que le préapprentissage).

Prenant l'école française telle que l'a faite notre législation, nous nous demandons seulement par quels moyens lui faire remplir sa mission.

Nous avons vu les différents congrès unanimes à demander le respect sur ce point de la loi de 1882 comme des circulaires prescrivant qu'on consacre « deux ou trois heures par semaine aux travaux manuels » et notamment à l'« usage des outils des principaux métiers » (1) pour les garçons, afin de leur donner de bonne heure « la dextérité de la main, la promptitude et la sûreté des mouvements. »

Ces deux heures par semaine sont loin d'être accordées partout au travail manuel. Il faudrait, au moins dans les villes, persuader les instituteurs de leur utilité et diriger dans ce sens leur formation pédagogique.

Voici quelle est *l'organisation de cet enseignement à Paris*, où certainement la loi est la mieux respectée :

a) Dans les classes inférieures des écoles ayant des ateliers scolaires, dans toutes les classes des écoles dépourvues de ces ateliers : *pliage et découpage de papier et de carton*. Réalisation de formes géométriques simples. L'élève dessine ensuite ce qu'il a découpé et plié.

Notons que, pour faire admettre ces exercices par les instituteurs, il a fallu insister sur la note géométrique et

1. Circ. des 20 oct. 1885 et 18 janv. 1887.

que, dans certaines classes, on paraît plus séduit par le côté théorique de ces travaux que par leur utilité pour la formation de l'œil et de la main.

b) *Ateliers scolaires*. — Ce reproche ne doit pas être adressé aux ateliers scolaires : là, on développe réellement la dextérité de l'enfant, et on lui donne le goût du travail manuel. La seule chose à regretter, c'est qu'il n'en existe pas dans chaque groupe scolaire.

Sur les 240 écoles primaires de la Ville de Paris, 148 ont des ateliers pour le fer et le bois, 53 pour le fer seul. Les élèves du cours supérieur y passent les heures consacrées au travail manuel. Il y réalisent, avec des outils allégés, sous la direction de maîtres-ouvriers, des objets usuels à formes géométriques dont ils font le croquis. Les écoliers s'intéressent beaucoup à cet enseignement. On en a observé, dit M. Jully, qui, ayant pris goût au travail à la main, veulent malgré leurs parents, apprendre un métier.

c) *Il y aurait lieu parfois d'orienter les travaux d'une manière différente suivant les régions*. — C'est ainsi qu'au Congrès de Roubaix, les patrons filateurs ont demandé qu'on introduise à l'école quelques travaux pratiques destinés à développer l'habileté, non pas manuelle, mais digitale, de l'enfant : confection de nœuds de tisserands, tricotage à la main, exercices de couture imposés aux garçons comme aux filles. Ceci parce qu'on se plaint parfois que les ouvriers ont les doigts trop gourds pour travailler facilement les fils très fins.

II. — EVEIL DE L'ATTRAIT PROFESSIONNEL. — C'est surtout par des exercices pratiques variés et accompagnés d'explications très claires que l'on peut agir sur l'enfant.

a) Ces exercices peuvent avoir lieu *dans les ateliers scolaires* ou les ateliers-écoles de préapprentissage, en

ayant soin de faire travailler l'écolier successivement dans les ateliers des divers métiers.

A défaut d'atelier à l'école même, on peut s'inspirer d'une formule originale qui a eu beaucoup de succès dans le Nord :

b) *Ecole des Petits Métiers de Tourcoing*. — L'école des Petits Métiers fut créée en 1910 pour les huit écoles libres de garçons de Tourcoing. Le fondateur, M. Legrand, industriel, avait souvent déploré que les enfants sortant de l'école, munis de beaux diplômes, fussent incapables de faire œuvre de leurs dix doigts et n'eussent pas de goût pour le travail manuel. Il entreprit de les y former par de petits travaux intéressants, quelle que soit la future profession, comme : affuter une scie, manier un rabot, se servir d'un tournevis, démonter et remettre en état une serrure détraquée, poser un carreau de vitre, ressemeler un vieux soulier. Aidé de M. Degueselle, secrétaire des syndicats ouvriers indépendants qui, dans sa jeunesse, avait acquis, dans une Ecole d'Architecture, des notions sur tous les métiers du bâtiment, il fit aménager un vaste local et y installa des établis avec tout l'outillage des divers métiers. Il obtint que les écoliers y fussent envoyés, par série de 10 à 12, deux heures par semaine. Sur ces deux heures, vingt à vingt-cinq minutes sont consacrées à des explications théoriques ; le reste du temps est employé à des travaux pratiques.

On aborde successivement, dans les leçons, les éléments pratiques de la menuiserie, de la serrurerie, de la tôlerie, de la forge, de la plomberie, de la ferblanterie, de la gazerie, de l'électricité, de la maçonnerie, du ⁶plafonnage, du badi-geonnage, de la peinture, du collage du papier et de la vitrerie, voire même de la cordonnerie pour la réparation

des chaussures. M. Degueselle a publié dans un livre illustré de 300 images, et rédigé d'une façon très pratique (1), les 35 leçons qu'il donne successivement aux écoliers. Chacune de ces leçons est accompagnée d'un problème d'application à résoudre et d'un résumé à apprendre par cœur.

On pourrait se demander s'il n'est pas très difficile de trouver un maître-ouvrier ayant une compétence aussi universelle. La difficulté serait réelle s'il s'agissait d'un véritable préapprentissage, mais il s'agit principalement ici — soulignons-le bien — d'éveiller l'attrait de l'enfant et non de lui donner des principes rigoureux de travail. « Il y a aujourd'hui, dans toutes les usines, dit M. Legrand, de ces hommes qui savent un peu tout faire, qui réparent les toits aussi bien que les portes, qui remettent un carreau aussi aisément qu'ils ressoudent une conduite percée » (2). Si cet ouvrier n'a pas la culture suffisante pour donner avec clarté les explications nécessaires, un instituteur ayant préparé avec lui chaque cours soigneusement pendant une demi-heure, peut se mettre assez au courant pour expliquer aux élèves les gestes de l'ouvrier.

Les résultats ont dépassé les espérances. Les parents ont apprécié les ressources que les nouvelles connaissances de l'enfant pouvaient apporter à un ménage d'ouvriers pour ses menues réparations. Les enfants se sont intéressés à ces exercices nouveaux ; certains ont révélé des aptitudes insoupçonnées, tous ont gagné des lumières utiles au choix de leur futur métier.

c) On a également préconisé les *visites d'ateliers indus-*

1. *Cours de Travaux manuels à la portée des jeunes garçons qui fréquentent les écoles*. Duvivier, impr. Tourcoing, 1910.

2. *L'enseignement professionnel et ménager*, janvier 1912, p. 637.

triels accompagnées d'explications données par un professionnel (le difficile est de bien se mettre à la portée des enfants), les classes-promenades sous la conduite de l'instituteur, le compendium-musée scolaire, les projections cinématographiques.

d) *Sur les familles* l'école peut avoir une influence non moins utile.

On est frappé, lorsqu'on étudie les problèmes d'orientation professionnelle dans l'industrie, de constater le petit nombre des enfants qui adoptent la profession de leurs parents. Lorsqu'il s'agit de choisir un métier à son fils, l'ouvrier ne voit que les inconvénients de celui qu'il exerce lui-même ; il veut les éviter à l'enfant et le dirige dans une autre voie. Mais dans quelle voie ? Il ne connaît souvent les autres professions que par de vagues on-dit. Comme le disait Pascal : « La chose la plus importante de toute la vie, c'est le choix d'un métier : le hasard en dispose » (1).

L'école peut remédier à cette insuffisance de documentation. Elle peut remettre aux écoliers, qui les feront lire à leurs parents, des monographies professionnelles dans le genre de celles qui ont été rédigées par la S^{té} de Protection des apprentis, par les Commissions parisiennes d'apprentissage (inconvénients des divers métiers, chômages, risques, qualités physiques et intellectuelles nécessaires, gain probable, temps moyen d'apprentissage).

L'école peut organiser des conférences sur ces sujets et y inviter les parents. Elle peut aussi les mettre en rapports avec les groupements professionnels, les institutions de patronages d'apprentis et de préapprentissage. Enfin, le

1. *Pensées*, Art. III §. 4.

Directeur de l'Ecole, en communiquant à chaque chef de famille le résultat des études faites sur les aptitudes de l'enfant, peut lui donner d'utiles conseils.

III. — RECHERCHE DES APTITUDES PROFESSIONNELLES DE L'ENFANT. — L'Ecole peut tenter une première recherche des aptitudes professionnelles, mais avec prudence. L'étude de l'orientation organisée de l'apprentissage est encore peu avancée, et, pour quelques métiers seulement, on a des données précises sur les qualités à exiger des candidats. On est fixé davantage en ce qui concerne les aptitudes négatives ou contre-indications qui peuvent être d'ordre psychologique (mémoire, attention, intelligence générale, perception du temps, association d'idées, rapidité des mouvements) ou physiologique (sensibilité tactile, nervosité, intensité des réactions, etc...).

Léonard P. Ayres (1) nous résume les travaux effectués aux Etats-Unis par Whipple, Münsterberg, le professeur James E. Longh. Les professions de conducteurs mécaniciens, conducteurs de tramways, téléphonistes, sténographes, dactylographes, chauffeurs, ont été étudiées complètement ; sur d'autres, on a d'utiles renseignements. Rien d'aussi précis n'a encore été obtenu, croyons-nous, en Europe.

En France, on en est à la période préliminaire. Une Commission officielle a été instituée par décret du 17 mai 1913 au Ministère du Travail, pour suivre les travaux de M. Imbert, professeur à la Faculté de Médecine de Montpellier. Un laboratoire de recherches sur les conditions physiologiques du travail est installé au Conservatoire des

1. Enquête de la Fondation Russel Sage. Voir notamment *Psychological Test and Vocational Guidance et Some conditions affecting problems of industrial Education*. New-York City, 1913 et 1916.

Arts et Métiers, sous la direction de M. Amar. Enfin, pour orienter les apprentis, un service spécial de consultation fonctionne au dispensaire antituberculeux Siegfried-Robin (hôpital Beaujon).

Il est de l'intérêt de l'enfant que les contre-indications qui tiennent à son tempérament (et c'est le plus grand nombre) lui soient signalées dès l'école, pour l'empêcher de s'engager dans les métiers pour lesquels il est mal doué.

On peut donc concevoir, pendant la dernière année de présence à l'école primaire, un examen des élèves au point de vue des aptitudes professionnelles. Il comporterait d'abord une visite médicale par un médecin connaissant les principales contre-indications à rechercher (1), puis des épreuves psychologiques et physiologiques. Le résultat en serait communiqué aux parents et transmis, à titre d'indication, aux personnes chargées de prononcer l'admission aux divers préapprentissage.

Il serait pour elle un simple élément d'appréciation et ne pourrait entraîner à lui seul la non-admission, car, en l'état actuel de nos connaissances, il est impossible d'éviter toute erreur.

Qui composerait le Jury d'examen ?

Il y aurait intérêt à créer, en France, dans les villes importantes, des organismes analogues à ceux qui existent à l'étranger : « Juvenile Advisory Committie » en Amérique, « Comité Central de Patronage » en Angleterre, « Centre Autonome d'Orientation Professionnelle » en Allemagne. Leurs membres, délégués par les divers groupements professionnels et par les associations de bienfai-

1. Il serait utile que, comme à Genève, chaque écolier ait son carnet sanitaire.

sance s'intéressant au placement des jeunes ouvriers, se tiendraient au courant des travaux publics sur l'orientation professionnelle et dirigeraient cette orientation avec l'aide des instituteurs et du médecin.

Nous croyons que, ainsi compris, le rôle de l'école primaire est assez important, pour satisfaire la légitime ambition des maîtres désireux de s'intéresser à l'avenir professionnel des enfants qui leur ont été confiés, et qu'il n'excède pas leur compétence.

CHAPITRE VII

THÉORIE DU PRÉAPPRENTISSAGE A L'ATELIER

L'étude historique et critique des idées et des faits que l'on a jusqu'ici groupés sous le nom de préapprentissage appelle selon nous la conclusion suivante :

Une des deux conceptions du préapprentissage, celle du « préapprentissage à l'école », est à la fois trop générale et trop peu précise. Elle prétend englober tout ce qui précède le préapprentissage mais tandis que certains veulent lui voir employer uniquement des « procédés scientifiques et des appareils spéciaux qui concourent au développement physique de l'enfant » (1), d'autres classent sous cette rubrique ce qui jusqu'à présent était connu sous le nom d'enseignement manuel. Toutes les tentatives faites pour introduire ou développer à l'école l'éducation physique et les exercices manuels avec ou sans instruments spéciaux, avec ou sans outils d'artisans, sont à encourager ; elles peuvent avoir la plus heureuse influence sur le choix à faire par l'enfant de son futur métier, mais à notre avis il faut continuer à les nommer des noms employés jusqu'ici.

Il faut réserver celui de préapprentissage à ce qui n'est

1. *La Formation professionnelle*, 1^{er} trimestre 1917, p. 34.

pas seulement un enseignement mais une éducation manuelle et morale, à la première phase générale et non rémunératrice de la formation « par et pour le métier » que donne dans un atelier se rapprochant au plus près des conditions de la pratique un véritable ouvrier. C'est une adaptation de l'ancien apprentissage dont il ne faut pas cesser de s'inspirer si on veut que nos ouvriers futurs conservent les qualités qui firent la valeur de nos anciens artisans.

La conception est nette et logique. Réalisée elle a déjà rendu de grands services ; elle a de plus l'avantage d'être celle des créateurs de la chose et du mot, M. Kula et M. Vaillant, non pas telle qu'il l'ont formulée dès l'origine, basée sur l'adoption d'un métier-type, mais telle qu'ils l'ont fixée au bout de peu d'années, à la lumière de l'expérience (1).

Les cours Jully (tant que les maîtres-ouvriers resteront des véritables artisans et les ateliers scolaires de vrais milieux professionnels), la première période de l'apprentissage dans les ateliers « réels » cités par MM. Lacoïn et Lecler, dans les ateliers-écoles du Rosaire, de M. l'abbé Rudynski, de M. Villaret, rentrent dans la formule, comme l'atelier-type des Epinettes. A la rigueur on peut aussi y faire rentrer, comme cas-limite, l'enseignement manuel des « attardés » puisqu'il se donne en dehors et en supplément de l'horaire scolaire.

1. « Nous n'admettons pas, déclara nettement M. Vaillant au Congrès de Roubaix, en 1941, que l'on continue à dire que nous avons établi le préapprentissage sur la base d'un métier-type, celui de ferblantier. C'était l'idée de M. Kula. Ce fut aussi la mienne à un certain moment. Mais il y a longtemps que j'ai reconnu et montré combien il est facile de tirer des métiers intéressés les éléments de formation physiques, physiologiques et intellectuels en vue de l'acquisition, le conscient passant dans l'inconscient, de la discipline du métier. »

A cette idée principale, s'ajoute celle d'établir une liaison nécessaire entre l'école et l'atelier patronal. Tant qu'en France l'enfant ne sera pas obligé d'aller à l'école au delà de treize ans, le préapprentissage en tirera un surcroît important d'utilité ; mais il conserverait une raison d'être suffisante dans le cas même où la prolongation de la période scolaire entrerait dans nos mœurs.

C'est du préapprentissage ainsi compris que groupant les éléments rencontrés dans les diverses parties de cette étude, nous allons exposer la théorie.

La définition que nous proposerons est la suivante :

*« Le préapprentissage est la première phase de l'éducation professionnelle que des ouvriers de choix donnent
« dans un atelier à l'enfant sortant de l'école primaire,
« dans son propre intérêt, et sans négliger un complément
« de culture intellectuelle, afin de contrôler son orientation professionnelle et de développer en lui les qualités
« maîtresses de l'artisan. »*

Le préapprentissage peut être donné soit à l'atelier d'apprentissage d'une usine, soit à un atelier d'apprentissage isolé, mais travaillant pour la clientèle, soit dans un atelier-école spécial, ne produisant aucun travail rémunéré.

Le premier cas est celui d'une usine déjà importante (ateliers de la Compagnie d'Orléans, à Paris). Il convient alors que les deux temps de la formation soient bien marqués et que l'enfant ne soit pas mis trop tôt au travail productif.

Le deuxième cas est celui de l'atelier-école du Rosaire ou de l'atelier Rudynski.

Dans le troisième cas, l'atelier-école peut être ou isolé (atelier de la rue des Epinettes), ou joint à une école pri-

maire (petites écoles de métier, type Jully), ou à un patronage (atelier de Javel).

Caractéristiques. — Nous allons passer en revue les principales caractéristiques d'un atelier-école que pour simplifier, nous supposerons du troisième type.

C'est un *atelier* au point de vue de l'organisation extérieure, de l'importance attribuée au travail manuel, de l'autorité qui appartient au maître-ouvrier.

Une *école* par la méthode d'enseignement manuel et la continuation du développement intellectuel de l'enfant.

L'organisation extérieure a sur l'esprit de l'enfant une influence beaucoup plus grande qu'on ne l'imaginerait *a priori*; il faut que dès son entrée en préapprentissage, il ait l'impression très nette qu'il ne va plus être traité en écolier, mais qu'il va faire ses débuts professionnels.

L'enfant sera en cote et non en blouse (il n'en est pas médiocrement fier les premiers jours). L'horaire se rapprochera de celui de l'industrie. Les cours théoriques seront donnés, autant que possible, dans l'atelier même. Pour le dessin les planches à dessin sont simplement posées sur les étaux ou sur les établis. Pas de punitions d'écolier: une seule sanction disciplinaire, la mise à pied.

Le travail manuel joue le rôle prépondérant.

Il faut que la plus grande partie du temps lui soit consacré et vers lui doivent converger la plupart des études théoriques.

Il faut qu'il soit plus spécialisé qu'à l'école car le préapprentissage doit correspondre à un groupe déterminé de professions. On pourra déterminer presque toujours un *métier principal* pour ce groupe. C'est lui qui devra dominer l'enseignement, accompagné ou non de métiers secon-

dares choisis en vue de développer telle ou telle aptitude.

Enfin *l'autorité appartiendra au maître-ouvrier*. Autant que possible, pour assurer l'unité de direction, ce sera lui qui enseignera le dessin et professera les cours techniques ; l'instituteur n'interviendra que pour les classes de culture intellectuelle.

Classes de culture intellectuelle. — Au sujet de ces classes, dont le nombre sera forcément restreint, il convient de ne pas se faire d'illusions : le rôle de l'instituteur devra être surtout d'assurer, chez le plus grand nombre possible d'enfants, l'assimilation définitive des connaissances primaires parfois incomplètement digérées à l'école. S'il y réussissait le service rendu au futur ouvrier serait immense. Mais de quelques-uns il peut espérer mieux et leur culture intellectuelle pourra être poussée d'autant plus loin, que leur jugement se développera davantage au contact de la pratique de l'atelier.

Différences avec l'atelier d'apprentissage. — *L'enseignement* tant intellectuel que technique est une première différence. Il n'a rien de commun avec les cours rendus obligatoires pendant l'apprentissage par la loi Astier ; ceux-ci ont un caractère strictement professionnel et ont lieu en dehors de la journée de travail (lorsque celle-ci n'excède pas huit heures) tandis qu'à l'atelier de préapprentissage le temps des cours, aussi bien intellectuels que techniques est prélevé sur les huit heures de travail.

Le *genre de travail* effectué n'est pas le même. A l'atelier de préapprentissage, il doit être uniquement éducatif : il est aussi peu spécialisé que possible et se réfère à un groupe de métiers plutôt qu'à une profession déterminée. De plus, la vitesse d'exécution n'intervient pas, et loin de

viser à obtenir l'automatisme de geste, on arrête dès que commence la routine. A l'atelier d'apprentissage au contraire, le travail est spécialisé en vue d'un métier déterminé. Il est déjà productif. L'enseignement est donné dans l'intérêt de la profession autant et plus que dans celui de l'enfant. On vise à obtenir de lui la plus grande rapidité d'exécution pour se rapprocher des conditions de la pratique.

Aussi, pour le préapprentissage, il n'est pas nécessaire d'exiger des *maîtres-ouvriers*, comme pour l'apprentissage, qu'ils soient au courant des derniers perfectionnements survenus dans le métier. L'essentiel est qu'ils puissent donner aux enfants de bons principes, qu'ils sachent se faire obéir et écouter : ils peuvent donc être des ouvriers déjà âgés. Il n'est pas non plus nécessaire qu'ils aient l'endurance physique nécessaire à une production intensive ; on peut recourir utilement à d'anciens ouvriers mutilés de guerre. Certains d'entre eux qui seraient incapables de gagner leur vie à l'atelier réel, et même incapables d'exécuter à l'atelier d'apprentissage, devant les jeunes gens, certaines démonstrations, peuvent être d'excellents maîtres de préapprentissage en montrant aux enfants à faire des opérations élémentaires et en corrigeant leurs positions vicieuses. Et pour peu qu'ils sachent s'imposer, leurs blessures augmentera encore leur autorité morale.

Mais il convient d'exiger d'eux avant tout un esprit clair et très analytique. Au besoin pourra-t-on leur faire suivre quelques conférences de pédagogie technique comme aux maîtres-ouvriers de la Ville de Paris.

Autre différence avec l'atelier d'apprentissage : pour le préapprentissage il y a intérêt à donner aux enfants des

outils allégés. On évitera ainsi que la fatigue leur fasse prendre de mauvaises attitudes.

A quelles professions peut s'appliquer le préapprentissage. — Il semble que les ennemis du préapprentissage et quelques-uns de ses amis ont exagéré son extension possible.

D'abord, il n'est pas applicable aux professions commerciales : aucune raison d'inaptitude physique empêche l'enfant d'entrer dès qu'il a son certificat d'études au bureau ou au magasin. Aucun « débrouillage » manuel ne lui est nécessaire dans ce cas, et, si on veut augmenter en lui la somme de connaissances générales qui lui permettront de s'élever plus tard dans sa profession, il faut l'envoyer à l'école primaire supérieure ou à une école commerciale.

Pour les professions agricoles le meilleur préapprentissage est donné à la ferme où est élevé l'enfant.

Les industries minières sont dans une situation tout à fait comparable : pour être un véritable mineur, il faut être fils de mineur et être descendu tout jeune. Aussi nulle faille entre l'école et la fosse ; sitôt terminée la période scolaire, l'enfant est employé au fond à de menues besognes. Il se met ainsi petit à petit au courant de tout ce qui concerne le travail souterrain jusqu'à ce qu'à dix-huit ans il soit admis comme aide dans un chantier d'extraction. Dans les houillères, où nos gisements français tourmentés et grisouteux ne se prêtent pas au développement des procédés mécaniques d'abatage, de longtemps le métier d'ouvrier à la veine restera un métier d'artisan de la catégorie de ceux pour lesquels l'apprentissage reste excellent. Dans les mines de fer où les gisements sont plus réguliers, le machinisme peut se développer d'avantage et

l'éducation du futur ouvrier devra faire une part plus grande à la mécanique. Dans les deux cas, c'est au fond que se donne le meilleur préapprentissage.

N'en comportent pas non plus les métiers qui ne peuvent admettre d'enfants, soit parce qu'ils sont physiquement trop durs, soit parce qu'ils entraînent une certaine responsabilité morale : tels sont la manutention, le terrassement, les transports, les services publics.

Enfin il y a des professions où le préapprentissage n'a pas encore été essayé, ce sont celles de l'alimentation, du vêtement, les industries chimiques.

Restent comme industries où la phase générale de la formation peut être utilement organisée dès maintenant, la plupart des métiers du Bâtiment (1), le travail des métaux, l'industrie du bois, les textiles, les industries d'art. Mais presque tous les métiers du Bâtiment se rapprochent soit de la mécanique, soit du travail du bois ; de même les industries d'art. Nous aurons donc finalement trois grandes catégories de préapprentissage :

1° *Le travail des métaux ;*

2° *Les industries du bois ;*

3° *Les textiles.*

Encore le champ est-il trop vaste, car, même dans ces industries, il y a des cas nombreux où l'enfant peut recevoir directement en sortant de l'école l'apprentissage traditionnel toujours préférable.

A la campagne par exemple et dans les petites villes la division du travail n'existe pas. Non seulement les artisans sont obligés de connaître leur profession dans tous ses détails, mais de pratiquer souvent plusieurs métiers voisins :

1. Ceux compris entre les indices 4.927 et 4.94 dans la classification des professions de la statistique générale de la France.

le forgeron est un peu mécanicien, le ferblantier est couvreur, le menuisier au besoin ébéniste et parfois charpentier. Leurs apprentis recevront une formation très complète.

De même dans les ateliers de petite industrie mécanique qui peuvent subsister dans les grandes villes et où le patron travaille avec deux ou trois ouvriers seulement.

Le préapprentissage ne jouera donc finalement que dans les grandes villes, les régions industrielles spécialisées et pour les trois grandes catégories de professions que nous avons déterminées.

Méthode du préapprentissage. — A la différence des travaux manuels scolaires, c'est une méthode réaliste se rapprochant autant que possible de celle des ateliers d'artisan.

On laissera à l'école tout système de travail artificiel ou tout appareil non professionnel rentrant davantage dans la conception de la gymnastique éducative que dans celle de la formation au métier, et cela dans un but aussi bien moral que technique (1).

Mais les outils et les gestes professionnels auront été l'objet d'une étude préalable, et on choisira les travaux à exécuter de telle sorte que l'enfant soit amené à manier les outils et à faire le plus parfaitement possible les exercices qui auront été classés comme les plus éducatifs.

Quant à la question du *choix des métiers* à enseigner elle n'est au point que pour les catégories des métaux et du bois.

1. Systèmes et appareils d'éducation physique pourront d'ailleurs être utilement employés aux heures consacrées à la gymnastique, pour développer telle ou telle qualité utile à l'enfant.

D'abord, il semble qu'il n'y a pas de métiers-types exclusifs : M. Kula donne un excellent préapprentissage mécanique en enseignant la ferblanterie et la serrurerie, M. Jully en faisant intervenir le seul ajustage. Pour le bois, on pourrait peut-être choisir le charronnage auquel avait pensé M. Kula, aussi bien que l'ébénisterie et la menuiserie adoptées par M. Villaret. L'essentiel est de donner de bons principes dans le maniement des principaux outils.

Ensuite, il y a intérêt à prévoir, dans le préapprentissage, à côté de l'enseignement principal, un ou plusieurs enseignements secondaires qui complètent le premier et éloignent encore plus de la spécialisation en donnant à l'enfant de nouveaux principes de travail.

Préapprentissage métallurgique. — Aux Epinettes, on peut considérer actuellement comme principal l'enseignement de la serrurerie ; les secondaires sont la forge et surtout le travail des métaux en feuilles, qui enseigne aux enfants la planimétrie et leur ouvre l'accès à vingt autres professions. Si M. Kula avait donné suite à son projet primitif, il s'y joindrait un métier du bois qui les familiariserait avec la géométrie à trois dimensions.

Dans le préapprentissage du bois, il y aurait grand avantage à adjoindre au métier principal (bois) un métier secondaire des métaux (serrurerie ou ajustage mécanique) avec un peu de forge. D'abord pour apprendre à réparer l'outillage actuel et parce qu'il est toujours intéressant, pour un menuisier, de savoir ferrer. Ensuite parce que le machinisme envahissant les métiers du bois, il importe que les futurs ouvriers soient familiarisés avec lui et puissent s'adapter facilement aux transformations qu'il entraînera.

En ce qui concerne les *Industries textiles*, dont le préapprentissage, croyons-nous, n'a pas encore été réalisé, il semble, étant donné la complexité des mécanismes, que des notions d'ajustage seraient également nécessaires. Le bon ouvrier textile sera celui qui, lorsque surviendra une panne à un des métiers qu'il a à surveiller, se rendra compte le plus vite possible de ses causes, et saura démonter et remonter l'organe défectueux. La précision de l'ajustage ne dépasse pas celle du préapprentissage mécanique : 1/10 de millimètre dans la filature.

Nous voyons donc que les trois catégories de préapprentissage peuvent avoir une partie commune : *la préformation mécanique*, principale pour le groupe de professions des métaux, accessoire pour les deux autres.

C'est l'éducation manuelle la plus générale de l'avenir, celle à laquelle il faudra recourir de plus en plus au fur et à mesure que se développera le machinisme et celle qui, dès maintenant, servira au futur ouvrier dans le plus grand nombre de professions.

Les écoliers qui, dans tous les pays, sont séduits par la mécanique ne sont donc pas complètement trompés par leur instinct et, en ce qui concerne la préformation, il n'y a pas d'inconvénient à le satisfaire : On peut profiter de cet attrait pour les attirer dans les ateliers de préapprentissage où seraient enseignés en même temps les rudiments des autres professions, à la condition de faire au bout de quelques mois une sélection, suivant les aptitudes et les nécessités du recrutement des diverses industries. Les enfants seraient alors partagés définitivement en plusieurs groupes suivant la partie du préapprentissage qui deviendrait pour eux principale.

Il faut, en effet, retenir cette remarque qui a été faite

par les fondateurs du préapprentissage : tout en donnant à l'enfant l'éducation pratique la plus générale, il faut le plus tôt possible lui donner une idée précise de la profession à laquelle il se prépare et le mettre dans les conditions extérieures les plus voisines de cette profession.

A quels enfants est destiné le préapprentissage. — A tous les enfants de villes importantes, quels que soient leurs succès scolaires, qui semblent aptes, à leur sortie de l'école primaire, à une des trois grandes catégories de professions énumérées et qui ne peuvent pas recevoir un apprentissage sérieux dans un atelier d'artisan.

L'âge d'entrée dans les ateliers de préapprentissage pourra varier entre douze et quinze ans, suivant que les enfants auront ou non prolongé leur séjour à l'école primaire. Cette prolongation est à souhaiter pour tous ceux qui sont capables d'en retirer des fruits suffisants : une culture intellectuelle plus développée facilitera l'acquisition des notions techniques générales. D'un autre côté, il n'y aurait pas intérêt à retarder au delà de quinze ans l'entrée au préapprentissage, car après cet âge, le gamin manquerait de souplesse.

Durée du préapprentissage. — De un à deux ans, suivant le développement et les aptitudes des enfants.

Gratuité du préapprentissage. — Sauf dans le cas où le préapprentissage serait donné dans un atelier d'apprentissage travaillant pour la clientèle et faisant complètement ses frais, il ne peut être question de donner un salaire à des apprentis qui coûtent au lieu de rapporter.

Mais faut-il que le préapprentissage soit gratuit ? En principe, il serait équitable que les familles qui en ont les moyens paient une partie du préapprentissage comme autrefois elles payaient pour les premières années de l'apprentissage traditionnel. Pourtant la majorité des familles ouvrières ne sont pas en mesure de le faire, et, comme il est de l'intérêt général que le préapprentissage entre rapidement dans les mœurs, il est préférable de le rendre gratuit et d'attribuer même des secours aux familles nécessiteuses, pour les aider à se passer du salaire de l'enfant.

Rôle du préapprentissage dans l'orientation professionnelle. — Ce rôle est triple :

1° D'abord, il peut contrôler cette orientation commencée à l'école : au contact avec la réalité, l'enfant étudie le métier et le métier étudie l'enfant. On peut concevoir une période d'essai réciproque de quelques mois, au bout de laquelle l'enfant serait définitivement maintenu dans l'atelier-école du groupe choisi, ou passerait à un autre groupe, ou s'engagerait dans une carrière ne comportant pas de préapprentissage.

2° Il peut assurer un recrutement rationnel aux écoles techniques. Actuellement, ce recrutement se fait dans des conditions déplorables. Prenons par exemple les écoles professionnelles de la Ville de Paris : le concours d'entrée a lieu entre élèves terminant leurs études primaires et dont la plupart n'ont jamais touché un outil. Par scrupule d'égalité, on renonce donc à demander aucune épreuve technique, et le classement s'établit d'après l'écriture et la mémoire. Les ateliers étant choisis par les élèves d'après leur rang à l'entrée, un enfant robuste classé dans les

premiers à Diderot, va à l'ajustage qu'il préfère, tandis que le petit chétif est placé d'office à la forge, malgré son peu de goût et d'aptitude pour ce métier, si sa mauvaise écriture lui a valu un des derniers rangs.

Le concours aurait une toute autre signification s'il avait lieu entre enfants ayant déjà fait un an de préapprentissage, et s'il comportait des épreuves professionnelles. M. Villemin a développé une idée analogue dans son projet de « hiérarchisation des instituts de métiers » (recrutement des élèves de l'école supérieure par concours dans l'école inférieure) (1).

3^e Enfin, le préapprentissage peut assurer le recrutement des apprentissages correspondant à chacune des professions de son groupe. Si ces professions manquent d'apprentis, elles ont intérêt à ne refuser aucun enfant ayant les aptitudes requises et à solliciter même les candidatures, par exemple en faisant valoir, aux yeux des préapprentis, la perspective de primes ou de salaires plus élevés que dans les autres apprentissages. Si au contraire certaines d'entre elles redoutaient l'encombrement — comme c'est le cas actuellement dans la mécanique — leurs groupements corporatifs organiseraient des concours entre préapprentis, et n'admettraient que le nombre d'apprentis fixés. Les enfants non admis auraient la ressource de se diriger vers les métiers voisins moins encombrés, dont ils auraient également reçu la préformation.

Telle que nous la comprenons, l'organisation méthodique de l'étude de l'orientation professionnelle comprendrait donc trois stades :

1. Annexe au rapport n° 93 Conseil municipal, 1918, p. 84 et suiv.

1° A l'école incomberait la mission d'éveiller l'attrait de l'enfant pour un métier.

2° Le préapprentissage contrôlerait l'orientation donnée et assurerait la sélection qualitative destinée à envoyer aux écoles techniques les futurs gradés de l'industrie.

3° L'atelier d'apprentissage de chaque profession pratiquerait s'il y a lieu, parmi les préapprentis, la sélection quantitative nécessaire. Il confirmerait définitivement l'orientation professionnelle et achèverait la formation.

Cette organisation paraît plus simple que toutes celles qui ont été proposées jusqu'ici, et ce ne serait pas la moindre utilité du préapprentissage, son pivot, que de la rendre possible.

CHAPITRE VIII

COMMENT DÉVELOPPER PRATIQUEMENT LE PRÉAPPRENTISSAGE EN FRANCE ?

Pour développer le préapprentissage dans les limites que nous avons indiquées, un double effort est à faire, financier et législatif.

A. — Effort financier.

1. — Il s'agit d'abord de déterminer le *nombre d'enfants auxquels le préapprentissage est applicable*.

Pour ce faire, nous nous basons sur le nombre d'ouvriers travaillant dans chacun des groupes de métiers pour lesquels nous avons admis le préapprentissage immédiatement applicable. Ce nombre, déterminé d'après les tableaux professionnels du dernier recensement, est de 1.636.000 (1). On peut poser en principe que, pour assurer à ces métiers un recrutement suffisant, il faut leur former un chiffre de préapprentis (de 13 à 15 ans) au moins égal à un dixième du total des ouvriers, ce qui fera 163.600.

1. Résultats statistiques du recensement de 1911, t. I, III^e partie population active, p. 80 et suiv.

Mais le recensement nous indique déjà 82.439 enfants de moins de quinze ans travaillant dans ces métiers (parmi lesquels 19.235 pour les textiles). Nous admettrons, qu'à part les textiles, où le gamin est admis à l'atelier comme petit manœuvre, il s'agit d'enfants recevant, pour la plupart, l'apprentissage traditionnel auquel nous ne voulons pas nuire. Il faut donc les déduire du nombre que nous venons de déterminer, pour avoir le chiffre d'enfants à soumettre au préapprentissage.

Nous avons alors le tableau suivant :

Professions	Nombre total d'ouvriers	1/10 de ce nombre	Enfants de 12 à 15 ans déjà dans le métier	Enfants à soumettre au préapprentissage
Textiles	234.093	23.409	19.235	23.409
Bois.....	372.416	37.241	15.730	21.211
Métallurgie.....	689.941	68.994	33.319	35.672
Métaux précieux.	31.734	3.173	2.390	2.047
Bâtiment (1)....	328.130	32.813	11.765	21.048
Total.....	1.656.001	165.600	83.430	103.387

Ce chiffre de 103.387 peut être réduit de 20 0/0 environ pour tenir compte du regain d'activité possible, et souhaitable, de l'apprentissage à l'atelier d'artisan dans le cas d'encouragements officiels au contrat écrit. Et l'on peut admettre finalement un effectif de 80.000 préapprennis.

Notre calcul reçoit une vérification partielle du fait que

1. Spécialités comprises entre les indices 4.927 et 4.94 de la classification de la statistique de la France. Recensement de 1911, t. I, p. 84.

par une voie différente M. L.-C. Lacau est arrivé en 1914, dans un rapport à la Commission d'économie sociale de la S^{té} C^{ale} des Architectes (1), au même chiffre de 20.000 pré-apprentis pour les métiers du bâtiment, et que ce chiffre a été admis par la Société.

Quant à M. M. Bellom, il a fait le calcul pour les mêmes groupes professionnels que nous. Il soumet pourtant au préapprentissage un plus grand nombre de métiers du bâtiment ; mais il s'est basé uniquement sur le nombre d'enfants de moins de quinze ans entrant actuellement dans ces professions, et n'a pas tenu compte du fait que la crise de l'apprentissage est précisément causée par l'insuffisance de ce nombre. Il a obtenu ainsi un chiffre de 50.000 garçons seulement (2). Il soumet en plus, il est vrai, 50.000 filles au préapprentissage, ce qui lui fait le chiffre global de 100.000 enfants. Nous avons donné la raison pour laquelle nous voulions nous limiter à l'organisation du préapprentissage masculin. Nous prévoyons donc 80.000 pré-apprentis, chiffre qui nous paraît correspondre mieux que celui de M. Bellom aux besoins de l'industrie.

II. — **Coût du préapprentissage.** — Vu l'instabilité des prix actuels, nous conserverons pour nos calculs les chiffres d'avant-guerre auxquels il sera facile de faire subir, s'il y a lieu, dans les applications pratiques, les majorations du moment.

a) *Frais de premier établissement.* — On pouvait évaluer, en 1914, ces frais à 200.000 francs pour 100 pré-apprentis, s'agissant d'un atelier-école indépendant. Mais, dans l'inté-

1. *Etude sur l'apprentissage dans les métiers du bâtiment*, 1911, p. 21.

2. *Le préapprentissage, étude suivie d'une proposition de loi*, publication du journal *le Génie civil*, 1917, p. 18.

rêt même du préapprentissage, nous avons vu qu'il vaut mieux construire les ateliers dans des cours d'écoles ou de patronages. Si même on peut aménager des bâtiments déjà existants, la première mise de fonds s'en trouvera très réduite. L'outillage, simple, n'est pas très coûteux.

b) *Charges annuelles.* — On pouvait admettre en 1914 que la dépense annuelle (entretien et amortissement de la construction et de l'outillage, traitement des maîtres-ouvriers, consommation de matériaux, frais généraux) s'élevait à 300 francs par enfant.

Soit pour 80.000 enfants $80.000 \times 300 = 24$ millions.

III. — **Par qui faire supporter les frais du préapprentissage ?** — Faut-il demander à l'initiative privée de consacrer chaque année pareille somme à une partie seulement de l'éducation professionnelle ?

Evidemment non. Il existe peu de patrons qui, comme les grandes Sociétés métallurgiques et les Compagnies de chemins de fer, puissent assurer par leurs propres moyens la formation de leur personnel, et nous n'avons malheureusement pas en France de multimillionnaires qui puissent alimenter de leurs souscriptions les caisses des établissements de préapprentissage, comme cela se passe en Amérique pour l'enseignement technique post-scolaire. Il faut donc recourir à l'Etat, aux départements, aux grandes villes et aux groupements professionnels.

La part de l'Etat paraîtrait ne pas devoir être inférieure à la moitié des dépenses.

Les *Départements et les villes* couvriraient évidemment l'autre moitié des frais, dans le cas d'institutions départementales ou municipales ; aux établissements privés, il

faudrait qu'ils accordent néanmoins de généreuses subventions.

Reste à déterminer *l'organisme professionnel* apte à provoquer la création d'établissements de préapprentissage et à en contrôler le fonctionnement.

Il ne conviendrait pas, croyons-nous, de s'adresser aux *Comités départementaux de l'enseignement technique* de la loi Astier, comme le prévoit M. Verlot. Le préapprentissage est chose trop nouvelle, sa mise en train demandera pendant longtemps d'être suivie de trop près, pour qu'il soit suffisant de s'adresser à un comité déjà si surchargé d'occupations, et comptant d'ailleurs un nombre assez réduit de professionnels. Faut-il créer spécialement des *Commissions locales mixtes* (patrons et ouvriers), comme le prévoient MM. Borderel et Keufer pour la surveillance de l'apprentissage ? (1) Nous ne le pensons pas davantage. Une des raisons pour laquelle la rénovation de l'éducation professionnelle a fait chez nous si peu de progrès, est précisément le trop grand nombre de ces comités et commissions créés artificiellement par décret, sans budget fixe, sans intérêt permanent, sans cohésion véritable.

Mieux vaut faire intervenir un groupement ayant une vie corporative durable, et un intérêt immédiat à la formation des apprentis.

On a pensé aux *Syndicats* que l'on a intérêt dans bien des cas à choisir « comme délégués et précurseurs du législateur (2) ». Mais ils sont plus qualifiés pour s'occuper d'apprentissage (chacun pour sa propre profession), que de préapprentissage, puisqu'un établissement donnant la

1. Rapport à la Commission mixte départementale de la Seine pour 1915, p. 122.

2. R. Jay, *le Contrat collectif du travail*, p. 5.

préformation doit n'être pas spécialisé et correspondre au groupement de plusieurs professions.

On s'est adressé aux *Chambres de commerce* : mais elles représentent plus de commerçants que d'industriels, et la pratique a démontré que tous les patentés n'étaient pas susceptibles de s'intéresser au développement du préapprentissage.

Mieux vaut en confier l'organisation aux *Chambres de métiers* qui depuis 1911 se créent en France à l'exemple de celle de Limoges.

Chambres de métiers. — Ces associations se forment sous le patronage des Chambres de commerce, mais *ne groupent que des industriels, des professionnels* ou des « personnes s'intéressant à l'œuvre de l'apprentissage sous une forme quelconque. » Leur but principal est précisément de propager l'enseignement professionnel sous toutes ses formes et à tous ses degrés. Elles paraissent donc tout indiquées pour patronner une éducation professionnelle non spécialisée.

M. Bouilloux-Lafont, député, a déposé en décembre 1917 une proposition de loi tendant à encourager leur création, mais on peut lui adresser le reproche de ne pas avoir prévu pour elles de ressources permanentes.

En Allemagne, c'est la loi du 26 juillet 1897 qui les a rendues obligatoires. Leur budget est alimenté par les subventions des Etats et les allocations des communes (recouvrées ensuite par une taxe spéciale que celles-ci prélèvent sur les patentés). Notons d'ailleurs que l'élément ouvrier y est représenté, soit par les délégués de sociétés industrielles dont les membres sont au moins pour la moitié des ouvriers, soit par un comité de « compagnons » élus parmi les « compagnons » des corporations. Les

Chambres de métiers de Strasbourg et de Metz fondées sous ce régime sont florissantes.

B. — Effort législatif

I. Réglementation actuelle du préapprentissage. — Aucune disposition législative spéciale ne prévoit actuellement son cas.

a) *La loi Astier ne lui est pas applicable.* — La loi du 25 juillet 1919 sur l'enseignement technique industriel et commercial (Loi Astier) ne s'applique pas aux ateliers-écoles de préapprentissage en tant qu'établissements. Ce sont les écoles techniques qui seront placées par une loi ou un décret sous l'autorité du ministre du Commerce et de l'Industrie, qui sont régies par elle, et non les modes divers de l'apprentissage dont le préapprentissage n'est qu'une première phase.

Mais rien n'empêchera de donner le préapprentissage dans des « écoles de métiers » prévues à l'article 13 de la loi et qui peuvent, dit cet article, « être fondées par les Chambres de commerce ou par des associations professionnelles, dans des conditions déterminées, par décret. » Le recours à cette forme d'établissement pourra permettre, en attendant une loi subventionnant le préapprentissage, de profiter des subsides de l'Etat qui « peut contribuer aux dépenses d'installation de ces écoles et dans les villes de moins de 150.000 habitants aux dépenses d'entretien, dans les mêmes proportions et suivant les mêmes règles que pour les écoles pratiques de commerce et d'industrie. »

Quant à l'obligation des cours professionnels édictée par la loi Astier pour tous les jeunes gens de moins de dix-huit ans employés dans l'industrie, dans les communes à

désigner par décret, elle s'étend évidemment aux préapprentis. La plupart des ateliers-écoles donnent déjà un enseignement général technique plus qu'équivalent à ces cours, et pourront donc bénéficier de l'article 38 permettant aux établissements industriels de satisfaire à la loi dans leurs propres ateliers.

Ces cours professionnels doivent faire l'objet d'une déclaration à la mairie (art. 37) ; ils peuvent être subventionnés par l'Etat, sur proposition de la Commission locale professionnelle (art. 39). Leurs programmes sont élaborés par la Commission locale professionnelle et approuvés par le Comité départemental de l'enseignement technique (art. 42). Les services du personnel enseignant peuvent être reconnus et récompensés par le maire après avis du Comité local, par le préfet après avis du Comité départemental, par le ministre du Commerce et de l'Industrie après avis de la Commission permanente du Conseil supérieur de l'enseignement technique.

b) *La Réglementation du travail est applicable aux ateliers-écoles de préapprentissage.* — Ceci résulte nettement de l'article 1^{er} du livre II du Code du travail qui énumère ainsi les établissements soumis à la réglementation du travail des enfants : « ateliers et leurs dépendances, de quelque nature que ce soit, publics ou privés, laïques ou religieux, même lorsque ces établissements ont un caractère professionnel ou de bienfaisance. »

Un argument de jurisprudence confirme du reste notre opinion. La Cour de Douai par un arrêt du 2 novembre 1908 confirma l'acquittement de M. l'abbé Piedfort, directeur de l'Institut industriel calaisien (donnant la formation professionnelle à des enfants se destinant à l'industrie locale de la dentelle mécanique) qui avait été poursuivi

pour infraction aux lois sur l'enseignement primaire. Il s'agit, dit la Cour, d'un établissement destiné à développer uniquement des connaissances industrielles déterminées et « qui n'a été, au reste, soumis qu'à la surveillance de l'inspecteur du travail ». La Cour de Douai jugeait donc cette inspection fondée en droit.

Il suit de là que les ateliers-écoles de préapprentissage doivent être soumis aux prescriptions de *la réglementation du travail* concernant :

1° *L'âge d'admission* (treize ans révolus, douze ans avec les certificats d'études primaires et d'aptitude physique) ;

2° *La durée du travail* ;

3° *Le repos hebdomadaire le dimanche* ;

4° *L'hygiène et la sécurité du travail* (bonnes mœurs, organes protecteurs couvrant les parties dangereuses des machines) ;

5° *Les accidents du travail* : tout accident survenu au cours du travail doit être déclaré dans les quarante-huit heures au maire de la commune ;

6° *Les visites de l'inspection du travail et les obligations prévues à l'article 82* :

a) Affichage à l'atelier des dispositions réglementaires concernant le travail des enfants ; des noms et adresses des inspecteurs du travail ; des heures de début et de fin de travail. Un duplicata de l'affiche des heures doit être envoyé à l'inspecteur, un autre à la mairie ;

b) Livrets individuels d'apprentis délivré gratuitement à la Mairie aux parents ou au patron ;

c) Registres : un premier sur lequel sont inscrites les diverses mentions figurant sur les livrets d'apprentis ; un second destiné à l'inscription des mises en demeure adressées par les inspecteurs du travail.

En fait, les établissements de préapprentissage existants sont visités par les inspecteurs du travail qui ont toujours témoigné pour eux la plus grande bienveillance.

Nous avons déjà signalé l'anomalie résultant des *lois sur les accidents du travail* auxquelles sont soumis les ateliers-écoles,

Quand un enfant est payé et qu'il se blesse, le patron, ou la compagnie d'assurances qui est substitué à ce dernier, doivent payer son demi-salaire en plus des frais médicaux et pharmaceutiques ; si l'enfant n'est pas payé du tout, ce demi-salaire est calculé sur le salaire minimum de l'ouvrier de même catégorie travaillant dans l'entreprise. Il en résulte des frais d'assurances trop élevés pour les établissements qui emploient des ouvriers destinés à encadrer les préapprentis en travaillant pour la clientèle. On a proposé de modifier ces dispositions légales défavorables à l'apprentissage comme au préapprentissage.

II. — **La législation souhaitable.** — La plupart des partisans du préapprentissage reconnaissent aujourd'hui que leurs efforts de propagation seraient grandement facilités si cette période de la formation professionnelle était encouragée par la loi.

Aucune proposition déposée sur les bureaux des Chambres pendant les précédentes législatures relativement à la réglementation de l'apprentissage (1) n'en faisait pourtant mention. L'avant-proposition de M. Bellom est la seule qui ait été croyons-nous étudiée sur la matière. Aussi en donnons-nous le texte intégral.

1. Notamment les propositions Michel-Mascuraud (27 juin 1912) et Verlot (18 mai 1913 et 13 novembre 1917).

a) *Avant-proposition de loi de M. Bellom*

Article premier. — Les Stés de préapprentissage sont des sociétés constituées conformément à la loi du 1^{er} juillet 1901, dans le but de fonder et d'administrer des ateliers dits de préapprentissage, où les enfants des deux sexes reçoivent au sortir de l'école primaire une éducation professionnelle non spécialisée, applicable à une catégorie de professions, qui leur permette d'entrer dans un atelier comme apprentis avec les qualités maîtres de l'artisan.

Art. 2. — Les ateliers de préapprentissage doivent remplir les conditions suivantes : l'enseignement y est gratuit ; les enfants de salariés y sont seuls admis ; ils y sont admis sans concours ; la possession du certificat d'études primaires n'est pas exigée ; la seule justification exigée est celle de l'accomplissement de l'obligation scolaire de l'enseignement primaire ; la durée du préapprentissage ne doit pas excéder deux années pour les garçons et une année pour les filles.

Art. 3. — Les Stés de préapprentissage doivent définir dans leurs statuts : leur but ; leur siège ; les conditions d'admission de leurs membres ; la constitution et les pouvoirs de leur Conseil d'administration et de leur Assemblée générale ; les mesures prises en vue de faciliter le placement de leurs élèves comme apprentis ; le mode de constitution de leurs ressources ; les conditions de leur dissolution.

Art. 4. — Elles doivent fournir les locaux et l'outillage et contribuer pour un quart au moins aux charges des ateliers de préapprentissage qu'elles ont fondés.

Art. 5. — Une Commission contrôle la gestion de chaque société au point de vue du service financier, et le fonctionnement de chaque atelier au point de vue de l'éducation professionnelle.

Elle est composée de cinq membres savoir : trois membres de la Chambre de commerce... désignés par cette Chambre ; un patron et un ouvrier de la catégorie des professions représentées dans l'atelier de préapprentissage : ils sont désignés par le Conseil des Prud'hommes, l'un par les Prud'hommes patrons, l'autre par les Prud'hommes ouvriers.

Art. 6. — Les sociétés de préapprentissage qui satisfont à la présente loi ont droit aux subventions de l'Etat et de la Chambre de commerce... La subvention de l'Etat est égale à la moitié des charges des ateliers de préapprentissage.

La subvention de la Chambre de commerce est égale au quart desdites charges.

Art. 7. — La subvention de l'Etat est allouée directement à la Chambre de commerce qui doit, en outre, inscrire à son budget, à titre de dépense obligatoire, sa propre subvention, et assurer la remise globale de ces deux subventions à la S^{té} de préapprentissage bénéficiaire.

La Chambre de commerce prévoit à ses dépenses conformément à l'article 21 de la loi du 9 avril 1898 ; elle établit pour ce service un budget spécial conformément au premier alinéa de l'article 26 de la loi précitée.

Art. 8. — Les sociétés de préapprentissage sont autorisées à recevoir des dons et des legs.

Cette avant-proposition nous semble appeler quelques remarques :

D'abord le préapprentissage féminin ne nous paraît pas égal en intérêt celui des garçons, sur lequel il faut faire porter actuellement tout notre effort financier. Ensuite l'intervention des Chambres de commerce serait, croyons-nous, moins indiquée que celle des Chambres de métiers.

Enfin on peut désirer que la loi soit moins absolue, par exemple en ce qui concerne l'obligation de la gratuité, et l'interdiction d'admettre d'autres enfants que ceux des salariés (bien des préapprentis actuels de M. Kula et de la Ville de Paris sont fils de petits fonctionnaires gagnant moins que des ouvriers).

Par contre l'idée est heureuse de s'autoriser du précédent de la loi du 7 mai 1917 sur les S^{tés} coopératives de consommation, pour donner aux S^{tés} de préapprentissage fonctionnant sous le régime de la loi de 1901 la capacité de recevoir les dons et legs.

Mais une loi isolée sur le préapprentissage a-t-elle actuellement des chances d'être votée ? Nous ne le croyons pas et nous estimons préférable d'insérer quelques articles

relatifs au préapprentissage dans une loi traitant de l'ensemble de la formation professionnelle.

b) *Proposition Viviani*. — Nous ne pensons pas néanmoins que pour encourager le préapprentissage il soit nécessaire de lui réserver une place dans un plan d'éducation postscolaire aussi vaste que celui prévu par M. Viviani. Celui-ci a déposé le 13 mars 1917 une proposition de loi sur l'éducation des adolescents qui, en 36 articles, traite aussi bien de la préparation militaire et de la culture générale à donner à la suite de l'école, que de l'enseignement industriel, commercial et agricole. Cette solution ne pourrait satisfaire les partisans d'une véritable formation professionnelle, car elle est trop générale pour que soit traitée à fond la question qui les intéresse. Ils préfèrent que (l'application intégrale de la loi de 1882 en ce qui concerne les travaux manuels à l'école étant rappelée par circulaires, et la prolongation scolaire « alternative » d'un an faisant l'objet d'une loi spéciale) un projet rédigé en conformité des vœux des récents congrès, et limité à l'organisation de l'apprentissage et du préapprentissage, soit déposé et voté rapidement.

c) *Le projet demandé par l'industrie*. — Voici quelle pourrait être son économie ;

En ce qui concerne l'apprentissage :

a) Obligation légale de l'apprentissage, pour les professions manuelles : son organisation et son contrôle seraient confiés, sous le patronage des Chambres de métiers, à des groupements corporatifs mixtes formés dans chaque profession par des délégations des syndicats patronaux et ouvriers.

b) Création : 1° d'une taxe d'apprentissage à payer par l'ensemble des industriels et commerçants et basée proportionnelle à leur patente ; 2° d'une seconde taxe équitable

table et basée, sur le chiffre d'affaires qui serait perçue à titre d'indemnité sur les seuls patrons qui ne voudraient pas former d'apprentis ou en formeraient un nombre insuffisant. Inversement, au cas où la proportion d'apprentis dépasserait le nombre fixé par rapport à l'effectif des ouvriers, le patron serait indemnisé proportionnellement.

c) Subventions prévues de la part de l'Etat, des départements et des communes aussi bien pour l'apprentissage manuel que pour celui donné dans l'industrie « organisée ».

d) Obligation d'un contrat écrit d'apprentissage : le groupement corporatif présidant à sa conclusion, en contrôlant et en surveillant l'exécution, arbitrant tout différend né du fait du contrat; des mesures étant prévues pour le protéger contre les tentatives de débauchage de la part de patrons concurrents.

En ce qui concerne le préapprentissage :

a) Son organisation et son contrôle seraient confiés aux Chambres de métier, les ateliers-écoles étant fondés soit directement par ces Chambres, soit par de grands industriels, soit par des sociétés sous le régime de la loi de 1901 et qui jouiraient des avantages demandés pour elles par M. Bellom.

b) Des subventions seraient obligatoirement accordées par l'Etat, les départements et les grandes villes.

Point ne serait besoin d'une réglementation plus compliquée; plus large sera le champ laissé libre à l'initiative privée sous toutes ses formes et plus rapidement on obtiendra des résultats intéressants. Il faut pour développer une institution nouvelle un minimum d'encouragement légal, mais il faut surtout faire confiance à l'activité des intéressés et se garder de l'entraver par des dispositions trop minutieuses.

CONCLUSION

Au début de 1914, une revue allemande, la *Zeitschrift für gewerblichen Unterricht*, appréciant le classement des divers pays au point de vue de la puissance économique portait sur la France le jugement suivant :

« Si, pour la décadence de la France, il est bon de citer la diminution des naissances, il n'en faut pas moins conclure que, grâce à son brillant passé, et aux excellentes traditions qu'on retrouve dans toutes les couches du peuple, elle ne serait pas descendue si rapidement du deuxième au quatrième rang, si on avait songé plus tôt et mieux à l'éducation générale et surtout à l'éducation professionnelle du peuple. »

Depuis, nous avons appris aux Germains, sur le champ de bataille, à se faire une idée plus juste de la décadence française. Il n'en reste pas moins que pour l'éducation professionnelle populaire nous avons un retard considérable à regagner.

Le vote de la loi Astier est un effort méritoire, mais insuffisant, car ce n'est pas tout de perfectionner l'instruction de nos apprentis, il faut en augmenter le nombre : le préapprentissage qui est un des moyens les plus efficaces d'augmenter ce nombre doit donc être encouragé.

Nous n'avons pas dissimulé dans cette étude que c'est vers la forme originelle du préapprentissage, celui qui se

donne dans un véritable atelier, qu'allaient nos préférences comme celles de la plupart des industriels, parce que, comme l'a très bien dit M. Martin Saint-Léon dans une conférence sur l'organisation professionnelle (1), « la profession est l'un des facteurs essentiels, un des plus puissants modeleurs de la personnalité humaine considérée isolément ». Mais si le préapprentissage scolaire arrive à se réaliser sérieusement, son action, venant s'ajouter à la première, ne peut qu'être heureuse.

L'essentiel est que ses partisans ne soient pas exclusifs, et que leur opposition n'empêche pas le préapprentissage à l'atelier de recevoir les encouragements officiels qui lui sont nécessaires. Les pouvoirs publics ne consentiront un effort sérieux en faveur du préapprentissage que s'ils constatent l'accord préalable de ses propagateurs. « Nous avons trop jusqu'ici concentré notre attention les uns et les autres sur notre petite chapelle » reconnaissait M. Villemain au cours d'une des réunions de 1916 (Ingénieurs civils).

Pour aboutir sur le terrain de la formation professionnelle, comme pour solutionner tous les problèmes auxquels l'avenir de la France est lié, le mot d'ordre doit être celui que donnait M. Millerand dans son discours de clôture du Congrès du Génie civil:

« *L'Union pour l'Organisation* ».

1. *Idées sociales et faits sociaux*. Paris, Fontemoing, 1903.

Vu : le Président de la thèse,

A. SOUCHON

Vu : le Doyen

LARNAUDE

Vu et permis d'imprimer
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris

L. POINCARÉ

BIBLIOGRAPHIE

DE QUELQUES NOTICES CITÉES RELATIVEMENT A L'ORIGINE DU PRÉAPPRENTISSAGE

I. — Société pour le développement de l'apprentissage dans les métiers du Bâtiment

1906. *Statuts. — Un métier-type. — Programme d'apprentissage* Paris, chez M. Kula, secrétaire-général, Trésorier, 21, rue Viète.
1908. *L'apprentissage*. Réunion du 23 février 1908. Allocution de M. G. Picot. Conférence de M. de Ribes. Paris, imp. Munier, 132, Bd Malesherbes (29 pages).
1910. *Apprentissage et préapprentissage* (notice pour l'exposition de Bruxelles, 1910). Paris, l'édition artistique, 52, rue de Clichy (14 pages).

II. — Société d'ouvriers pour le développement de l'apprentissage dans les métiers du Bâtiment

1907. *Assemblée générale du 14 avril 1907. — 1^o Conférence de M. de Ribes ; 2^o Etude de la question de l'apprentissage*. Paris, imp. Munier, 132, Bd Malesherbes (23 pages).
1908. *Réunion du 24 mai 1918. — Discours de M. Pradillon, président de la Société*. Paris, imp. Munier, 132, Bd Malesherbes (15 pages).
-

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.....	5

PARTIE HISTORIQUE

CHAPITRE I. — La Crise de l'apprentissage.....	7
--	---

Etat de la question. — Gravité actuelle de la crise. — Causes communes à tous les pays (économiques, sociales). — Causes spéciales à la France. — Remèdes. — Intérêt du préapprentissage.

CHAPITRE II. — La Genèse du préapprentissage.....	27
---	----

A) Le premier atelier-école ; origines ; conception primitive ; réalisation ; éloges et critiques. — B) Le Baptême du préapprentissage ; Congrès de 1919.

CHAPITRE III. — Histoire du préapprentissage.....	48
---	----

Les suites du Congrès. — Le préapprentissage de la Ville de Paris. — L'évolution du préapprentissage. — Le Congrès de Roubaix (1911). — Les discussions de la Société des Ingénieurs Civils (1916). — Le Congrès du Génie Civil (1918).

CHAPITRE IV. — Description d'ateliers des principaux types.	67
---	----

Atelier-école des Epinettes. — Préapprentissage de la Ville de Paris. — Atelier de N.-D. du Rosaire.

PARTIE CRITIQUE

CHAPITRE V. — Objections de principe au préapprentissage.....	78
---	----

Le machinisme rend-il inutile toute formation professionnelle ? La taylorisation et les qualités nécessaires à l'ouvrier. — Objections des partisans de l'apprentissage moderne à l'atelier réel. — Objection tirée de la pratique de l'étranger.

CHAPITRE VI. — L'Etat, l'école et le préapprentissage. . . .	91
Etat de la question. — Quel doit être le rôle de l'Etat dans l'organisation du préapprentissage? — L'école primaire doit-elle le donner? — Le vrai rôle de l'école primaire: inspirer le goût du travail manuel; éveiller l'attrait professionnel; rechercher les aptitudes de l'enfant. L'école des petits métiers de Tourcoing. L'enquête de L. P. Ayres en Amérique. Les organismes d'orientation professionnelle.	
CHAPITRE VII. — Théorie du préapprentissage à l'atelier. . .	111
Les deux conceptions. — La définition proposée. — Les principes d'organisation et de fonctionnement du préapprentissage. — A quelles professions est-il applicable? — Sa méthode. — Son rôle dans l'orientation professionnelle.	
CHAPITRE VIII. — Comment développer pratiquement le préapprentissage en France?	126
A) L'effort financier nécessaire. — Calcul du nombre de pré-apprentis. — Rôle financier des pouvoirs publics et des groupements professionnels. B) L'effort législatif. — 1° Législation actuellement applicable au préapprentissage. — La loi Astier le concerne-t-elle? — Il est soumis à la réglementation du travail. — 2° La législation souhaitable. — Examen de l'avant-proposition Bellom, de la proposition Viviani. — Le projet demandé par l'industrie.	
CONCLUSION.	140
BIBLIOGRAPHIE.	142

